





leDépartement66.fr





Édito

a parution du rapport d'activité des services est un moment particulier dans la vie d'une collectivité. Pour le Département des Pyrénées-Orientales, il est toujours l'occasion de mettre en lumière le formidable travail réalisé par nos 2 500 agents.

Ce document paraît cependant dans des circonstances exceptionnelles. En 2020, à l'heure où nous achevons ce rapport, nous sortons à peine de la crise sanitaire liée à la Covid-19, dont je me dois de dire quelques mots. Cette épidémie, au-delà de toutes ses conséquences sanitaires, sociales et économiques, a prouvé une fois de plus à quel point le service public départemental est vital pour nos concitoyens et pour notre société ; et combien nous devons à ceux qui le représentent. Dans ce contexte hors-norme, nos agents ont su se mobiliser, faisant preuve d'un dévouement sans faille et d'un grand sens des responsabilités. Au nom de tous les élus de l'Assemblée départementale, je tiens à les remercier.

Bien entendu, au quotidien, leur engagement est visible partout sur le territoire, au plus près des habitantes et des habitants. Ce sont eux qui mettent en œuvre et concrétisent notre politique départementale en faveur des familles, des personnes âgées ou handicapées, des jeunes, des publics vulnérables. Ce sont eux qui s'investissent dans les collèges, sur les routes, sur nos sites historiques et naturels. Ce sont eux qui accompagnent les communes et les intercommunalités, les associations et les acteurs de la vie locale. Au-delà du bilan de notre action, je salue ici leur attachement à faire vivre et avancer le service public départemental, ce service de proximité si important pour le lien social entre tous.

En 2019, nous avons connu un moment très fort : le lancement de la grande concertation Imagine les P.-O., accompagnée par un dialogue avec les agents du Département. À travers onze rencontres citoyennes, nous avons voulu donner la parole à tous les habitants et les inviter à construire avec nous l'avenir du territoire. Ces échanges ont permis à l'Assemblée départementale, le 22 juillet, de voter 30 engagements issus de leurs attentes et de leurs idées pour les Pyrénées-Orientales. Ces engagements guident désormais nos priorités dans le cadre de notre Plan d'investissement de 500 M€, dont les premières actions sont déjà engagées.

L'année qui vient de s'écouler a vu bien d'autres projets se réaliser, comme le début du déploiement de notre réseau très haut débit Numérique 66 et le lancement d'une nouvelle stratégie départementale du tourisme et des loisirs. Nous avons aussi mis en place notre Plan Enfance, plus particulièrement destiné aux mineurs en danger, l'Assemblée départementale des jeunes, et nous avons ébauché le Plan montagne pour soutenir nos stations.

Ces actions, comme l'ensemble de celles détaillées dans ce rapport d'activité, traduisent la volonté des élus du Département et la mise en œuvre par les agents, une volonté ferme et collective : celle de servir au mieux les Pyrénées-Orientales et tous ceux qui y vivent.

Hermeline Malherbe

Présidente du Département des Pyrénées-Orientales





Sommaire

Edito de la Présidente	3
L'Assemblée Départementale	6
Le Département des Pyrénées-Orientales en chiffres	7
Le mot du Directeur Général des Services	9
Organigramme des Services	10
Direction Générale des Services Direction Suivi des Projets Stratégiques Direction Attractivité et Rayonnement du Territoire Agent Chargé des Fonctions d'Inspection Direction Prévention Santé et Bien-Être au Travail Mission Communication Interne Secrétariat général Direction des Finances Service des Marchés Publics Direction Générale Adjointe Ressources Humaines et Moyens généraux Direction Logistique et Bâtiments	
Direction déléguée aux Assurances Direction des Systèmes d'Information Direction de l'Évaluation, du Conseil en Organisation et du Contrôle de Gestion Service Animation et Festivités	
Direction Insertion et accès aux droits (DIAD) Direction Enfance-Famille (DEF) Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence (IDEA) Direction des Personnes Âgées - Personnes Handicapées Le Territoire de l'Agly Le Territoire de Perpignan Le Territoire du Tech Le Territoire de la Têt Service Administration et Finances (SAFI) Mission Innovations Sociales Service Ressources Humaines et Logistique	61 62 65 67 69 71 73 74
Direction de l'eau et de l'environnement	
Direction Générale Adjointe Citoyenneté Direction Culture Patrimoine Catalanité Direction Education, Jeunesse et Sports Direction Archives, Archéologie, Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine Mission Égalité Direction de la Vie Associative et des Relations avec les Organismes Associés	
Rapport Financier 2019	121
Lexique des abréviations et sigles	123
Organigrammes	129

L'Assemblée Départementale



Hermeline MALHERBE Présidente du Département des Pyrénées-Orientales

LES VICES-PRÉSIDENTS



Michel MOLY 1er Vice-Président LA CÔTE VERMEILLE MER-LITTORAL-PORTS



Toussainte CALABRESE Vice-Présidente PERPIGNAN V HABITAT - LOGEMENT



Nicolas GARCIA Vice-Président LA PLAINE ILLIBERIS EAU



Damienne BEFFARA Vice-Présidente LA VALLÉE DE LA TÊT SANTÉ - SÉCURITÉS



René OLIVE Vice-Président LES ASPRES RÉSEAU ROUTIER MOBILITÉS



Françoise FITER Vice-Présidente PERPIGNAN III PERSONNES HANDICAPÉES



Robert GARRABE Vice-Président VALLESPIR ALBÈRES **FINANCES**



Vice-Présidente VALLESPIR ALBÈRES **ENVIRONNEMENT** - ÉNERGIES RENOUVELABLES

Martine ROLLAND



Alexandre REYNAL Vice-Président LE CANIGOU **MONTAGNE** THERMALISME



Ségolène NEUVILLE Vice-Présidente LE CANIGOU PERSONNES ÂGÉES

LES MEMBRES PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE



Joëlle ANGLADE PERPIGNAN II



BARRERE LA CÔTE SABLEUSE



Lola BEUZE LA VALLÉE DE L'AGLY



Annabelle BRUNET PERPIGNAN I



Jean CASTEX LES PYRÉNÉES-**CATALANES**



Jean-Louis CHAMBON PERPIGNAN V



Charles CHIVILO LA VALLÉE DE L'AGLY

CULTURE PATRIMOINE



Isabelle **DE NOELL-**MARCHESAN PERPIGNAN IV



Thierry DEL POSO LA CÔTE SABLEUSE





Romain GRAU PERPIGNAN IV



Hélène JOSENDE



Rémi LACAPERE PERPIGNAN III INSERTION PROFESSIONNELLE





Madeleine **GARCIA-VIDAL** LA CÔTE SALANQUAISE ENFANCE FAMILLE





LES PYRÉNÉES CATALANES





LA CÔTE SALANQUAISE ARTISANAT -COMMERCE DE PROXIMITÉ

René MARTINEZ



Robert OLIVE LA VALLÉE DE LA TÊT **SPORT**



PARRA-JOLY LA CÔTE VERMEILLE TOURISME - LOISIRS



Nathalie PIQUE LE RIBERAL



Edith PUGNET LES ASPRES *JEUNESSE*



Richard PULY-BELLI PERPIGNAN I



Jean ROQUE PERPIGNAN VI **DÉVELOPPEMENT** LOCAL





Jean SOL PERPIGNAN II



Robert VILA LE RIBERAL

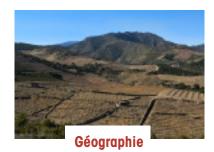
Le Département en chiffres



17 cantons 226 communes 4 circonscriptions 12 EPCI



482 000 hab.



4 1 41 km 2 1 60 km de long (Est-Ouest) 65 km de large (Sud-Nord) 69 km de côte



Le Carlit: 2 921 m Le Canigou: 2 785 m

Economie - Entreprise :

5 000 créations d entreprises / an

37 700 entreprises



1 Grand Site de France (Canigõ) et 3 Grands Sites Occitanie (Canigõ, Perpignan, Côte Vermeille) 29 sites Natura 2000 + 3 en mer 11 réserves naturelles + 1 réserve biologique 63 lacs

1 300 km de fleuves 10 000 km de sentiers de randonnées 3 000 km de canaux



315 monuments historiques 1 917 classés MH au titre objet 10 musées de France 1 centre de conservation et de restauration du patrimoine 2 sites UNESCO

4 villages classés plus beaux villages de France



Environnement -Energies renouvelables

105 chaufferies 7 parcs éoliens Solaire: 300 jours de solaire / an

Plateforme Thémis Solaire Innovation



3,8 millions de touristes / an 4,2 millions d'excursionniste / an 32 millions de nuitées 7 stations de montagne 5 stations thermales 10 stations balnéaires 9 ports de plaisance





4ème département français pour l'agriculture bio 26,2 % de la surface agricole en AB 773 producteurs en agriculture bio

00 00 00







Le mot du Directeur Général des Services

Au cours de l'année 2019, l'administration départementale s'est engagée fortement sur 3 axes majeurs : Ala concertation, la cohésion et la modernisation.

La concertation, tout d'abord. Les services se sont largement mobilisés pour donner le plus d'ampleur possible à la démarche de participation des citoyens intitulée « Imagine les PO ». Conscients de la nécessité de changer d'approche pour faire vivre la démocratie locale, ils ont pleinement joué leur rôle en mettant à disposition toutes leurs expertises, depuis la réflexion méthodologique en amont jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle en aval, en passant par l'analyse et la synthèse des prises de parole. Il en est résulté un plan pluriannuel d'investissement ambitieux, structuré en 30 engagements, qui a été validé par l'Assemblée départementale et qui constitue désormais la base de la feuille de route stratégique fixée par l'Exécutif à l'administration.

La cohésion, ensuite. La volonté sans faille de répondre aux difficultés sociales a conduit le Département a s'engager sur un plan en faveur des solidarités d'une ampleur inédite. Cela s'est concrétisé par la mise en œuvre d'actions nouvelles, telles que la mise en place du conseil départemental de l'inclusion sociale et par la création de postes supplémentaires destinés à répondre aux besoins de terrain en matière d'aide sociale à l'enfance et d'accompagnement des personnes âgées.

La modernisation, enfin. L'ensemble des directions ont continué leurs efforts en vue d'une affectation toujours plus intelligente des ressources, en fonction des objectifs des dispositifs d'intervention à court terme, des projets structurants à moyen terme et des valeurs portées par la collectivité à long terme. De nombreux chantiers ont été engagés, en vue de renforcer encore la nécessaire convergence entre le cadre général de la gestion administrative et l'exigence de politiques politiques plus que jamais adaptées aux enjeux spécifiques des Pyrénées-Orientales.

Je vous souhaite une bonne lecture.

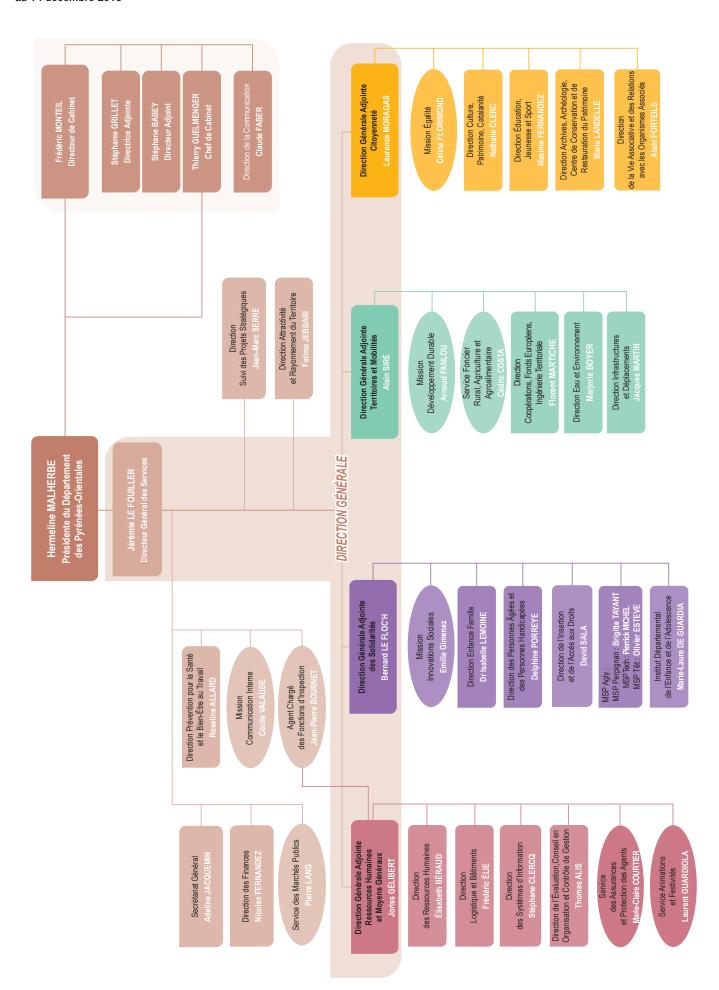
Jérémie LE FOUILLER

Directeur Général des Services



L'organigramme des services

au 14 décembre 2019



La Direction Générale des Services

La Direction Générale des Services est de type collégial, animée par un Directeur Général des Services et structurée en quatre Directions Générales Adjointes.

La Direction Générale des Services a pour mission essentielle de veiller à la cohérence de l'organisation des services départementaux et à la bonne exécution des décisions prises par l'Assemblée Départementale.

Elle est une force de proposition et d'analyse permettant, tant à l'exécutif départemental qu'à l'Assemblée Délibérante, d'impulser les politiques publiques départementales. Elle assure aux décisions du Département une sécurité juridique et financière maximale.

Elle manage les différentes Directions et coordonne leurs actions en harmonie avec la politique départementale, fait préparer les dossiers et délibérations de l'Assemblée Départementale et de la Commission Permanente dont elle assure l'exécution par délégation de la Présidente du

L'Institution départementale a revu l'organisation de ses services en décembre 2018.

Ainsi, sont rattachés directement au Directeur Général des Services: le Secrétariat Général, la direction des Finances, la direction Attractivité et Rayonnement du territoire, la direction Suivi des Projets Stratégiques, la direction Prévention pour la Santé et le Bien-être au Travail, le service des Marchés publics, l'Agent Chargé des Fonctions d'Inspection et la mission Communication interne.



0 00 00 00



Direction Suivi des Projets Stratégiques

En lien avec la Direction Générale des Services, la direction contribue à la définition, la conception et la formalisation des projets à caractère stratégique que le Département est conduit à réaliser directement ou par l'intermédiaire des organismes publics ou privés dont il est actionnaire, membre statutaire ou financeur. La direction des projets stratégiques coordonne l'action des services de la collectivité et celle des organismes associés, dans la mise en œuvre de projets d'investissement ayant une incidence significative sur un plan financier ou en termes d'organisation des services publics sur tout ou partie du territoire départemental.

Tout au long de l'année 2019 la direction est intervenue sur la démarche de concertation citoyenne « Imagine les PO » dont la restitution s'est traduite par le vote de 30 engagements financés dans le plan pluriannuel d'investissement. La direction est pilote de l'opération Plan d'Investissement pour les stations de Montagne figurant à l'engagement n°8 « Donner la priorité à un tourisme authentique et responsable »

Sur le projet des stations de montagne, une étape importante a été franchie en 2019. Fruit d'une large concertation avec les habitants, les élus du territoire, les acteurs socio-professionnels et institutionnels, le Département s'est engagé aux cotés des stations de montagne en vue de déployer un plan d'investissement pour répondre à leurs enjeux climatiques et économiques. Une importante étude stratégique et de modélisation économique relative au développement et à la structuration d'une gouvernance des stations de montagne des Pyrénées-Orientales vient de débuter et doit accompagner le projet sur toute l'année 2020 et une partie de l'année 2021 dans le cadre d'une articulation avec la stratégie régionale contenue dans le plan Montagnes d'Occitanie en lien avec la Compagnie des Pyrénées.

Sur le projet du Très Haut Débit, cotés de la Direction des Systèmes d'Information, la direction du Suivi des Projets Stratégiques a assuré un co-pilotage de ce projet majeur pour le Département. L'année 2019 est marquée par la mise en service des 11 premiers Noeuds de Raccordement Optique, la remise en affermage des 1000 premières prises FttH et la conclusion d'un premier avenant au contrat de DSP, qui permet au Département et au délégataire THD66 de conjuguer leurs actions pour faciliter la livraison du réseau de fibre optique. Le déploiement d'un réseau de fibre optique permettra d'intensifier les usages du numérique. Une réflexion a débuté en 2019 avec l'appui du cabinet Emsys Ingénierie en vue du lancement d'un appel à projets en 2020. La direction est également présente en contribuant à la réflexion menée au niveau régional dans le cadre de la Stratégie de Cohérence pour l'Aménagement du Numérique.

Sur la SEM Roussillon Aménagement la direction du suivi des projets stratégiques est intervenue dans les différentes étapes de l'augmentation de capital, dans la formalisation du plan stratégique de développement approuvé par les actionnaires et dans l'élaboration d'un pacte d'actionnaires visant à préciser les modalités de gouvernance de la société qui a été conclu entre le Département, la Caisse des Dépôts et la Caisse d'Epargne.

La direction du suivi des projets stratégiques a accompagné le projet de rapprochement entre l'Office Public de l'Habitat des Pyrénées-Orientales et la SA HLM Roussillon Habitat. La direction est intervenue dans les différentes étapes du processus qui doit conduire d'ici la fin de l'année 2020 à création d'un groupe de plus de 12 000 logements répondant à toutes les exigences de la loi ELAN.

Direction

Attractivité et Rayonnement du territoire

MISSIONS

La Direction Attractivité et Rayonnement du territoire est chargée de renforcer l'attractivité du département des Pyrénées Orientales et de fédérer les acteurs locaux du développement.

Elle a pour missions de :

- ▶ construire un développement économique diversifié saisissant les opportunités ouvertes par les grands projets menés par le département et le plan pluriannuel d'investissement permettant d'accompagner les projets des acteurs locaux autour de valeurs communes et partagées
- ▶ Doter les territoires de services au public innovants pour répondre toujours mieux aux besoins et attentes des habitants, usagers, favoriser leur développement et lutter contre les fractures territoriales
- ▶ Restaurer le dialogue territorial en donnant une place centrale à la concertation citoyenne et à la contractualisation avec les acteurs locaux institutionnels
- ► Construire un développement touristique renouvelé dans le cadre d'un marketing spécifique au Pyrénées-Orientales
- ▶ Renforcer l'attractivité départementale des Pyrénées-Orientales, en participant à la construction d'une image modernisée

Elle s'organise autour de 1 pôle et 2 missions :

Le pôle politiques contractuelles - aides aux communes

Il a pour mission de piloter l'ensemble des démarches de contractualisation en cours ou à mener sur le Département ainsi que d'accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets afin de développer des synergies, des mutualisations, des solidarités, dans des projets innovants et ambitieux.

La mission concertation citoyenne et services au public innovants

Elle a pour mission de fédérer et d'accompagner les acteurs locaux pour la mise en place de services au public innovants (démarche internet et externe) et de piloter l'ensemble des démarches citoyennes nécessaire à la co-construction des politiques publiques départementales.

La mission tourisme durable, solidaire - innovation

Elle a pour mission de fédérer et d'accompagner les acteurs locaux en faveur d'un développement diversifié, durable, solidaire et innovant du tourisme (démarche interne et externe).

RÉALISATIONS

L'accompagnement du bloc communal

Pour l'année 2019, Afin de contribuer au développement et à l'attractivité des territoires, le Département appuie financièrement les communes et intercommunalités pour mener à bien leurs investissements, plus particulièrement ceux dédiés à l'amélioration du service public et à l'amélioration du bien être des habitants, le pôle aides aux communes -politiques contractuelles a accompagné 322 projets, soit 13 045 053 € de subvention pour un montant total d'opération de 68 534 767 € au travers des programmes : ADES, AIT, VCR, AAP PNR PC, Bourg-Centre et Fonds Aide exceptionnelle.

Par ailleurs, le Département des Pyrénées-Orientales et la Région Occitanie développent l'ambition de renforcer la cohérence de leurs politiques publiques d'aide aux communes et intercommunalités notamment à travers la contractualisation avec ces territoires.

Par souci non seulement d'efficacité mais aussi de simplification des procédures pour les porteurs de projets, le Département des Pyrénées-Orientales et la Région Occitanie ont ainsi convenu de mobiliser l'ensemble de leurs moyens, de façon concertée et coordonnée grâce à l'élaboration de contrat territoriaux et des contrats bourgs centres.

En 2019, le service a suivi et accompagné la mise en œuvre de 3 contrats territoriaux :

- ▶ Contrat cadre Région Département Parc Naturel Régional des Pyrénées-Catalanes, Communauté de communes Roussillon Conflent
- ► Contrat cadre Région Département Territoire Corbières-Salanque-Fenouillèdes
- ► Contrat cadre Région Département Perpignan Méditerranée Métropole Pays de la Vallée de l'Agly Communauté de Communes Sud Roussillon

Sur les 72 communes bourgs centres du Département, le pôle a accompagné 27 Contrats cadre Bourg-Centre lesquels permettront de maintenir et de renforcer l'attractivité et le rayonnement de nos territoires.

Le dialogue citoyen et les services au public innovants

Le Département a souhaité rapprocher davantage les citoyens de la décision et les associer à l'élaboration des politiques publiques. En ce sens, il a adopté le 26 novembre 2018, en session extraordinaire à Castelnou, une délibération-cadre afin d'améliorer l'écoute et la prise en compte des avis des citoyens.

Dans le cadre de cette forte volonté, le Département s'est fortement engagé dans une démarche de concertation citoyenne intitulée « Imagine les Pyrénées -Orientales » qui va permettre de construire au fil des mois, avec toutes les bonnes volontés, l'avenir des Pyrénées-Orientales. La mission concertation citoyenne et service au public innovant a piloté la démarche

L'ensemble des participations des habitants issues des premiers ateliers menés ainsi que des outils participatifs mis en œuvre (plateforme participative, boite mail) a manifestement démontré l'intérêt des citoyens, et a permis d'adopter, lors de l'Assemblée Départementale du 22 juillet dernier, les 30 premiers engagements issus de la démarche ainsi qu'un ambitieux plan d'investissement de 500 millions sur 4 ans pour l'avenir des Pyrénées-Orientales.

Par ailleurs, l'attractivité et le rayonnement des territoires, entendus comme les méthodes et capacités à capter des personnes, des talents pour nos territoires, sont aujourd'hui au coeur des préoccupations et des priorités du Département des Pyrénées-Orientales.

L'enjeu de l'attractivité repose sur la qualité de l'offre et le bouquet de services proposés aux habitants mais aussi sur les facteurs de cohésion sociale et l'accompagnement des restructurations démographiques à mettre en place pour préparer l'avenir.

En matière d'accueil, les enjeux de pérennisation des services au public sont prépondérants pour favoriser l'implantation de nouvelles populations sur le territoire départemental et proposer ainsi une offre de vie de qualité et attractive, ainsi qu' un bouquet de services répondant à l'ensemble des besoins de la population.

C'est la raison pour laquelle, en s'appuyant notamment sur le Schéma Départemental d'Amélioration des Services au Public et le schéma unique des solidarités, le Département afin de placer le citoyen, l'usager au centre des politiques publiques et de favoriser autant que possible la consultation citoyenne a mis en œuvre plusieurs appels à projets tels que les « services au public innovants », « santé et territoires » qui ont permis d'accompagner la création de nouveaux services sur les territoires pour un égal accès et au plus grand nombre au service public, par exemple des ateliers numériques intergénérationnels, une MSAP itinérante, un centre de santé municipale etc.

Le tourisme et les loisirs

► Acquisition du château de Castelnou : une opportunité pour repenser la valorisation culturelle et touristique des sites départementaux

Le Département s'est porté acquéreur du Château de Castelnou avec pour objectif de rendre ce patrimoine public et d'en faire un projet emblématique de territoire, modèle de qualité et d'attractivité.

Un travail de concertation citoyenne s'est déroulé de Novembre 2018 à Mai 2019. Au même titre que la concertation institutionnelle « Imagine les PO », les habitants du département ont été sollicités via le magazine « Mon Département – l'Accent Catalan», distribué dans les boîtes aux lettres, à s'exprimer quant à l'avenir du Château de Castelnou.

Le service tourisme a piloté le projet de pré-ouverture du site pour l'été 2020.

00 00 00 00 00 00 00



Dans la perspective de sa réouverture au public à l'été 2021, le Département a souhaité la construction d'un projet d'envergure autour de ce site emblématique, suivant des objectifs ambitieux :

- * valorisation d'un site patrimonial médiéval et de ses abords (espaces verts),
- * mise en valeur des abords du site (espaces verts),
- * sécurisation du site et de ses abords,
- * mise en gestion externe.

Le service tourisme a travaillé à l'élaboration d'un marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le but de définir la programmation définitive du site.

▶ Élaboration de la stratégie de développement du tourisme et des loisirs 2019-2023

Véritable feuille de route de la politique départementale, cette stratégie, adoptée le 22 juillet 2019, fixe un cap et des objectifs pour les 4 années à venir. Il définit des ambitions stratégiques fortes, inscrites dans une volonté politique qui se veut durable, solidaire, partagée et innovante.

Cette stratégie doit ainsi permettre au Département et à l'ensemble des acteurs publics et privés de répondre à des enjeux forts autour de 4 ambitions et 15 actions :

► Ambition 1 : Rayonnement

Renouveler l'image du Département pour développer sa notoriété

► Ambition 2 : Espace /Temps

Développer et structurer une offre thématisée de qualité favorisant la mobilité, le maillage et la mise en réseau

► Ambition 3 : Évasion

Encourager les offres innovantes et les modèles alternatifs de tourisme durable

► Ambition 4 : Gouvernance

Miser sur la réussite collective en mutualisant les compétences et en valorisant la place de l'habitant

PERSPECTIVES

L'accompagnement du bloc communal

Le Département maintiendra et développera son accompagnement financier auprès des communes et de leurs groupements. L'investissement public, au-delà de la réalisation d'équipements et d'aménagements au bénéfice du territoire, contribue fortement à la création d'emplois et de richesses locales.

Le dialogue citoyen et les services au public innovants

- ▶ Élaboration d'une instance de participation citoyenne intitulée « Atelier citoyen ». Le premier atelier a eu lieu le 04 février 2020, sur le thème des mobilités de demain dans les Pyrénées-Orientales, afin de mettre en œuvre les engagements 21 et 22 du PPI.
- ► Élaboration et animation du concours de projets destiné aux jeunes citoyens (16-25 ans) du département constitués ou non en association, intitulé « Construis ton avenir dans les Pyrénées-Orientales », afin de répondre aux engagements 10, 12, 13 du PPI.
- ▶ Votation citoyenne sur des projets départementaux (ex : aires multimodales et de covoiturage)
- ▶ Animation des groupes de travail Etat-Département sur les thèmes du Numérique / Tiers lieux (concerne notamment les Maisons France Services), de la Santé et de l'Emploi et l'accompagnement social.
- ▶ Création d'un réseau départemental « Services au Public Innovants » (SAPI) sera également constitué par la Mission Concertation Citoyenne et Services au Public Innovants du Département, dans un premier temps par les lauréats de l'Appel à Projets, afin d'échanger sur les pratiques existantes en matière de Services au Public Innovants mais également de capitaliser sur les bonnes pratiques d'ores et déjà mises en place.
- ▶ Poursuite du travail engagé sur l'élaboration du Rapport 2019 des Services au Public Innovants avec l'appui des services sectoriels de la Collectivité.

Tourisme et loisirs

- ► Poursuite de la mise en œuvre de la SDTL (et évaluation)
- ▶ Lancement, gestion et suivi de l'AMO valorisation touristique et culturelle des sites patrimoniaux dont Castelnou
- ▶ Ouverture au public du Château de Castelnou
- ▶ Développement du réseau et de l'outil Pass découvertes en Pays Catalan
- Labellisation Qualité Tourisme des sites départementaux
- Lancement d'un AAP cyclotourisme
- Lancement d'un AAP Tourisme durable
- ► Organisation de la Fête Départementale du Vélo

Z00M

- ▶ Lancement et réalisation d'une grande démarche de concertation citoyenne intitulée « Imagine les Pyrénées-Orientales ». Organisation, gestion et analyse des 11 rencontres citoyennes à travers le département ainsi que de la soirée de restitution.
 - ▶ 9000 personnes contactées, 2500 personnes ont assisté aux 11 rencontres citoyennes, 1000 personnes à la soirée de restitution, 1200 personnes ont contribué par courrier, mail et plateforme. 558 propositions ont été faites lors des 11 rencontres citoyennes.
 - ▶ 30 engagements ont été adoptés le 22 juillet 2019 par l'assemblée Départementale, issus des propositions émises par les citoyens, lors de la grande démarche de concertation « Imagine les P0 ».
- ▶ Evolution du Pass Patrimoine 66 : Refonte du Pass pour intégrer les attentes et besoins des visiteurs et des professionnels avec un objectif de montée en qualité. Ce dernier deviendra à terme un « Pass découvertes » regroupant des activités de loisirs. Une application sera étudiée en partenariat avec la Région et les professionnels.
- ▶« Mobil'Sport » projet porté par le Comité Départemental du Sport en Milieu Rural :

Le Comité Départemental du Sport en Milieu Rural, conscient de la fracture territoriale en matière sportive mais également des problèmes de mobilité en zone rurale, propose la mise en place d'un véhicule itinérant rempli de matériels sportifs (40 sports représentés) qui circulerait sur l'ensemble du territoire départemental.

Ce projet promeut la démocratisation du sport et constitue un tremplin pour la création de nouvelles activités.

▶ Création d'un pôle de valorisation des patrimoines culturels et oenotouristiques (école de sommellerie)

Ce projet répond à l'Engagement n°17 d'Imagine le PO.

La CC Albères Côte Vermeille Illibéris et la CC des Aspres ont décidé d'initier conjointement ce projet en distinguant plusieurs phases et en mobilisant progressivement d'autres acteurs publics et privés.

À travers ce projet partenarial, il s'agit de valoriser les productions vitivinicoles et oenotouristiques locales et de les transformer en vitrine du territoire. La forme d'une unité de formation à la sommellerie est envisagée : elle s'adressera aux professionnels de la restauration, des cafés et métiers de bouche mais aussi de la viticulture et de l'agriculture déjà en place (formation continue), aux personnes désirant accéder à ces métiers (formation initiale) et aux amateurs désireux de se perfectionner ou de s'initier (prestations oenotouristiques).

A court terme, le projet proposé vise à accompagner les professionnels vignerons et producteurs fermiers de ce territoire dans le développement économique souhaité (vente directe, gain de productivité, hausse de la notoriété, création de produits oenotouristiques visibles et commercialisables).

Chiffres clefs/Indicateurs :

- ➤ Au titre des programmes AIT et ADES, ce sont plus de 200 projets communaux et intercommunaux qui ont été soutenus par le Département, soit 8 608 912€.
- ➤ 8 millions de visiteurs générant 1,4 milliard d'euros de recettes et 11 000 emplois chaque année sur le territoire, le tourisme représente pour les Pyrénées-Orientales un enjeu économique et social majeur qu'il convient d'organiser et de structurer.

Agent Chargé de la Fonction d'Inspection

Direction : Direction Générale des Services, Direction Générale Adjointe RH MG

MISSIONS

Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dan la Fonction Publique Territoriale, prévoit que les règles en matière de santé et sécurité au travail des livres I à V de la quatrième partie du code du travail s'appliquent aux collectivités territoriales et établissements employant des agents régis par la loi n°84-53 d_ 26 janvier 1984

Dans le cadre des dispositions prévues à l'article 5-2 du décret précité, les missions consistent à : Contrôler les conditions d'application des règles des livres I à V de la quatrième partie du Code du travail qui s'appliquent dans les collectivités territoriales sous réserve des règles spécifiques prévues par le décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié et proposer à l'autorité territoriale les mesures nécessaires pour remédier à des situations de risques constatés ou pour améliorer la prévention des risques professionnels, l'hygiène la santé et la sécurité au travail.

Effectuer les inspections classiques liées à toutes les activités exercées par les agents de la collectivité, tels que les chantiers, les espaces verts, la voirie, la maintenance, l'entretien des bâtiments ...

Proposer, en cas d'urgence, à l'autorité territoriale des propositions tentant à supprimer les risques.

RÉALISATIONS

Visites d'inspections sur les directions et/ou services suivants: DLB pôle flotte auto, DID, MSP Agly, AR Ille sur Têt , AR Thuir, DCPC.

Analyses: accidents de travail, agression/incidents, demande droit de retrait.

Participation à de nombreux groupe de travail, Plan de Prévention des Risques Routiers, Document Unique, Règlement interne sur l'utilisation des Équipements de protections Individuelles.

PERSPECTIVES

Pour 2019 des visites d'inspection sur les sites suivants ont été programmées : DLB SLE, MSP Argeles, DID AR Ceret, DEE, DEJS, Direction Archives Archéologie

loom - Actions phares -Grands chiffres :

- ► 41 visites de sites de chantier ou sur les collèges
- ►15 interventions ayant un lien avec le CHSCT

Direction Prévention pour la Santé et le Bien-Être au Travail

La Direction Prévention pour la Santé et le Bien-Être au Travail est une équipe pluridisciplinaire composée d'un service administratif, d'un service hygiène et sécurité, d'un médecin de prévention, d'une psychologue du travail, d'une infirmière et d'une assistante sociale.

MISSIONS

Les missions de la Direction Prévention restent inchangées par rapport aux années précédentes. Son rôle principal est de conseiller l'autorité, les agents et leurs représentants et ce, afin de préserver la bonne santé des agents du Département des Pyrénées-Orientales.

A ce titre, elle effectue:

- ▶ des actions individuelles : visites médicales d'aptitude ou de suivi, des études et aménagements de poste personnalisés, des entretiens infirmiers, des entretiens individuels et des bilans de positionnement.
- ▶ des actions collectives : visites de chantiers ou de sites, des médiations, des formations ou sensibilisations en prévention.

Chaque service de la Direction travaille en transversalité afin que tous les acteurs de l'institution puissent contribuer au maintien en bonne santé des agents au travail et à la politique de prévention de la collectivité.

RÉALISATIONS

La Direction Prévention agit à travers diverses actions afin de pouvoir maîtriser au mieux les risques professionnels. La formation et la sensibilisation aux risques professionnels sont donc déterminantes tant pour informer les agents que leur donner des outils afin d'appréhender au mieux les risques professionnels.

Ainsi, la campagne de prévention « risque chimique » se poursuit tant sur le recensement que sur l'information auprès des agents et de leurs encadrants ce qui permet à chacun de mieux connaître les moyens de prévention et de ce fait, les obligations de chacun.

Autour du risque physique (manutention manuelle...), l'Intervenant en Prévention des Risques Professionnels propose des formations PRAP mais également une campagne de sensibilisation gestes et postures. En lien avec la Direction Infrastructures et Déplacements, il prévoit de sensibiliser toutes les Agences Routières et a commencé en 2019.

Dans le cadre des RPS, la psychologue du travail a continué la mise en place de sensibilisations pour les encadrants. Cela permet d'expliquer les facteurs des RPS ainsi que leurs conséquences autant par rapport à eux-mêmes qu'à leur fonction d'encadrant. Elles apportent également des outils utiles pour la prévention.

La Direction Prévention, en lien avec l'Équipe d'Accompagnement aux Économies d'Énergie et l'Espace Info Énergie du Département, a organisé des ateliers à destination de tous les agents afin de mieux maîtriser ses consommations et réduire ses factures énergétiques ainsi que trouver des pistes pour améliorer le confort et la qualité de vie dans son logement.

Le service médical de la Direction a organisé une journée sur les risques de maladies cardiovasculaires à destination de tous les agents, réunissant ainsi plusieurs associations et professionnels de la santé, qui ont proposé des ateliers et des conférences sur ce thème. Le médecin de prévention a d'ailleurs animé un atelier sur la cohérence cardiaque. Des vidéos d'entraînement sont maintenant disponibles sur Intranet. Cette journée fut suivie de deux journées de découverte par rapport à l'activité physique, en proposant des ateliers de Pilate et de marche nordique.

La Direction Prévention participe également au groupe de travail du « Plan de Prévention des Risques Routiers », qui s'est traduit par l'organisation d'une journée et la tenue d'un stand, qui proposait des tests sur la vue et des informations par rapport au sommeil.







Enfin, lors du CHSCT de février dernier, la Direction Prévention a présenté un bilan hygiène, sécurité et conditions de travail afin de réunir des données transversales (bilan social, bilan annuel de la Direction Prévention et DU). Elle a également présenté le bilan 2019 des actions de prévention de la collectivité et le programme annuel 2020.

PERSPECTIVES

En 2020, la Direction Prévention souhaite poursuivre les actions entreprises en 2019 et continuer à insuffler une culture de prévention dans la collectivité.

Les visites individuelles de suivi médical vont notamment se poursuivre pour 2020.

Des visites de site régulières vont continuer à être mises en place par le Conseiller de Prévention afin d'identifier les besoins des agents en matière d'hygiène et de sécurité et de pouvoir accentuer les efforts de prévention entrepris dans la collectivité.

La Direction Prévention va proposer des ateliers de DO-IN à destination de tous les agents en lien avec une professionnelle extérieure. C'est une pratique d'auto-massages et d'auto-étirements permettant d'apprendre à se relaxer et à se ressourcer.

La transversalité avec les ressources humaines se poursuit par le biais de chaque service de la Direction (médical, social, psychologique et technique).

CHIFFRES CLEFS/ INDICATEURS:

Zoom

- Suivi médical : visites d'aptitude et de suivis périodiques obligatoires, entretiens infirmiers, soutiens psychologiques,
- poursuite de la campagne de vaccination anti-grippale
- démarche PRAP : contribuer à la prévention de la pénibilité au travail,
- risques chimiques : mieux informer afin de se protéger de la commande à l'utilisation du produit,
- Forte implication de l'assistante sociale dans la mise à disposition auprès des agents à risque (arrêt maladie, lien avec les ressources humaines),
- Coordination du réseau des assistants de prévention et traitement des fiches du registre santé-sécurité.

Grands chiffres

- ► 1159 visites médicales par le pôle médical,
- >318 entretiens psychologique pour 175 agents,
- ►378 agents reçus par le pôle social
- ▶ 100 agents vaccinés contre la grippe saisonnière

Mission communication interne

Effectif: deux agentes à temps complet.

Le groupe de travail en communication interne, composé de 8 agent.es de directions différentes.

MISSIONS:

Les missions de la communication interne sont par nature transversales.

Cette mission a comme objectif de :

- ▶ Créer ou consolider les outils de communication interne de la collectivité, pour transmettre des informations claires et utiles aux agents,
- ► Favoriser le lien entre les agents, et le décloisonnement des services,
- Participer au sentiment d'appartenance à la collectivité

RÉALISATIONS

- ▶ Finalisation du plan de communication interne de la collectivité, et diffusion du document à l'ensemble des agents par le journal interne ;
- ▶ Définition d'une charte graphique propre à l'interne ;
- ▶ Diffusion de 4 numéros du journal interne Part'agents, avec une augmentation du nombre de page par rapport à 2018 (16 pages contre 12 pages auparavant). Diffusion de suppléments à chaque numéros (poster, cartes…) et d'un calendrier annuel de la collectivité ;
- ▶ Réalisation de supports de communication pour la Direction Générale et les directions de la collectivité (DPSBET, DRH, DLB, DCPC, DGA Solidarité…), mise en page du Rapport d'Activité des Services et réalisation du Digest correspondant;
- ► Lancement d'une newsletter hebdomadaire Part'agents, compilant toutes les informations utiles de la semaine ;
- ► Mises à jour du site Intranet, formation des contributeurs et lancement projet de refonte d'Intranet ;
- ▶ Participation à l'organisation de manifestations internes (rencontre de la Présidente avec les agents, « Imagine les P.O », vœux au personnel, cérémonie de remise des médailles du travail, journée d'accueil des nouveaux agents, journée sur les risques cardio-vasculaires, journée des risques routiers…) ;
- ▶ Diffusion de questionnaires aux agents.

PERSPECTIVES

- ► Augmentation du nombre de vidéos réalisées en interne, et notamment la réalisation d'une vidéo pour les vœux au personnel ;
- ► Finalisation du marché d'Intranet pour création du nouvel outil en fin d'année 2020 ;
- Lancement de journées de « découvre mon métier », pour que des agents découvrent d'autres métiers de la collectivité ;
- ► Elaboration de procédures et d'outils de communication de crise ;
- ► Actualisation de la photothèque ;
- ► Création d'un kit d'arrivée du nouvel agent.

Chiffres clefs/Indicateurs

- > 2454 journaux distribués à chaque numéro, 116 lectures en version dématérialisées
- >48 interviews réalisées sur 'année

Zoom



Mise en place d'une newsletter

La communication interne a lancé en octobre 2019 une newsletter hebdomadaire Part'agents.

Objectif: limiter le nombre de mails en diffusion générale et ainsi participer à la diminution de « l'infobésité », tout en proposant une information actualisée et claire et des liens vers le site Intranet de la collectivité pour plus de renseignements. Un outil adopté très rapidement par beaucoup d'agents!



Secrétariat général

Le Secrétariat général a pour vocation d'assurer la sécurisation juridique de l'institution à travers l'accompagnement des directions et services, la représentation de l'institution devant les juridictions, l'organisation et le suivi des assemblées délibérantes, et la protection des données personnelles.

Il est aussi un maillon essentiel de l'administration à travers la gestion du service courrierdocumentation, porte d'entrée des échanges entre le Département et ses administrés.

Service des affaires juridiques

MISSIONS

Le service intervient nécessairement en transversalité, pour apporter conseil et expertise aux Directions, services et agents du Département. Il participe ainsi à la sécurisation juridique de l'institution. Il peut également assurer la défense et la représentation du Département devant les juridictions. Le service veille à la sécurité juridique de l'ensemble des procédures internes et coordonne les actions de la collectivité devant les différentes juridictions. Il gère également le marché de prestations juridiques lorsque le recours à un avocat est nécessaire.

RÉALISATIONS

Pour l'année 2019, le Service des Affaires Juridiques a enregistré 35 nouveaux dossiers contentieux, dont plus de la moitié ont été gérés en interne. Le service a également été saisi de 179 demandes d'accompagnement juridique, seules 12 de ces demandes ayant été externalisées.

Service des assemblées

La première mission du Service des Assemblées est de préparer les Séances Publiques et les Commissions Permanentes, d'assurer leur fonctionnement et leur suivi administratif.

En 2019, sous l'impulsion du Secrétariat Général et en partenariat avec les élus départementaux, le Service des Assemblées a mis l'accent sur la prévention des situations de conflit d'intérêts à l'occasion du vote des délibérations.

MISSIONS

- Contrôle et diffusion des rapports, notes et délibérations,
- ► Secrétariat des séances, rédaction des PV et relevés de décisions,
- ► Finalisation des délibérations, mise en œuvre des différentes formalités exécutoires et mise en ligne (internet, portail élus, intranet)
- ▶Le service des Assemblées assure également le suivi des désignations des représentants du Département au sein de 350 organismes extérieurs et commissions administratives, gère les Recueils des Actes Administratifs (RAA) ainsi que les arrêtés de délégations de signatures,
- ▶ Le Service participe par ailleurs aux journées «Séminaire d'accueil des nouveaux agents»

RÉALISATIONS

Quelques dossiers examinés en séance publique

- ▶ Février : L'Assemblée s'est prononcée sur le plan pluriannuel d'investissement collèges 2019-2024 et sur la création du Conseil Départemental de l'inclusion sociale
- ► Mars : L'Assemblée a approuvé la création d'un syndicat mixte des stations de montagne et la démarche de partenariat avec les intercommunalités(2019/2022)

Zoom Service des affaires juridiques

En 2019, au-delà des demandes « classiques » d'analyse juridique, le Service des Affaires Juridiques a été à l'initiative de la création et du pilotage d'un groupe de travail visant à sécuriser l'action de la collectivité et à rationaliser l'intervention des agents en matière d'octroi de subventions, travail qui aboutira courant 2020 à l'adoption d'un règlement départemental d'aides aux tiers. Le Service des Affaires Juridiques a également participé au travail de coordination sollicité dans le cadre du contrôle de la Chambre Régionale des Comptes.

Service des assemblées : chiffres 2019

- ▶ 4 agents
- > 8 Séances Publiques 8 Commissions Permanentes
- > 782 délibérations
- ≥2 347 arrêtés publiés
- >30 Recueils des Actes Administratifs (RAA) dont 16 pour les délibérations et 14 pour les arrêtés de la
- ▶1 Recueil des décisions de la Présidente en terme de marchés

- ▶Mai : L'Assemblée a approuvé la convention constitutive de l'Office Public de la Langue Catalane
- ▶ Juin : L'Assemblée a adopté le plan départemental en faveur de la protection de l'enfance et la convention avec l'État sur la stratégie de prévention et lutte contre la pauvreté
- ▶ Juillet : L'Assemblée a validé le Plan Pluriannuel d'Investissement 2019-2023, la stratégie de développement du tourisme et des loisirs et le Plan pluriannuel d'investissement sur les mobilités
- Octobre : L'Assemblée a délibéré sur le Plan départemental de l'Habitat
- ▶ Novembre : L'Assemblée a pris connaissance du rapport en matière de développement durable et a débattu des orientations budgétaires pour 2020
- ▶ Décembre : L'Assemblée a voté le Budget Primitif 2020. Le rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes lui a été présenté

Service Courrier - Documentation

Nombre d'agents: 10

POUR SA MISSION PRINCIPALE

- ▶Le Courrier c'est 3 000plis/ jour à la réception sur les boites postales BP 906 et BP 142
- ▶ Le Courrier c'est 1 000 plis « internes » par jour sur les différents sites
- ≥287 580 plis ont été affranchis
- ► La gestion de la boite mail CD66 : 20 à 45 mails/jour
- ▶ 3 tournées de distribution avec 60kms parcourus par semaine pour la plus restreinte (Hôtel du Département-Sauvy-Paierie) à 160 kms par semaine pour la tournée MSP Solidarité

POUR SA MISSION DOCUMENTAIRE

► Gestion des abonnements (Papier et numérique) 175 abonnements dont 45 en édition numérique

Pendant toute l'année 2019 le déploiement du logiciel Kolok s'est intensifié ainsi au 1er décembre dernier toutes les directions de notre structure avaient été formées pour un usage classique à savoir l'enregistrement des courriers sensibles.

Trois axes restant les priorités pour 2020 pour sa mission principale:

- ▶ Une meilleure qualité dans le traitement courrier favorisant la traçabilité des demandes en réduisant l'acheminement du courrier papier mais au aussi de plus dans sa version mail par la gestion de la boite CD66. (Usager/Collectivité)
- ▶ Une simplification des procédures dans la détermination de critères connus visant à constituer une nomenclature courrier claire dans une volonté d'efficience
- ▶ Une logique de développement durable en réduisant le volume de papier par le biais de la numérisation des courriers et une réduction des passages vaguemestres sur les sites (Empreinte Carbone)

Délégué à la protection des données

Le Département des Pyrénées-Orientales est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de protection des données personnelles, dont la ligne de conduite est dictée par un cadre juridique s'appuyant sur le nouveau règlement européen (RGPD) entré en application le 25 mai 2018.

La collectivité a désigné son Délégué à la Protection des Données (DPO) en 2018.

PÉRIMÈTRE D'INTERVENTION

Le DPO exerce ses missions pour tous les traitements mis en œuvre par :

- ► Le Conseil Départemental
- ► La MDPH (Maison Départementale des personnes handicapées)
- L'ADT (Agence de Développement Touristique)
- L'EPCC de Céret (Musée d'Art Moderne de Céret)

Le DPO est intervenu pour sensibiliser et veiller à la diffusion d'une culture en interne, à travers la conduite de formations et de réunions auprès des directions et services relevant notamment de la Solidarité, la diffusion de supports et fiches pratiques.

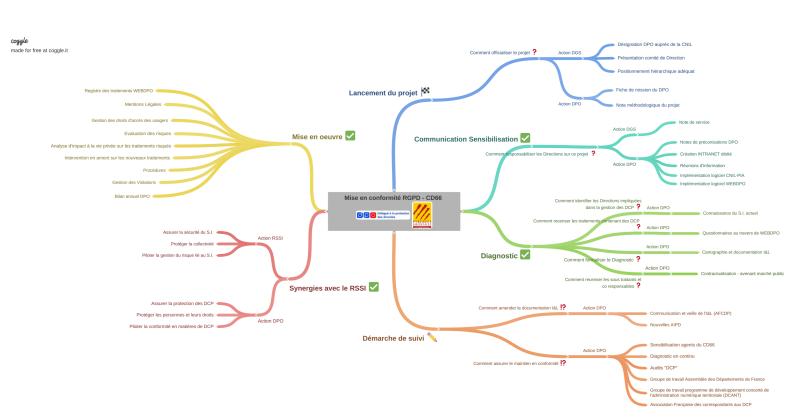
Il a également réalisé un important travail de mise en conformité sur plusieurs supports (sites Internet et Intranet, contrats d'engagement RGPD annexés aux marchés publics.

La réécriture des mentions légales a permis l'amélioration de l'information due aux usagers qui ont pu solliciter un accès à leurs données personnelles, et exercer le cas échéant leur droit de rectification ou d'opposition via l'adresse mail spécifiquement créée : protectiondonnees@cd66.fr

Accès: 3

► Rectification: 2

Opposition: 1



Direction Finances

18 agents en 2019

La Direction des Finances est garante de la solvabilité à court, moyen et long terme de la Collectivité. Elle assure la qualité comptable, la sincérité et l'équilibre budgétaire. Elle assume un rôle de contrôle interne pour toutes les procédures de portée financières et accompagne les directions pour apprécier l'ensemble des risques financiers liés à la mise en œuvre des politiques publiques départementales.

Elle produit à destination des élus et de la Direction Générale, des analyses prospectives et des outils opérationnels permettant le pilotage financier stratégique du Département.

La Direction des Finances intervient en qualité de direction support et ressources pour l'ensemble des services de la collectivité, en particulier auprès des services administratifs et financiers des différentes directions opérationnelles, et elle anime de manière permanente le réseau des agents correspondants financiers sur lesquels elle s'appuie pour le bon accomplissement de ses missions, lesquelles s'articulent autour de 4 centres de responsabilité majeurs : le service Analyse et Etudes, le service Budget, le service Comptabilité, le service Gestion du Bilan.

Service Analyse et Études

MISSIONS

- ▶ Production des éléments qui alimentent la communication financière institutionnelle du Conseil Départemental (production des documents pour le débat d'orientations budgétaires, production des rapports de présentation du budget primitif, du compte administratif, présentation des éléments financiers en session...).
- ▶ Réalisation des analyses financière rétrospectives et prospectives du budget principal du Département qui constituent le tableau de bord de pilotage des finances départementales.
- ▶ Suivi budgétaire et financier des organismes satellites de droit public financés par le Département (SDIS, UDSIS, Laboratoire départemental...).
- ▶ Suivi de la gestion des opérations pluriannuelles en APCP et assistance des services en lien avec la DSI.
- ▶ Veille stratégique sur l'ensemble des éléments d'actualité (lois de finances par exemple) impactant le périmètre financier du Département

RÉALISATIONS

Dans le cadre de sa mission de suivi des organismes de droit public. le service produit des notes sur les moyens d'optimiser l'intervention financière du Département en direction de ces satellites.

Le service Analyse et Études poursuit l'étude approfondie de l'ensemble des éléments de contexte financier impactant la trajectoire budgétaire de la collectivité : la tenue à jour du tableau d'analyse prospective, le débat d'orientation budgétaire, la présentation des enjeux financiers lors des travaux de cadrage budgétaire.

Le service Analyse et Études est l'interlocuteur des services pour la gestion en AP/CP et plus largement la programmation pluriannuelle des investissements.

Le service Analyse et Études met à jour les données fiscales, financières et économiques permettant de mener des études sur tout domaine ayant un impact sur le budget du Département.

ACTIONS PHARES

- ▶ Préparation de tableaux de bord de suivi des dépenses départementales
- ▶ Production d'analyses et de notes dans le cadre du contrôle organique de la collectivité

00 00 00



- ≥43 935 mandats (Budget **Principal et Budgets Annexes**)
- ≥9 265 titres (Budget Principal et Budgets Annexes)
- Montant de l'actif brut 2019 2,983 Milliards d'€ (budget
- Montant des dotations aux amortissements 2019: 47,639 M€ (budget principal seul)
- Montant des quote-parts de subventions virées au CR 15,597 M€ (budget principal
- ► Stock de dette au 31/12/2019 (budget principal seul): 159,4 M€
- Taux moyen de la dette
- Capacité de désendettement :
- Nombre de secteurs d'activité soumis à la TVA: 6
- Nombre de déclarations de TVA: 59
- ► Une déclaration Impôt sur les sociétés n°2065-SD (Budget annexe THD)

- ▶ Préparation et évaluation des impacts financiers du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) 2019/2023
- ▶ Analyse et consolidation des risques financiers portés par les structures associées au CD66
- Analyse des impacts du nouveau cadre de régulation des finances publiques locales
- ► Accompagnement des services pour développer une gestion pluriannuelle des crédits d'investissement

PERSPECTIVES

- ▶ Suivi de la politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement
- ► Suivi de l'exécution financière du PPI
- ▶ Développement de l'Observatoire des recettes avec une étude ciblée sur la politique tarifaire
- ▶ Renforcement du cadrage budgétaire pluriannuel et des outils d'aide à la décision financière
- Cycle de formation et d'information interne

Service Budget

MISSIONS

- ▶ Préparation et suivi budgétaire : traitement des demandes budgétaires des services, élaboration des documents budgétaires et des annexes, suivi des consommations, contrôle des dépassements de crédits, production du compte administratif et vérification de l'adéquation des écritures avec celles figurant au compte de gestion du Payeur,
- ▶ Pilotage et gestion procédure des virements de crédits,
- ▶ Prévision et suivi des recettes fiscales et dotations de l'état ,
- Suivi des avances aux mandataires chargés de travaux,
- ► Suivi de la DSID (dotation de solidarité à l'investissement des départements),
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation des droits de mutations,
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation de Taxe professionnelle,
- ► Contrôle de l'exactitude des documents à faire certifier par la Paierie départementale, dans le cadre de subventions,
- ▶ Rôle de conseil et aide aux directions de la structure par l'intermédiaire des correspondants financiers.

RÉALISATIONS

- ▶ Rythme soutenu des préparations budgétaires avec l'élaboration de deux décisions modificatives 2019, des restes à réaliser et du compte administratif 2018 (budget principal et budgets annexes) ainsi que de la préparation du budget prévisionnel 2020,
- ▶ Suivi des dotations et de la fiscalité, notamment mise en place de la DSID suite à la suppression de la DGE par la Loi de Finances 2019,
- ▶ Répartition du Fonds départemental de péréquation des taxes additionnelles au droit d'enregistrement et du Fonds de péréquation de Taxe Professionnelle,
- ► Saisie des engagements et liquidation des dépenses et recettes de la MDPH.
- ▶ Saisie des rattachements des dépenses et recettes de fonctionnement

PERSPECTIVES

- ► Rôle de conseil et d'assistance aux directions,
- ▶ Déploiement d'une nouvelle architecture de gestion des opérations (annuelles et pluriannuelles)
- ► Aide à la mise en place de la nomenclature d'achat dans le système informatique comptable, notamment pour les restes à réaliser 2019 sur 2020.

Actions phares

- Contrôle organique de la gestion financière du Département : Le service Budget a participé aux ajustements indirects induits par les audits conduits.
- Mise en place de la DSID en lieu et place de la DGE (dotation globale d'équipement)
- Prise en main du module AP de Beger-Levrault : pour un suivi plus efficace des AP votées par le Département.

Service Comptabilité

MISSIONS

- ▶ le contrôle des liquidations (pré-mandatement hebdomadaire : vérification des pièces justificatives, de l'imputation budgétaire, de la disponibilité des crédits, de la codification marché et opération, du n° d'immobilisation, de la référence PES, codification GED ...)
- ▶ la validation du pré-mandatement et la constitution des fichiers PES avant expédition en Paierie
- la gestion des tiers (création, modification, suppression)
- le suivi du paiement des intérêts moratoires
- le suivi des paiements à l'étranger
- réponses aux demandes de circularisation
- ▶ le traitement des rejets Paierie et rejets Banque de France

RÉALISATIONS

- ▶ mise en place de la migration du module E-Commandes vers le web « E-Achats »
- ▶ Continuation de la transmission des PJ dématérialisées comptables à la Paierie Départementale

PERSPECTIVES

- ► mise en place du PES Retour
- ► mise en place du PES Marché avec une GED dédiée
- ▶ mise en place de la pré-saisie des tiers par les services opérationnels avant validation par S/ Comptabilité

Service Gestion du Bilan

MISSIONS

- ► Contrôle des liquidations comptables des directions opérationnelles et conseil auprès de ces mêmes directions en matière d'imputations et de procédures comptables,
- ▶ Rôle de formation sur la pratique comptable notamment en matière d'investissement, conseil auprès des agents du service comptabilité, rédaction de procédures d'amélioration de la pratique comptable et budgétaire,
- ▶ Gestion des opérations de fin d'exercice (mouvements d'ordre) et plus généralement gestion des mouvements affectant l'actif et le passif : gestion de la dette départementale, des garanties d'emprunts, gestion des opérations, suivi pluriannuel et gestion en AP CP. Tenue de l'inventaire comptable (actif départemental)
- ► Etablissement des déclarations fiscales : TVA (rythme mensuel) et déclaration de résultat (impôt sur les sociétés sur le THD en appui de l'expert comptable produisant la liasse fiscale)
- ▶ Gestion du volet financier des subventions en annuités (préparation annuelle des annuités : 230 dossiers en cours)

PERSPECTIVES

Amélioration de la qualité comptable : travail en équipe avec le chargé de mission « Qualité comptable » en cours de recrutement.



Service des Marchés Publics

Service support et expert en droit de la commande publique, rattaché au Directeur Général des Services, pour veiller à la sécurisation des procédures de passation des contrats publics et développer une fonction achats plus performante et stratégique.

MISSIONS

Placé directement sous l'autorité du Directeur Général des Services, le service des marchés publics, service d'essence juridique et administrative, composé de 8 agents, assure, dans l'organisation déconcentrée de la commande publique départementale, des missions de veille, de conseil et d'assistance juridique en droit de la commande publique (marchés publics et concessions) à destination de la direction générale et de l'ensemble des services départementaux.

Il prépare, met à jour et diffuse le règlement interne de la commande publique, notamment en informant et formant les correspondants marchés de la collectivité dont il anime le réseau permanent.

Il assure le paramétrage juridique du logiciel de traitement des marchés publics, en lien avec les prestataires et en coordonne le paramétrage fonctionnel en lien avec les services informatiques et les prestataires.

Il appuie et conseille les services acheteurs (qui ont la main directement sur les procédures d'achat jusqu'à 90.000 € HT) et procède en fonction des seuils définis par le règlement interne (à savoir au dessus de 90.000 € HT), à l'instruction des dossiers de consultation des entreprises, au lancement des consultations, à la réception et l'ouverture des plis, à la vérification des rapports d'analyse et décisions, à la transmission au contrôle de légalité, à la notification des contrats et à l'accomplissement des mesures d'information et de transparence. Il traite les avenants et actes de sous-traitance pour les contrats qu'il a instruits. Il centralise les décisions d'attribution de marchés prises par l'exécutif, accomplit les formalités de transmission au contrôle de légalité et d'information périodique à l'assemblée délibérante. Il est chargé de l'organisation et du fonctionnement de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission de Délégation de Service Public.

RÉALISATIONS

- ▶10 séances de Commission d'Appel d'Offres + 2 séances de Commission de Délégation de Service Public + 100 réunions d'ouverture des plis organisées en 2019
- ▶ Environ 350 marchés notifiés, 2 contrats de concession, 130 avenants traités, 120 actes de sous-traitance, 350 décisions de l'exécutif, 85 DCE instruits
- ▶ Projet d'organisation achats conduit par le chef du service des marchés (audit interne, préconisations, mise en œuvre), 1er chantier prioritaire abouti : la création de la nomenclature interne des achats (co-construction avec les directions acheteuses)

PERSPECTIVES

Création d'une Direction de la Commande Publique, développement d'une fonction achats (pilotage de la nomenclature des achats, dimension économique de l'achat).

La Direction Générale Adjointe Ressources Humaines et Moyens Généraux

Le DGA Direction des Ressources Humaines, Direction Logistique et Bâtiments, Direction des Systèmes de l'Information, Direction évaluation, Conseil en Organisation et Contrôle de Gestion, est celle qui regroupe l'ensemble des services transversaux et sa mission principale est de soutenir, aider et accompagner les services et directions de la collectivité. Elle contribue pleinement à la réalisation des politiques publiques par l'enjeu stratégique des fonctions supports qu'elle représente.

Par ailleurs, cette DGA porte directement par le biais de sa direction des systèmes d'information la politique publique relative au très haut débit (THD).



DGA: Joriss GELIBERT



370 AGENTS

00 00 00 00 00 00 00

53.

Direction des ressources humaines

MISSIONS

- ► Gérer et accompagner les évolutions du potentiel humain, par la formation notamment
- ► Communiquer et réformer sur les matières statutaires
- ► Aider à l'insertion des nouveaux recrutés
- Contrôler et accompagner les services en matière de gestion du temps de travail
- ► Gérer la protection sociale des agents
- ▶ Gérer le déroulement des carrières et des positions des agents de la structure, de l'acte de recrutement à la radiation des cadres (avancement d'échelon, de grades, temps partiel, détachement, congé parental, congé maladie, maternité, paternité, accident de service, retraites, médaille d'honneur départementale) ainsi que l'organisation des Commissions Administratives paritaires (CAP) d'évaluation et d'avancement de grade
- ▶ Réaliser la paye mensuelle, l'affiliation et la validation de services auprès de la CNRACL
- ► Verser les divers régimes indemnitaires
- Instruire et payer les frais de déplacements
- ► Suivre les NBI, ainsi que la part variable du régime indemnitaire
- ► Gérer des procédures disciplinaires
- ► Accompagner le reclassement professionnel des agents

La Directrice des Ressources Humaines, en qualité de personne responsable de l'accès aux documents administratifs, assure l'interface avec la CADA.

En sa qualité de déontologue, elle participe à la mise en place des règles de déontologie de notre collectivité et s'assure de leurs bonnes applications.

Elle a procédé à 143 entretiens individuels.

Nombre d'agents à la DRH au 31/12/2019 :

Catégorie	Nombre d'agents	ETP
А	10	9,4
В	7	6,6
С	30	28,6
	47	44,6

Direction Adjointe Carrières et Rémunérations :

La direction adjointe carrières et rémunérations est en charge de la prise en compte et de la mise en œuvre des situations impactant la carrière des agents.

En 2019, plusieurs faits marquants ont rythmé l'activité des deux services.

Pour le service de la gestion administrative des carrières :

Au titre de l'année 2019, 5 216 arrêtés ont été pris. Ces actes de gestion ont traduit la mise en œuvre de différents chantiers qui ont impacté la gestion du service.

1/ Mise en œuvre de la CAP 2019

Le service carrières a préparé et mis en œuvre la CAP 2019 et transmis cette compétence à l'agent en charge des instances de concertation.

- ▶1 616 agents promouvables
- ▶199 nominations par avancement de grade et promotion interne ont été réalisées.

Puis a été recalculé le rééchelonnement indiciaire de ces agents dans le cadre du PPCR.

2/ La gestion des dossiers retraites

En 2019, le service carrières a finalisé 71 dossiers retraites et procédé à plus de 243 pré-liquidations de retraite, 98 qualifications des comptes individuels de retraite et estimations individuelles globales. Toujours dans un esprit de communication et d'information des agents du Département, le service a procédé à plus de 120 simulations de pensions retraites et reçu les agents afin de répondre à leurs interrogations.

3/ Les instructions des demandes de CLM, CLD et accidents de travail ou maladie professionnelle

En 2019, le service carrières a instruit plus de 88 dossiers d'accident de service et 10 dossiers de maladies professionnelles.

Par ailleurs, 69 demandes d'instruction de congé de longue maladie et longue durée ont été traitées en coordination étroite avec les services de médecine (notamment la médecine préventive et le médecin agréé) ainsi qu'avec les organismes compétents en matière d'avis sur l'imputabilité ou non d'un accident ou d'une maladie.

4/ Mise en place de la DSN

Dans le cadre de la mise en place de la DSN avec le référentiel de l'éditeur de l'outil métier CEGID, le service carrières en appui au service rémunérations, s'est mobilisé dans la saisie des modifications nécessaires de l'outil métier CEGID dans un calendrier souvent très contraint.

5/ Poursuite de la mise en œuvre du PPCR

Après le report d'un an des mesures statutaires en 2018, la 3 phase du PPCR a été mise en œuvre avec le reclassement de 1 983 agents dont 392 agents du personnel socio-éducatif au 01/02/2019.

Pour le service de la gestion des rémunérations :

1/ L'entrée en vigueur du PASRAU

En 2019, le dispositif Prélèvement A la Source pour les Revenus AUtres est mis en place pour les déclarations mensuelles effectuées hors champ de la DSN. Chaque mois La collectivité doit transmettre la déclaration PASRAU à la DGFIP via Net-Entreprises. En retour, la DGFIP transmet des comptes rendus métiers qu'il convient d'intégrer dans l'outil métier. Ce dispositif a impliqué une grande disponibilité du service de la paye lié non seulement au paramétrage du logiciel, mais également à la communication et à l'information auprès des agents.

2/ L'exonération des heures supplémentaires

Depuis le 1er janvier 2019, les agents de droit public (titulaires ou contractuels) bénéficient d'une exonération et défiscalisation des heures effectuées au-delà de la durée légale de travail (heures supplémentaires). La complexité de la mise en œuvre de ce dispositif a demandé une forte implication du service rémunérations (paramétrage du logiciel, contrôle des rubriques d'exonération et des assiettes fiscales).

3/ La mise jour du régime indemnitaire RIFSEEP

L'année 2017 a vu la mise en place de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise au sein de la collectivité. Cette année 3 cadres d'emplois ont intégré le RIFSEEP.

4/ Le PPCR

Le service rémunérations a poursuivi le travail de prise en compte des modifications entraînées par la mise en paie du PPCR avec la revalorisation indiciaire au 1er janvier 2019 concernant les catégories C et B. Et pour les agents de catégorie A, la revalorisation indiciaire pour compenser les effets de l'abattement « primes/points ». Prise en compte au niveau de la paye des reclassements.

5/ La réforme de l'assurance chômage

Le régime d'assurance chômage a été réformé par les décrets du 26 juillet 2019. Le décret N°2019-797 du 26 juillet relatif au régime d'assurance chômage a précisé les nouvelles règles d'indemnisation du chômage, dont les premières mesures sont entrées en vigueur à partir du 1er novembre 2019. Une nouvelle version du logiciel a été mis en œuvre. Cette nouvelle réforme demande une formation ainsi qu'une adaptation aux dispositions de cette nouvelle réglementation : conditions d'accès à l'indemnisation, condition d'affiliation, le rechargement des droits, la dégressivité de l'allocation...

6/ Préparation à la déclaration sociale nominative

La DSN – Déclaration Sociale Nominative – s'impose au Département à compter du 1er janvier 2020 (cf. article 43 de la loi n°2018-727 du 10/08/2018 pour un « État au service d'une société de confiance » accessible). La mise en œuvre particulièrement complexe nécessite un investissement du service rémunérations mais également du service carrières.

7/ La gestion des frais de déplacements

L'année 2019 a été marquée par un certain nombre d'actions significatives, dont un travail de préparation et d'intégration dans le logiciel NOTILUS du nouvel organigramme concernant différentes directions ou services (rattachement à des directions autres ou création).

L'outil métier a fait l'objet d'une mise à jour pour intégrer de nouvelles fonctionnalités. Cette mise à jour s'est traduite par une période de travail consistant à fiabiliser les données, et à préparer les modalités d'information auprès des agents.

Par ailleurs, afin d'accompagner au mieux la nouvelle version, une période d'accompagnement des agents (période d'organisation et de formation (8 groupes) du réseau de soutien Notilus à cette nouvelle version et mise à jour des différents supports concernant les frais de déplacement (tutoriels, règlement, pages intranet)) a été programmée auprès du réseau de soutien afin qu'un relais opérationnel soit à disposition des agents du terrain.

Instances de concertation :

Gestion administrative des instances de concertation avec les partenaires sociaux (Commissions Administratives Paritaires, Comités Techniques, Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, Comité de suivi, groupes de travail,

Calcul et suivi des décharges de service et des autorisations d'absence pour raison syndicale.

Fait marquant

1 personne affectée à partir d'octobre 2019 à la gestion des instances de concertation et décharges de service/autorisations d'absences pour raisons syndicales.

Relations avec les partenaires sociaux

► Comités Techniques: 4

► CHSCT : 2

Comités de suivi : 9

Décharges syndicales

Grands Chiffres:

- ▶ 226 justificatifs reçus et traités représentant 1130 heures de décharge syndicale,
- ▶ 34 justificatifs de formation syndicale soient 88 heures,
- ▶ 140 justificatifs d'autorisations spéciales d'absence soient 152,5 heures

Direction Adjointe Ressources et Relations Humaines (DARRH):

MISSIONS

Service Recrutement et mobilités internes :

- ▶ Gère les candidatures spontanées, les mobilités internes et met en œuvre les recrutements externes sur postes permanents ou non permanents.
- ▶Il assure la gestion des emplois saisonniers, des Services civiques et Parcours Emplois Compétences.
- ► Il aide à l'insertion des nouveaux recrutés.

Service Formation:

- ▶ Élabore le Plan de formation de la Collectivité et détermine les axes prioritaires en la matière.
- ▶Il intervient dans la mise en œuvre des actions collectives en développant les formations internes, le partenariat avec le CNFPT, et l'achat auprès d'autres organismes de formation.
- ▶ Il gère et accompagne les évolutions du potentiel humain par les formations individuelles.
- ▶ Il anime le réseau des formateurs internes et accueille les élèves-écoles et les apprentis.

Service GTT et Protection sociale :

- Contrôle et accompagne les services en matière de Gestion du temps de travail.
- ► Il assure la veille réglementaire en la matière.
- ► Il gère les paramétrages spécifiques du logiciel GTT.
- ▶ Il a un rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès des Managers et Gestionnaires du temps de l'ensemble des services.
- ▶ Il est chargé de la gestion des tickets repas et de sa Régie, ainsi que l'aide accordée par le Département aux agents dans le cadre du financement d'une mutuelle (santé et prévoyance).



RÉALISATIONS

Service Recrutement et mobilités internes :

- ▶ 50 recrutements permanents suite à mobilités
- ▶ 5 séances de tests en vue de déprécarisation pour 26 agents
- ▶ 75 recrutements temporaires + 10 PEC et 2 services civiques
- ▶ 129 recrutements saisonniers
- ▶ 106 mobilités pourvues en interne

Service Formation:

- ▶843 demandes des stages écoles traitées et 240 stagiaires accueillis
- ▶ 49 agents suivis en accompagnement individuel
- ▶2270 jours de formations internes (ACES, Habilitations électriques, Devoirs droits et déontologie dans la FPT...).
- ▶ 1050 jours de formation dans le domaine de la Sécurité





▶52 jours de formation intra dans le domaine du management

Service GTT et Protection sociale :

- ▶ 626 attestations et 85 certificats de monétisation effectués pour le Compte Epargne Temps
- ▶ 5 formations dispensées en direction des gestionnaires du temps de travail
- ▶ 331 775 titres-restaurant nominatifs réceptionnés et distribués dont :
- ► 312 818 sous format « papier »
- ▶ 11 498 sous format « dématérialisé »
- ▶7 459 titres-restaurant non nominatifs gérés

PERSPECTIVES

Service Recrutement et mobilités internes :

- Dématérialisation des réponses aux candidats internes et externes,
- ▶ Rédaction d'un cahier des charges en vue de la création d'une plateforme de gestion dématérialisée des candidatures en lien avec la DSI.

Service Formation:

- ► Mise en œuvre du conseil en évolution professionnelle et/ou mobilité et développement de l'accompagnement individuel des agents en démarche d'évolution.
- ▶ Poursuite du développement des formations dispensées en interne et du parcours « encadrants ».

Service GTT et Protection sociale :

▶ Réalisation du marché public « Titres repas » et mise en œuvre avec le nouveau prestataire.

ZOOM

Service Recrutement et mobilités internes :

Travail en groupe au sein du service sur le projet de dématérialisation des différents process (candidatures spontanées, candidatures mobilités internes, candidatures mobilités externes, candidatures des saisonniers, organisation des jurys).

Service Formation:

Mise en œuvre de la polyvalence pour l'ensemble du service (hors procédure d'achat adapté). Projets en lien avec la DSI afin de rendre plus efficiente la gestion des dossiers : interface CNFPT/ CEGID et formulaire d'inscription en ligne sur intranet.

Service GTT et Protection sociale :

Rationalisation, simplification et automatisation des procédures relatives aux titres-restaurant et aux « mutuelles » en lien avec les services de la DRH et de la DSI.

Unité Maintien dans l'Emploi (PMEH) :

Rattaché à la Direction des Ressources Humaines, le PMEH a pour mission de concourir au maintien dans l'emploi et de favoriser les conditions de vie des bénéficiaires de l'obligation d'emploi (travailleurs handicapés, reconnaissance invalidité…) en actionnant les dispositifs de droit commun et le FIPHFP.

Depuis le 01 09 19 le PMEH est composé d'un ETP

La Responsable du service a été désignée comme Référent Télétravail au sein de la Direction des Ressources Humaines.

159 entretiens individuels sur rendez-vous ont été effectués par le Référent Handicap/Référent Télétravail au cours de l'année 2019 (129 en 2018).

Chiffres clefs:

Service Recrutement et mobilités internes :

- ▶ 2777 candidatures spontanées recues
- ▶1194 candidatures sur mobilité int/ext reçues
- ▶ 487 candidatures pour la saison
- ▶140 mobilités internes diffusées
- ▶ 55 mobilités externes publiées
- > 14 jurys organisés pour les personnels permanents et 4 jurys pour la saison

Service Formation:

- ▶7 002,5 jours de formations suivis par les agents
- ► 4 746,5jours de formations de perfectionnement
- ▶387 jours en préparations concours et examens
- ▶ 1840 jours en formations statutaires
- >29 jours en formations personnelles (7 bilans de compétences)
- ▶ 1493 agents ayant suivi une formation
- ▶ 4,7 jours suivis/agents formés ▶ 3,1 jours suivis/agents (2266 agents ay 31/12/2019 : 2097 permanents + 169 non permanents hors assistants familiaux).

Service GTT et Protection sociale:

- ▶ 4 066,50 jours versés vers les Comptes Epargne Temps « CET »
- ▶1 473,50 jours monétisés en « CET »
- ▶1 207,50 jours consommés en « CET »
- ▶8 483 saisies d'heures supplémentaires et réparties comme suit :
- * à récupérer : 2 001 concernant 440 agents pour un total d'heures de 9 470 h 11
- * à payer : 6 482 concernant 333 agents pour un total d'heures de 23 976 h 23
- ▶525 agents ont bénéficié de l'aide accordée dans le cadre du financement d'un produit labellisé en matière de santé pour un montant annuel de 31 315,10 €
- ⇒ 321 agents ont bénéficié de l'aide accordée dans le cadre du financement d'un produit labellisé en matière de prévoyance pour un montant annuel de 10 895 €.

Secrétariat du Comité Médical (CM) et de la Commission de Réforme (CR) :

Depuis le 1er janvier 2016, le PMEH assure le secrétariat du CM et de la CR, cette activité étant jusque-là assumée par les services de l'État.

279 dossiers ont été examinés en comité médical et commission de réforme soit 39 dossiers de moins qu'en 2018. Le secrétariat du comité médical a traité 126 dossiers en 2019 (contre 69 en 2018).

Le transfert des dossiers actifs et des archives du comité médical et de la commission de réforme au Centre de Gestion a été assuré par la Responsable du Service fin 2019.

Télétravail:

Après une année d'expérimentation du télétravail à la DGA des Solidarités, l'année 2019 a vu le déploiement du télétravail au sein de la collectivité.

Date de mise en œuvre	Nombre d'agents concernés	DGA
1er janvier 2019	20	Solidarités
	15	RHMG
1 ^{er} avril 2019	1	DGS / Direction des Finances
1 ^{er} septembre 2019	9	Catalanité
Lancement octobre 2019	Démarrage en janvier 2020	Campagne Territoire et Mobilité

- ▶ 9 agents ont été positionnés en télétravail pour raisons de santé sur des durées variables.
- ▶ 14 dossiers de demande MDPH ont été accompagnés au cours de l'année 2019.

Plateforme du Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées (FIPH) :

En 2019, 4 demandes de remboursement ont été déposées sur la plateforme du FIPHFP.

3 954 € ont été accordés sur un total sollicité de 5 405 €.

Les nouvelles règles d'intervention du FIPHFP excluent toutes les interventions d'un coût inférieur à 200 €, et les dépenses prises en charge en totalité auparavant (notamment prothèses auditives) sont désormais plafonnées.

Participations:

COMEX, Document Unique, accueil nouveaux arrivants, différents groupes de travail collèges, réunion SPP/RH/DEJS, reclassement.

Service Support Ressources Humaines (SSRH):

Service créé de manière formelle au cours du Comité Technique du 28 novembre 2018, il évolue en même temps que les enjeux posés en terme de Ressources Humaines.

GRANDS AXES

- ► Suivi des effectifs de la collectivité
- ► Suivi du budget et des dépenses de la DRH
- ► Aide à l'optimisation du Système d'Information des Ressources Humaines (SIRH)
- ▶ Production de documents de synthèse (bilans sociaux, rapports d'activité, études, estimations…)
- ► Conception d'outils d'aide à la prise de décision (tableaux de bord)





ACTIONS RÉALISÉES

- Participation active au traitement des réponses à apporter à la CRC.
- ► Accueil régulier de stagiaires en Ressources Humaines et habilitation du Chef de service à l'accueil d'un apprenti
- ► Mise à jour régulière du tableau des effectifs en lien avec la préparation des annexes budgétaires « états du personnel » au moment des orientations budgétaires, du budget primitif, des décisions modificatives et du compte administratif : établissement et suivi des effectifs budgétaires théoriques de référence en faisant apparaître l'effectif pourvu et le solde en résultant.
- ▶ Élaboration du bilan social 2018 accompagné d'études complémentaires : collecte des données statistiques nécessaires à partir d'extractions de CEGID et demandes auprès de divers services selon les besoins et en l'absence de données issues de CEGID Mise en cohérence et saisie des données sur tableur.
- ► Mise en œuvre d'une gestion des emplois : identification et repérage des postes avec les Référents RH des DGA
- ► Réponses à des demandes statistiques

ÉLABORATION DU BUDGET PRIMITIF (BP) 2020

- ► Évaluation des impacts budgétaires attendus pour 2020
- ▶ Récupération des évaluations de besoins par pôle de la DRH
- Élaboration et transmission du document budgétaire au service comptable
- ► Saisie du BP dans SEDIT
- ► Mise en œuvre d'un calendrier de construction du Budget primitif avec l'équipe de Direction RH

SUIVI COMPTABILITÉ

► Mandats traités : 167

► Titres traités : 347

► Études financières diverses

► Travaux sur les circuits financiers internes à la DRH

SUIVI ANNUAIRE INTERNE (SABONA) ET BADGES

► Mises à jour de SABONA : 986

► Édition des badges : 267

ÉTUDE SUR LES CIRCUITS COMPTABLES DE LA DRH

- ▶ Identification des différents acteurs et de leurs rôles
- ► État des lieux des circuits actuels par pôle de la DRH
- ► Identification des dysfonctionnements ou difficultés éventuelles
- ► Rédaction d'une synthèse avec proposition d'axes d'améliorations

PERSPECTIVES SSRH POUR 2020:

- Qualification des agents de l'équipe aux logiciels métiers SIRH
- ► Appropriation et déploiement des outils SIRH dans les DGA (Adelyce, module poste)
- Construction d'un système de gestion des demandes des agents et services (AlloRH)

Direction de la logistique et des bâtiments

Direction support pour l'ensemble des directions et services. Responsable du patrimoine bâti et non-bâti (hors domaine public routier) et de la logistique transversale. Assure les missions suivantes : gestion domaniale et technique du patrimoine bâti et non bâti, suivi des investissements immobiliers (bâtiments, monuments historiques, sites naturels et collèges), maintenance et entretien du patrimoine, flotte automobile, achats transversaux, nettoyage des bâtiments, plan de continuité d'activité inondation, identification de la vulnérabilité des bâtiments, sécurité incendie des bâtiments et collèges, gestion des moyens de secours (bâtiments, collèges, sites naturels et historiques, tunnels, IDEA, Musée de Céret, sûreté du port de Port-Vendre). La DLB est composée de deux directions adjointes : la Direction Adjointe Administration et Finances et la Direction Adjointe Technique, ainsi que la Direction Déléguée des Assurances.

Direction Adjointe Administration et Finances :

RÉALISATIONS

Gestion Patrimoniale

- vente de l'immeuble sis rue du Théâtre à Perpignan (756 000 €),
- ► acquisitions des locaux sis allée de Bacchus à Perpignan (565 000€), de l'ensemble immobilier situé rue du Conflent à Perpignan (2000 000€), villa pour les besoins de l'IDEA secteur Pascot Perpignan (233 000€), locaux à Céret pour les besoins de la MSP (176 500€).
- ▶ plateforme «Citron» de gestion des consommations de fluides dans les bâtiments,
- ▶ programme de prévention des légionelles en collaboration avec l'atelier plomberie par le contrôle des points d'alimentation d'eau chaude sanitaire,
- pestion d'accès (badges et télécommandes) : 600 demandes d'intervention de paramétrage.

Commande publique

Achats publics:

- ► actions éco-responsables,
- ▶ actions de rationalisation en matière de fournitures administratives,
- ▶ actions de mise en conformité notamment en matière d'équipement de protection individuelle (EPI) et en matière d'achat de produits dangereux,
- ▶ actions internes visant à l'amélioration du service : démarche d'uniformisation des procédures sur le logiciel TMPI et redéploiement de la mission d'inventaire du mobilier départemental,

Marchés publics :

- ▶ démarche éco-responsable dans la rédaction des marchés publics : approche environnementale dans 60 % des dossiers instruits. Approche sociale introduite sous forme de conditions d'exécution (opérations d'envergure). Recherche d'économies par des efforts de mutualisation (mise en place d'un groupement de commande avec le SDIS 66 dans le domaine d'achat des pièces automobiles)
- ► élargissement de la dématérialisation à partir du profil acheteur AWS,
- ▶ intégration du nouveau code de la commande publique dans la rédaction des marchés,
- ▶ audit sur la fonction Achat : contribution à l'élaboration de la nomenclature Achat,
- ▶ prise ne charge de procédures spécifiques : lancement de deux concours de maîtrise d'oeuvre, rédaction d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléquée, etc...





PERSPECTIVES

Gestion Patrimoniale:

- ► acquisition maison rue Balard et rue du Fort de Bellegarde à Perpignan pour l'IDEA,
- ▶ lancement d'appels à projet (La Riberette à Argelès et Domaine de la Bouadeille),
- ▶ acquisition de locaux à Saint Laurent de la Salanque pour l'extension de la Maison Sociale,
- préparation à l'ouverture à la concurrence des compteurs électriques de faible puissance.

Achats publics:

- ▶ relance des accords cadres relatifs à l'acquisition de fournitures, petits matériels et de petits outillages pour les travaux en régie,
- ▶ mise en place d'un groupe de travail transversal chargé de l'élaboration d'un règlement départemental de nettoyage des vêtements de travail,
- poursuite de la phase terrain de la mission inventaire du mobilier départemental.

Direction Adjointe Technique (DAT)

RÉALISATIONS

Investissements:

Collèges:

Travaux d'accessibilité (jusqu'en août 2019) : Arles sur Tech, Bourg Madame, Canet, Saint Paul de Fenouillet, Perpignan, Cabestany, Saint Laurent de la Salanque, Rivesaltes, Saint Estève, Port Vendres, Céret. Rénovation du Gymnase du collège de Cabestany. Construction du gymnase de La Garrigole. Clos et couvert Perpignan (Pagnol et Pons) et Port Vendres. Travaux de construction et de restructuration de Prades. Enrobés Perpignan (Pagnol, La Garrigole et Camus), Saint André et Canet.

Etudes:

Travaux intérieurs Collège de Port Vendres. Programmation et phase concours collège de la Salanque. Extension Cabestany.

Bâtiments:

Rénovation des ateliers du Parc Julien Panchot, accessibilité des bâtiments sociaux, culturels, IDEA, Canopé suivant Ad'Ap, travaux de remplacement des chaudières des Archives, travaux de climatisation du Centre maternel et administration IDEA, CTER de Bolquère (études et début des travaux), travaux d'accessibilité pour la Faculté d'Education, fin travaux de rénovation thermique de l'immeuble et aménagement de bureaux avenue de Bruxelles, amélioration des performances techniques à l'ancien dispensaire, construction d'un abri à sel à Saillagouse, début d'aménagement de bureaux dans le bâtiment administratif de Thémis, ouverture de baies à l'atelier des barques de Paulilles, travaux pour l'installation du musée de l'école au collège Pons à Perpignan.

Études :

Rénovation des circuits d'eau glacée aux Archives, concours de maîtrise d'oeuvre pour l'agrandissement et la restructuration des Archives, aménagements extérieurs du parc de Julien Panchot, recentrage des services de l'IDEA au Moulin à Vent, parkings IDEA et Majorquine, aménagement du poste de sécurité à l'Hôtel du Département, agrandissement de l'Agence Routière de Llupia pour du stockage, réparation des toitures, traitement des charpentes, divers entretiens à San Vicens, MDPO : ludothèque et salle de Lecture.

Monuments historiques:

Entretien du PRM et Château Royal de Collioure, restauration intérieure des chapelles du PRM et des décors peints, travaux de traitement des surfaces et cheminements du Château Royal de Collioure, nettoyage et mise en valeur de la tribune du prieuré de Serrabona, esquisse pour une exposition permanente au CRC, aménagement locaux pour l'exposition Grenat.

Etudes : ouverture du jardin au CRC, rendre accessible le château de Castelnou et sa restauration, accessibilité de l'aile des Dominicains au CRC (ascenseur).

Logistique et Entretien:

Régie nettoyage et logistique :

Modification des contrats concernant la gestion des containers pour les déchets ménagers et les déchets recyclables (quantitatif revus à la baisse)

Régie travaux :

5000 interventions réalisées par l'intermédiaire du logiciel GMAO, travaux de réaménagement de l'AR d'Argelès, aménagement d'un accueil d'été au Palais des Rois de Majorque, réaménagement de l'accueil au rez-de-chaussée du Dispensaire, climatisation du laboratoire de la Direction des Routes, aménagement des locaux impasse Vigneronne pour le Syndicat des Nappes de la Plaine du Roussillon, installation de caméras de vidéosurveillance du site Panchot et de l'Agence Routière de Perpignan, remise aux normes de la cuisine de l'Hôtel du Département, poursuite des travaux d'amélioration des archives.

Espaces verts:

Réalisation de carrés médiévaux dans les jardins du Palais des Rois de Majorque, déplacement des carrés médiévaux du Prieuré de Serrabone/ replantation après travaux de la haie du parvis, réhabilitation de l'espace végétal de la terrasse François Mitterrand, Hôtel du Département.

Régie Flotte Automobile

1670 commandes de pièces, 231 commandes de prestations de services

219 Contrôles techniques VL/VLU/VU et 52 Contrôles techniques Poids Lourds

- ▶ Pour l'atelier Poids Lourds et Engins : 1051 réparations dont : 17 suite à sinistres avec remboursement de l'assurance, 19 pour des gardes-corps, 21 pour des bris de glace, 34 pour des sinistres non déclarés à l'assurance, 52 pour la préparation de véhicules neufs avec aménagements intérieurs, 134 pour des révisions. Une réparation particulière est à noter: la remise en état complète de la cabine de l'IVECO de Cerdagne.
- ▶ Pour l'atelier Véhicule Léger : 1100 réparations, finalisation de la mise en place de l'entretien individualisé PL/Engins avec les AR, mise en place d'un marché d'entretien des séparateurs hydrocarbures (SEPS), mise en place de formations internes « contrôles visuels des véhicules et pneumatiques », mise en place d'un marché de contrôles techniques Poids Lourds et convoyage par porte-char.

Service Sûreté Sécurité Incendie :

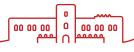
112 interventions dépannage dans les collèges, réalisation de 13 registres de sécurité incendie et de 66 plans d'évacuation, 76 consultations projets de travaux, vérification de 2500 équipements de moyens de secours, maintenance préventive et curative des 260 défibrillateurs, formation de 1000 personnes à la sécurité incendie et au secourisme, 17 commissions de sécurité ERP et 82 services SI pour les manifestations événementielles.

PERPECTIVES

Bâtiments:

Poursuite des travaux du CTER de Bolquère, des bureaux de Thémis, des bureaux avenue de Bruxelles, Faculté d'Education, des études des extérieurs de l'UAE et début des travaux, travaux phase 2 des toitures de Panchot, accessibilité Drécères et Restos du Coeur, des parkings IDEA et Majorquine, fin des travaux des performances thermiques au Dispensaire, travaux de l'Agence Routière de Llupia, grilles anti-volatiles à l'atelier des barques de Paulilles, ligne de vie à Paulilles, toiture et entretien à San Vicens, travaux dans les vestiaires du gymnase de Cabestany, rénovation d'une noue à l'AHM, remplacement des groupes froids à la MDS Agly et à la MSP Thuir.





53.

Études : recentrage des services IDEA au Moulin à Vent, agrandissement et restructuration des Archives, aménagement Poste de Sécurité à l'Hôtel du Départ. Rénovation rdc Bât. A à l'AHM.

Monuments historiques:

Travaux d'entretien PRM et CRC, accessibilité CRC (aile des Dominicains, jardin), traitement des surfaces au CRC, décors peints PRM, Château de Castelnou, nettoyage de la tribune à Serrabonne.

Etudes:

Entretien PRM et CRC, exposition permanente CRC, accessibilité PRM, SAS Notre Dame des Anges, éclairage CRC, accueil PRM, restauration château de Castelnou, mise en valeur des fouilles Cathédrale d'Elne.

Logistique et Entretien :

Régie nettoyage et Entretien :

Mise en place de la méthode par pré-imprégnation en développant sur plusieurs sites divers chariots équipés. Révision des consommables pour le nettoyage. Expérimentation de nouveaux horaires de ménage.

Régie Travaux :

Déterminer des stocks minimaux de fournitures, réorganisation de la serrurerie avec l'arrivée d'un nouvel agent, sécurisation des ateliers pour améliorer les conditions de travail des agents.

Régie Flotte Automobile :

Affiner les achats de véhicules pour optimiser l'enveloppe financière, affiner le suivi des consommations de carburant, évaluer des mesures à prendre pour préserver la flotte.

Espaces verts:

Aménagement jardin Château de Castelnou

Service Sûreté Sécurité Incendie :

Maintenance et suivi préventif des défibrillateurs des collèges (30 appareils). Diagnostic sûreté concernant les sites et bâtiments.

ZOOM et chiffres :

- Surfaces bâtiments hors collèges : 201 000 m² (dont 11 000m² pris à bail pour les besoins du CD), 127 000 m² occupés par le CD, 65 000 m² occupés par des tiers, 7000 m² vides dont 5800 m² récemment acquis et en attente de travaux.
- ▶166 900€ payés au titre des taxes foncières, 447 000€ de dépenses de fonctionnement, en loyers et charges locatives, 147 900€ de recettes liées aux revenus des immeubles, 546 000€ accordés aux partenaires, associations et comités sportifs au titre des avantages en nature pour l'occupation de locaux départementaux, 135 conventions en gestion.
- ► Production photovoltaïque : 192 901 kwh
- Recettes revente électricité :35 749 €
- ▶2500 agents à doter en fournitures administratives et petits matériels : 260 000€ de budget ▶1100 agents à habiller : 340 000€ de budget
- ▶200 000€ de budget pour l'achat de mobilier
- ≥2500 bons de commandes et marchés subséquents passés par la cellule Achats
- >3000 réceptions des commandes en magasin et 4580 livraisons vers les sites départementaux
- ▶2918 demandes sur la plateforme ALLO DLB traitées
- ▶ 169 marchés instruits, 104 marchés notifiés, 47 avenants traités
- ► 63 rapports session et notes CP
- ▶ 7080 mandats pour un budget de 25 396 142 € dont 18 222 443 € en section d'investissement et 7 173 699€ en section de fonctionnement,
- ▶307 titres de recettes pour 1 205 025€ de recettes d'investissement don 146 000€ correspondant au recouvrement de subventions,
- ▶1 692 955€ de recouvrement pour la subvention allouée par le FEDER pour la construction de l'hôtel d'entreprise.
- ▶245 tonnes de déchets recyclés pour une économie de 34 000€
- ▶8900 demandes sur la plateforme ALLO DLB traitées,
- Maintien de la baisse de 60 % de la redevance ordures ménagères réduites depuis 2009 et maintien de la baisse de 40 % de celle concernant les déchets recyclés ▶ Baisse des consommables pour le nettoyage d'environ 10 % (-7000€).

Direction déléguée des assurances

À vocation transversale la Direction déléguée des Assurances assure des missions de conseil et d'assistance juridique des services départementaux.

Elle contribue également à la protection fonctionnelle des agents dans le cadre notamment de l'instruction des demandes de protection juridique des agents victimes d'agressions à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou en raison de leur qualité d'agents publics.

Elle gère les assurances de l'ensemble des directions du Conseil Départemental qu'il s'agisse de la passation des marchés publics, du suivi des contrats ou de la gestion des sinistres (hors flotte auto).

Le traitement des dégâts au domaine public routier départemental relève également de sa compétence.

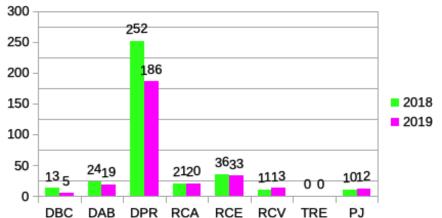
MISSIONS

- ▶ Traitement et suivi des sinistres auprès des différents assureurs au titre des polices souscrites par le Département (assurances « Dommages Aux Biens », « Tous Risques Expositions »,
- « Navigation de plaisance », « Responsabilité générale », « Responsabilité du fait des barrages »,
- « Responsabilité atteintes à l'environnement », « Responsabilité garage », « Protection juridique des agents ») ;
- ► Participation au suivi des contentieux générés à l'occasion de sinistres ;
- ► Assistance et conseils prodigués aux agents dans le cadre de la protection fonctionnelle ;
- ▶ Passation et suivi des marchés publics de prestations de services en assurances et des polices correspondantes (hors assurances « construction »);
- ► Conseils aux Directions ;
- ▶ Participation ponctuelle aux expertises sur le terrain dans le cadre de sinistres majeurs dès lors que la responsabilité du Conseil Départemental est recherchée ou lors de dégâts provoqués sur les biens du Conseil Départemental ;
- ▶ Instruction et recouvrement des dégâts au Domaine Public Routier départemental.

RÉALISATIONS

1) Traitement et suivi des sinistres :

288 sinistres en 2019 (contre 367 en 2018) répartis comme suit :



Légende :

DBC : Dommages aux Biens Collèges

DBA : Dommages Aux Biens autres que collèges

DPR : Dégâts au domaine Public Routier

départemental

RCA : Responsabilité Civile Autres (dommages de travaux publics, dommages aux agents...)

RCE : Responsabilité Civile Enfance

RCV : Responsabilité Civile Voirie (usagers des routes)

TRE: Tous Risgues Exposition

PJ : Protection Juridique (un des volets de la protection fonctionnelle)





Il a en outre été procédé, à la déclaration auprès des assureurs de 13 manifestations ou nouvelles activités du Département et de 20 expositions (dont celle concernant « le grenat de Perpignan au Palais des Rois de Majorque).

Pour les sinistres causés aux biens départementaux :

Il s'agit principalement de dégâts des eaux ainsi que d'actes de vandalisme et choc de véhicules terrestres à moteur sur corps fixes.

S'agissant des réclamations exercées à titre gracieux visant à rechercher la responsabilité du Département :

- ▶En « responsabilité voirie », il s'agit essentiellement de dommages matériels sur des véhicules d'usagers de la route. À noter, toutefois, trois dommages corporels (2 motards et 1 automobiliste).
- ▶ Sur les 20 sinistres reçus et enregistrés en « RCA », 9 concernent des dégâts provoqués par des projections de gravillons sur des véhicules d'automobilistes lors des opérations de débroussaillage des bas-côtés des routes départementales.

Par ailleurs, 4 accidents ont été signalés sur un site historique principalement dus à l'imprudence des visiteurs (chutes au Château Royal de Collioure).

Les autres sinistres concernent des dommages de travaux publics ainsi qu'aux agents.

S'agissant des 33 sinistres relevant du domaine de la protection de l'enfance (« RCE ») : il s'agit principalement de dommages matériels.

À noter toutefois les actions subrogatoires du FGTI dirigées contre le Département civilement responsable des mineurs qui lui sont confiés au titre de l'indemnisation des victimes de dommages corporels prononcée par le Tribunal pour enfants.

Par ailleurs, le recueil des informations nécessaires afin d'instruire ce type de sinistres s'avère souvent long et difficile compte tenu des problématiques rencontrées par les collègues chargés de la protection de l'enfance.

Le nombre de dégâts au Domaine Public Routier départemental subit une diminution avec toutefois le maintien d'un bon niveau de recouvrement (195 858,58 € au 31/12/2019 pour 150 000 € prévu au BP) en dépit des difficultés rencontrées tels que le défaut d'assurance, la réticence des assureurs à indemniser le Département des préjudices subis, l'absence d'assurance de certains conducteurs.

Les nombreuses relances effectuées ainsi que la pertinence des argumentaires juridiques développés auprès des responsables de ces sinistres permettent d'atteindre un bon taux de recouvrement. A noter toutefois que, tout dépend également de la nature des dommages plus ou moins importants, provoqués par les automobilistes. Certains dégâts du fait de leur complexité peuvent également générer des contentieux dont on ne connaîtra l'issue que plusieurs années après leur survenance.

De ce fait, le fléchissement du nombre de dossier n'est pas significatif.

Les agents de la Direction ont par ailleurs participé à 8 expertises sur sites en présence des différents experts d'assurance (3 concernent des dommages subis par le patrimoine immobilier départemental, 2 autres ont été diligentées à la suite de réclamations tendant à engager la responsabilité du Département et 3 concernent des dégâts au Domaine Public Routier départemental).

S'agissant du contentieux : 4 dossiers contentieux (2 mises en cause du Département dans le cadre de la « responsabilité médicale » ainsi que le recours d'un tiers en Cour Administrative d'Appel intenté dans le cadre d'un dommage de travaux public et une action intentée par le Département dans le cadre d'un important DPR survenu en Cerdagne).

2) Assistance et conseils prodigués aux agents dans le cadre de la protection fonctionnelle :

92 fiches « incidents/agressions » ont été traitées et 12 d'entre elles ont donné lieu à une déclaration à l'assureur « protection juridique des agents » afin de permettre aux agents concernés de bénéficier de l'assistance d'un avocat si des poursuites pénales étaient diligentées par le parquet contre les auteurs des agressions.

10 situations ont été signalées au parquet.

1 condamnation pénale est intervenue en 2019 pour des faits commis en 2018, par le même auteur, contre deux agents de la DGA Solidarité (menaces de mort/violence physique sans ITT).

Des audiences devraient être programmées en 2020.

3) Conseils aux Directions

Se définissant par sa transversalité, la qualité des services rendus par la Direction déléguée des Assurances dépend en partie (ou pour beaucoup) de celle des informations qui lui sont transmises par l'ensemble des directions.

Par ailleurs, disposant de ressources systématiquement mises à jour, la Direction déléguée des Assurances peut être sollicitée par l'ensemble des agents de la collectivité.

Ainsi, en 2019, 48 études/conseils ont été prodigués.

La Direction a également collaboré au Plan de Prévention des Risques Routiers et un agent a animé à ce titre un atelier lors de la journée organisée par le Pôle Flotte Automobile sur ce thème.

4) Marchés Publics de services :

Mise en place des nouvelles polices d'assurances et garanties afférentes aux marchés de prestations de services d'assurances prenant effet au 01/01/2019 (assurances : « Responsabilité générale » / « Responsabilité du fait des barrages » / « Dommages Aux Biens et risques annexes » / « Responsabilité atteinte à l'environnement » / « Tous Risques Expositions »).

5) Sur le plan financier :

Les recettes s'élèvent à 238 800,93 € dont 195 858,58 € au titre des dégâts sur le Domaine Public Routier départemental, 42 942,35 € au titre de l'indemnisation des dommages subis par le patrimoine immobilier départemental.

PERSPECTIVES

Le Service des Assurances et de la Protection des Agents (nouvel intitulé en 2020) gérant par nature des événements imprévisibles (la base de l'assurance est l'aléa), il s'efforcera de poursuivre au mieux les missions qui lui incombent en fonction des moyens humains dont il dispose (baisse de son effectif à hauteur de 2 agents en équivalent temps plein).

Par ailleurs, le Département est confronté à des résiliations anticipées des contrats d'assurance de la part des compagnies d'assurances porteuses de risques ayant des conséquences sur l'activité du Service.

Direction des systèmes d'information

La Direction des Systèmes d'Information est garante de l'alignement du système d'information sur la stratégie de la collectivité. Elle est responsable de la conception, de la mise en œuvre et du maintien en conditions opérationnelles du système d'information et de sa qualité.

Elle pilote la démarche de modernisation de la collectivité.

Elle pilote le projet d'aménagement numérique du territoire (Très Haut Débit – Téléphonie mobile).

Par ailleurs, elle évalue et préconise les investissements en fonction des évolutions souhaitées et s'assure de l'efficacité et de la maîtrise des risques liés au système d'information.

MISSIONS

Mission stratégique à long terme afin d'offrir des solutions informatiques durables permettant d'assurer pérennité des investissements tout en appréhendant les évolutions technologiques.

Mission d'organisation et d'études consistant à concevoir et évaluer des solutions informatiques par la prise en compte des besoins : l'élaboration de cahiers des charges, l'étude de projets de développement, la maintenance , le suivi et l'évolution des logiciels existants.

Mission de coordination en animant des groupes de travail utilisateurs-informaticiens et en participant à des groupes de travail interdépartementaux et club utilisateurs.

Mission de formation de support et d'assistance aux utilisateurs sur les logiciels bureautiques et métiers.

Mission de gestion du parc matériel en assurant l'installation, le suivi et le dépannage de tous les matériels téléphoniques, micro-ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, tablettes, smartphones, alarmes.

Mission de communication avec la gestion des sites Intranet et Extranet, équipements audiovisuels et visioconférence, prêts de matériels (appareils photos, vidéo projecteurs, PC portables).

Mission de veille technologique

Mission de modernisation du fonctionnement de la collectivité (mécanismes de gouvernance du SI, dématérialisation des procédures, Piloter les projets stratégiques d'évolution du SI, Accompagner les services en assistant à maîtrise d'ouvrage dans la conduite des projets).

Mission de production avec l'exploitation, la maintenance des systèmes, la sécurité, l'atelier reprographie et la PAO.

Missions opérationnelles (achats, comptabilité, marchés publics, inventaire ...).

Mission de mutualisation des moyens informatique et téléphonique avec les organismes partenaires.

Construction du réseau public Très Haut Débit, Numérique 66 sur le territoire départemental : THD et téléphonie mobile.

RÉALISATIONS

Service Infrastructures Exploitation Support Maintenance

- ▶ Recrutement d'une Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information
- Soutien opérationnel aux déploiements des applicatifs métiers
- ▶ Nouvelle organisation de la cellule Administration des Systèmes et Réseaux (incidents, exploitation, contrats,...)
- ► Mise en œuvre d'un portefeuille de projets.
- ▶ Démarrage du projet de sécurité du système d'information pour répondre aux enjeux de sécurité des services numériques et de la réglementation.
- ▶ Préparation du projet de déploiement de la nouvelle infrastructure serveur.
- ▶ Intégration d'un cahier des charges cybersécurité en relation avec le Délégué à la Protection des Données (DPO).

- ▶ Préparation de la migration des services de l'annuaire LDAP.
- ▶ Déploiement de poste informatique d'accès au public dans les maisons sociales.
- ► Mise à disposition d'ordinateurs portables aux télétravailleurs.
- ► Travailleurs sociaux : déploiement d'ordinateurs portables et de smartphones
- ► Evolution du parc Informatique : mise à jour des postes en Windows 10
- ► Transfert de la maintenance informatique des collèges : l'équipe d'assistance des collèges a pris en charge dix nouveaux collèges portant à vingt le nombre de collèges maintenus par le Département. Téléphonie sous IP dans les collèges.
- ▶Plan numérique des collèges : suite aux diverses visites de Mme la Présidente dans les collèges durant l'année 2019, il paraissait nécessaire de réfléchir au mode de déploiement des tablettes pour les années à venir. Il n'y a donc pas eu de distribution à la rentrée 2019, mais celle-ci est prévue pour cette année.
- ▶ Déploiement de poste informatique d'accès au public dans les MSP
- ▶ Télétravail : distribution d'ordinateurs portables aux candidates retenus pour le télétravail.

Service modernisation (Mission d'assistance)

Direction PA/PH:

- ► Changement des modalités de paiement de l'aide sociale hébergement
- ► Abandon du mode de paiement par chèques Emploi Universael (CESU)
- ▶ Mise en place d'un portail destiné à gérer les demandes d'informations des études notariales dans le cadre des successions (Extranet des notaires).

Direction Enfance Famille/Protection Maternelle et Infantile :

- ▶ Rédaction du marché pour mise en place d'une solution de gestion de l'activité PMI
- ▶ WEBASE : gestion de l'aide sociale à l'enfance et des aides financières. Lancements d'actions sur la fiabilisation des données.

Direction des Finances :

▶ Projet de dématérialisation des pièces justificatives à transmettre à la paierie. Optimisation des circuits de paiements (interfaces). Les envois depuis l'application WEB@SE ont été mis en place.

DPSBET:

▶ Rédaction d'un marché pour une solution logicielle gérant l'activité de la direction.

Transversal:

- ► WEBCONFERENCE : Etude d'une solution de webconférence puis expérimentation pour généralisation début 2020.
- ▶ Refonte de l'intranet : écriture d'un cahier des charges et le pilotage global d'un projet visant à la refonte de l'intranet de la collectivité.

Service Développement intégration

Direction des Ressources Humaines :

Décisionnel :

Mise en place d'un outil d'aide au pilotage et à la prise de décision

► Gestion des frais de déplacement :





Changement de version de Notilus

► Paye:

Travaux pour la mise en place de la DSN (Déclaration Sociale Nominative).

Direction des Finances :

Compta, budget, gestion financière :

mise en place du service fait via i-Parapheur (DSI), du décisionnel financier, module commandes ; travaux sur la dématérialisation de le chaîne comptable (PES retour, PES marché), pilotage du projet d'envoi des pièces jointes au format électronique pour les paiements.

Solidarités:

- ▶ Portail des Notaires : Expérimentation d'un extranet destiné à gérer les demandes d'informations des études notariales dans le cadre des successions.
- ► Travaux et modifications des domaines et applications concernés pour le Plan Pauvreté
- ► MDPH: travaux conjoints avec les départements 64 et 23 pour le développement de la nouvelle application MDPH Application labelliser par la CNSA en décembre 2019
- ▶ PAPH : Arrêt des Cesus pour l' APA (PCH en 2020), gestion de l'aide sociale, modification des règles de paiements ASH, alimentation de la plate-forme ASAPRO (échange d'information électroniques avec les SAAD : Services d'aide à Domicile)
- ▶ WebrSa : Mise en place des SMS, pour un meilleur taux de présence aux rendez-vous.

Transversal:

- Lancement de plusieurs marchés : Gestion de la PMI, Direction prévention santé et bien-être au travail, coffre fort électronique, gestion des satellites, conception routière,
- ►SIG : Contribution et adhésion à la charte SitMun regroupant l'ensemble des provinces de Catalogne
- ► Territoire et mobilité : Tableau de bord appui technique, représentation cartographique prévue pour 2020
- ▶ Dématérialisation des courriers : Kolok, changement de version (extension prévue vers d'autres direction en 2020).

Service Imprimerie PA0

- Service PA0 : 743 demandes de PA0 en 2019 (- 4 %)
- ► Service Imprimerie : 2749 demandes d'impressions (+ 6 %), 117 demandes de papiers en tête (- 9 %), 20 demandes de gravure CD et DVD (- 16 %), 19 demandes de numérisations (- 5 %), et 31 marchés passés en 2019 (- 41 %).

PERSPECTIVES

Service Infrastructures Exploitation Support Maintenance

- ► Terminer la mise à jour des postes en Windows 10
- ► Mise en place d'un logiciel de gestion de parc informatique et de Helpdesk
- ► Optimisation de l'architecture réseau
- ► Mise en place d'ordinateurs pour le public pour accéder aux sites de santé, avec l'aide de services civiques (Accompagnement social et insertion)
- ▶ Prise en charge des dix derniers collèges dans le cadre du transfert de la maintenance informatique des collèges à la rentrée de septembre 2020, avec l'embauche de deux techniciens (Enjeu 2-15 : Imposer l'embauche de personnes en situation d'insertion)
- ▶ Plan numérique des collèges : continuer le déploiement des tablettes (Enjeu 2-11 : Donner les mêmes chances de réussite à tous)
- ▶ Poursuite du changement de système téléphonique par la VOIP dans les collèges

- ▶ Projet de sécurité des systèmes d'information (Stratégie de sécurité du SI) : renforcer la sécurité de son système d'information et intégrer la gestion du risque face aux menaces
- ▶ Déploiement d'une nouvelle infrastructure pour assurer la disponibilité du SI
- ► Mise en conformité de notre annuaire (AD) pour améliorer la qualité de service IT
- ► Évolution des éléments de sécurité réseaux, de la messagerie et de la téléphonie
- Cartographie des serveurs et Supervision de l'infrastructure
- Projet d'organisation dans l'esprit des bonnes pratiques ITIL
- ► Mise en œuvre d'une politique de sauvegarde et d'une politique antivirale
- Sécurisation des accès extérieurs
- Marchés publics sur les éléments réseaux, les pare-feux et les serveurs.

Service modernisation (Mission d'assistance) :

Continuité et aboutissement des projets 2019 encore en cours.

Solidarités:

- ▶ Vue globale : mise en place d'un logiciel fournissant une vue globale de la situation d'un usager au sein de l'ensemble des applications du Système d'Information de la DGA.
- Extranet notaire : Généralisation à l'ensemble des études du Département.

Transversal

► Webconférence : Généralisation, communication et formations pour étendre l'usage du système

Service Développement intégration

Direction des Ressources Humaines :

▶ Gestion du temps de travail(GTT) migration vers nouvelle version Chronogestor vers chronotime.

Solidarité:

► MDPH : Mise en place du palier II

Transversal:

- ► Mise en œuvre des applications suite au lancement des marchés (Gestion de la PMI, Direction prévention santé et bien-être au travail, coffre fort électronique, gestion des satellites, conception routière)
- ▶ Dématérialisation des courriers :Extension de l'utilisation de Kolok à l'ensemble des services du Département.
- Lancement du Système archivage électronique
- ▶ Dématérialisation de la chaîne comptable (PES Marché, PES retour, signature électronique, filiber)
- ► Mise en conformité des applications RGPD
- ► Reprise et adaptation de Sabona (Gestion DSI)

Service Imprimerie PAO:

Acquisition en 2019, d'une raineuse/plieuse et d'une thermorelieuse dos carré collé qui bénéficie de nombreux avantages : peu coûteuse et facile d'utilisation, elle offre une finition parfaite à nos documents au moyen de couvertures de reliure rigides ou souples.

Polyvalente, elle peut également permettre la réalisation de blocs de feuilles détachables.







CHIFFRES CLEFS/INDICATEURS

Service Infrastructures Exploitation Support Maintenance

- ► Maintenance des matériels informatiques et téléphoniques : 3800 demandes d'assistance, autant qu'en 2018
- ▶ La cellule d'assistance aux utilisateurs (AlloDsi) : augmentation de 10 % des demandes résolues par l'équipe.
- ▶70 formations proposées aux utilisateurs soit 256 personnes formées.
- ► Méthodes de travail basées sur l'agilité et le Kanban. Bonnes pratiques ITIL. Méthode d'analyse SWOT
- ≥ 2060 tickets sur la plateforme allo DSI
- ≥20 projets en cours
- + de 300 Serveurs
- ▶725 éléments du réseau
- + de 50 sites distants

Service Développement intégration

126 Applications dont:

Dev interne	53
Dev externe	2
Non applicable	15
A déterminer	4
Progiciel	52

Projets par DGA:

DGS	
Cabinet – com	
Toutes	10
DGA Ressources	27
DGA Citoyenneté	14
DGA Solidarités	31
DGA Territoires et Mobilités	13
DGA Ressources et DGA Citoyenneté	
DGA Ressources et DGA Solidarités	
DGA Ressources et DGA Territoires et Mobilités et DGA Citoyenneté	

Service Imprimerie PA0

Nombre de pages imprimées par Presses numériques Xerox versant 80 Sud

654 134 noir et blanc - 1 600 846 couleur

Xerox versant 80 Nord

508 129 noir et blanc - 1 527 113 couleur

Malgré la hausse de demande d'impressions, le nombre de pages imprimées a diminué de 7 %

Zoom:

- Engagement 11 : Donner les mêmes chances de réussite à tous grâce à nos investissements dans les collèges (80 millions d'euros sur 5 ans).
- Plan numérique dans les collèges (tablettes et équipements numériques)
- Mise en œuvre d'un espace numérique de travail et des services associés dans les établissements scolaires du second degré du territoire régional de l'Occitanie
- ▶ Raccordement des collèges au réseau régional et sur le réseau public du Département, Numérique 66.
- ▶ Engagement 13 : Prévoir sur 5 ans la création de 15 Tiers-lieux, espace d'accueil des usagers dans leurs démarches administratives, espace de Coworking, FabLab...

Engagement 14 : Faire des PO un département connecté :

- ▶ Former et engager 50 jeunes et personnes en recherche d'emploi (en contrats aidés) pour accompagner les habitants aux usages du numérique au sein des tiers-lieux ;
- ► Mettre en place des « bus du numérique » sur le territoire ;
- Financer des équipements numériques pour l'accès aux services publics, notamment dans le domaine de la santé

Direction de l'évaluation, du conseil en organisation et du contrôle de gestion

La Direction de l'Evaluation, du Conseil en Organisation et du Contrôle de Gestion est de création récente (passage en Comité Technique le 28 novembre 2018) et connaît donc une montée en charge progressive sur l'année 2019 et sur le début d'année 2020.

Son fonctionnement a fait l'objet d'une présentation en réunion des directeurs le mercredi 5 février 2020.

MISSIONS

La Direction a vocation à intervenir sur les sujets d'organisation internes à la collectivité, dans trois domaines en particulier :

- L'évaluation des politiques publiques ;
- Le conseil en organisation ;
- Le contrôle de gestion.

Par nature, elle intervient nécessairement de façon partenariale avec les autres Directions.

Elle peut être :

- ► Missionnée par la Direction Générale des Services pour intervenir dans un domaine en particulier ;
- ► Saisie par les Directions, ce qui donne lieu à la formalisation d'un contrat d'intervention.

RÉALISATIONS

Entre autres :

1/ Lancement du suivi évaluatif du nouveau plan d'investissement (NPI) :

Le NPI (Nouveau Plan d'Investissement) global à la collectivité regroupe l'ensemble des dépenses d'investissement de la collectivité sur la période 2019-2023 et constitue donc notre feuille de route commune. Concrètement :

- ▶ 4 enjeux déclinés en
- ▶ 15 objectifs déclinés en
- ▶ 30 engagements déclinés en

Plus d'une centaine d'opérations, correspondant chacune à une fiche action.

Durant le second semestre de l'année 2019, les Directions porteuses d'opérations d'investissement ont donc été sollicitées pour :

- ► Compléter les fiches actions par opération ;
- Construire de manière partenariale des indicateurs de suivi.

2/ Mise en place de la démarche de GPEEC, en partenariat avec la Direction des Ressources Humaines :

Avec pour commande de « concentrer la réflexion de la Direction Générale sur les emplois permanents et les enjeux structurels que sont l'adaptation des ressources aux besoins en tenant compte des prochains départs à la retraite », le lancement de la démarche de GPEEC se veut stratégique pour la collectivité avec l'adoption d'un raisonnement transversal, collégial et partagé.

En réunissant tous les acteurs autour des enjeux à l'échelle d'un métier de la collectivité, elle doit faciliter l'anticipation des besoins futurs et permettre d'y répondre de la manière la plus adaptée.





Cette démarche constitue un outil d'aide à la décision en matière de ressources humaines.

Ainsi, durant l'année 2019 :

- ▶ La Direction Générale a arbitré sur les cadres emplois à étudier en priorité à partir des projections de départs en retraite au cours des trois prochaines années ;
- ▶ La composition des métiers de ces cadres d'emploi a été affinée grâce à des ateliers avec les référents RH de chaque DGA ;
- ► A partir des données produites suite aux ateliers, la Direction Générale a choisi les six métiers concernés par les projets GPEEC au cours du premier semestre 2020.

3/ Appui à la démarche participative dans le cadre des projets d'établissement et de reconfiguration de l'IDEA :

La Direction a été sollicitée pour construire avec la Direction de l'IDEA une démarche participative d'ampleur, afin de participer à la rédaction du nouveau projet d'établissement et de nourrir la démarche de reconfiguration du site du Moulin à Vent. Quelques chiffres :

- ► Trois thématiques à aborder en trois phases de janvier à juin 2020 ;
- ▶ Plus d'un tiers des professionnels de l'institut se sont portés volontaires pour la première phase de groupes de travail ;
- ▶16 groupes de travail, plus de 30 réunions, et 15 cadres coordinateurs entre février et mars 2020.

PERSPECTIVES

Nos principales ambitions pour l'année 2020 :

- ► Engager une collecte de données dans le cadre du suivi évaluatif du plan d'investissement afin de pouvoir rédiger un premier bilan semestriel portant sur le second semestre 2019 ;
- ► Mener deux vagues de projets métiers dans le cadre de la GPEEC (une par semestre) ;
- Développer l'activité de contrôle de gestion.
- ► Chiffres clefs/Indicateurs :
- ▶ Direction composée de 5 agents à terme dont :
- ► Deux contrôleurs de gestion ;
- ▶ Une chargée d'évaluation et de pilotage des politiques publiques ;
- ► Une conseillère en organisation.

Zoom:

Dans le cadre de la démarche participative lancée par la Direction de l'IDEA, les 15 pilotes des groupes de travail ont été dotés des outils pour pouvoir animer de manière autonome l'ensemble des groupes de travail. Concrètement :

- Les pilotes ont choisi les thématiques des groupes qu'ils souhaitaient animer ;
- Ils sont accompagnés de copilotes chargés de la prise de note et du respect du temps imparti ;
- Des outils d'animation ont été élaborés afin de faciliter le recueil de la parole des agents ainsi qu'un déroulé type de séance;
- Ces outils ont été présentés lors d'une réunion de présentation à l'ensemble des cadres, avec une large place laissée à l'échange.

Service Animations et Festivités

Le Service Animations et Festivités (SAF) intervient sur le plan logistique, technique dans la plupart des manifestations organisées par les différentes Directions administratives du Département des Pyrénées-Orientales et le Cabinet de la Présidence. Aussi bien dans les communes du département que sur les sites gérés par la collectivité : Hôtel du Département, Palais des Rois de Majorque, Château Royal de Collioure, Maison de la Catalanité, Prieuré de Serrabona, site de Paulilles, Maison des Sports, Maisons sociales, Archives Départementales, Médiathèque, Port-Vendres et les salles Canigou du site Bourquin.

Une équipe du service est dédiée à la restauration et intervient au sein de différentes salles de l'institution ou en dehors dans le cadre de l'organisation de buffets dînatoires, vins d'honneur, accueils café, collations, vernissages etc.

MISSIONS

Equipes techniques:

- ▶ Installations, suivi technique et logistique des divers événements organisés par les différentes Directions du Département, le cabinet de la Présidence et leurs partenaires (colloques ; vernissages ; conférences ; ateliers ; repas ; etc.) ;
- ▶ Réalisation de films informatifs à destination des agents; montage de films liés à un thème comme par exemple pour la semaine des Droits des Femmes ; montages vidéos ; films de promotion en lien avec les missions du Département à destination des agents et / ou des habitants du département ; réalisation d'une vidéothèque de la vie culturelle et politique menée par le Département ;
- ▶ Prêt de matériel aux associations, aux communes et ou partenaires du Département ;
- ► Gestion du calendrier de mise à disposition de sites du Département pour l'organisation de concerts, colloques, conférences-débats, journées d'étude, formations...;
- ► Montage des expositions en lien avec la Direction de la Culture.

RÉALISATIONS

- ▶ 421 manifestations dont 10 dans le cadre du Festival Eté 66, les autres réparties comme suit : 81 à l'Hôtel du Département, 76 au Palais des Rois de Majorque, 13 au Château Royal de Collioure, 73 à la Maison de la Catalanité, 3 au Prieuré de Serrabona, 2 sur le site de Paulilles, 1 à la Maison des Sports, 85 en salles Canigou et Président et 85 sur les différentes communes du Département, notamment dans le cadre de « Imagine les PO ».
- ▶71 prêts de matériel (écran, vidéo-projecteurs, sono, chaises, tables, grilles, tribunes, scènes, tentes, arche gonflable, drapeaux, portes drapeaux) aux directions, partenaires de l'institution, aux communes et à des associations du Département ;
- ► Achat d'un grill scénique ;
- ► Achat d'un complément d'espace scénique podium ;
- ► Complément du système son :
- ► Amélioration de la qualité scénographique par le biais de l'achat d'un jeu d'orgues nouvelle génération pour éclairage ;
- ▶ Vérification des infrastructures logistiques : Tribunes, échafaudages, appareils de levage ;
- ▶ Collaboration avec le pôle Sécurité Incendie lors d'événements programmés par la collectivité ;
- ▶ Suivi du Plan de Maîtrise Sanitaire de la cuisine de l'Hôtel du Département.





Le personnel :

- ► Formation continue des agents en contrat emploi avenir au sein du pôle mais aussi avec des organismes formateurs extérieurs ;
- ▶ Recrutement de 2 emplois PEC à compter du 1er décembre, au vu de la fin des CAE ;
- Mise à jour de diverses formations de tous les agents techniques (certificat d'aptitude à l a conduite en sécurité, nécessaire pour la conduite d'engins de chantiers, travaux en hauteur, habilitations électriques, montage de structures et échafaudages);
- ▶ Formation continue de l'équipe de restauration en lien avec les obligations liées au Plan de Maîtrise Sanitaire.

Les marchés : renouvellement annuel :

- ► Acquisition de vins ;
- ► Vinaigre de table, huile d'olive ;
- ► Boissons non alcoolisées ;
- ► Marché acquisition de denrées alimentaires ;
- Consommables de service et petits équipements ;
- ► Produits d'entretien spécifiques cuisine.
- Marchés reconductibles en cours :
- Acquisition de matériel son et lumière ;
- Location de chapiteaux et équipements annexes pour les animations.

PERSPECTIVES

- ► Continuité d'investissement logistique et technique pour optimiser les différents événementiels ;
- ► Achat d'un système son longue portée ;
- Achat d'un complément d'éclairage scénique.
- ► Formation des agents techniques en fonction de leurs missions et des obligations en matière d'hygiène et de sécurité.
- ► Formation de l'équipe restauration :
- ► Nouvelle loi Egalim;
- ► Equilibre diététique et nutritionnel ;
- ► Tendances alimentaires à 2025 ;
- ▶ Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire 2017-2020.

Zoom:

- ▶421 manifestations réparties sur les sites du Département et extérieurs :
- ▶71 prêts de matériels

La Direction Générale Adjointe des Solidarités

Le Département consacre près de 64 % de son budget aux politiques de solidarité. Il a mis en place une administration de proximité pour répondre à la demande sociale. Les compétences confiées par le législateur ces quinze dernières années témoignent de cette constante réactivité aux besoins de nos concitoyens.

Placées, depuis la loi NOTRe, au cœur de nos compétences légales, nos politiques de solidarité doivent cependant sans cesse s'ajuster à la crise sociale, bien sûr, mais aussi à la contraction des interventions et des financements publics. Plus que jamais, la responsabilité sociale du Département doit s'articuler autour de ce rôle de facilitateur et d'ensemblier des nombreux acteurs (État, caisses, collectivités locales, associations...) et des différents niveaux d'intervention qui se chevauchent dans le champ social.

Toujours soucieux d'être au plus près des habitants, le Département s'est attaché à poursuivre, via la DGAS, et sur l'ensemble du territoire, la prévention des ruptures, l'aide et l'accompagnement des plus précaires.

Pour mener à bien toutes ces missions, la DGAS bénéficie, au niveau des moyens humains, d'un effectif de 1397 agents (près de 50 % du personnel du Département) dont :

- ▶ 728 agents Conseil Départemental (soit 676,3 ETP) : 229 directions politiques publiques et services transversaux ; et 499 sur les territoires répartis ainsi : 59 agents sur l'Agly / 230 agents sur le territoire de Perpignan / 109 agents sur le Tech / 98 agents sur la Têt / et 3 agents multi-sites ;
- ▶ 351 agents IDEA (fonction publique hospitalière), soit 342,50 ETP;
- ▶ 55 agents MDPH (soit 52,7 ETP);
- 263 Assistants familiaux.



DGA: Bernard LE FLOC'H



1 397 AGENTS

La DGAS est constituée de :

- ▶ 4 Directions :
 - Insertion et Accès aux Droits
 - Enfance-Famille
 - Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence
 - Personnes Âgées-Personnes Handicapées
- ► 4 Territoires comprenant 8 Maisons Sociales de Proximité :
 - Agly
 - Perpignan
 - Tech
 - Têt
- ▶ 3 Entités transversales :
 - Service Administration et Finances
 - Service Ressources Humaines et Logistique
- Mission Innovations Sociales.





Direction Insertion et Accès aux Droits (DIAD)

La Direction est garante des dispositifs liés à l'accompagnement des personnes en danger de pauvreté et d'exclusion sociale et de leur synergie. Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques publiques, et de la réglementation relative à l'action sociale généraliste, à la reprise d'autonomie (socialisation, accès aux soins, prévention et dépistage), au parcours résidentiel (accès et maintien dans un logement), à la production et la réhabilitation de logements sociaux, à la lutte contre l'habitat indigne, à l'attribution du juste droit rSa, à l'orientation des publics et à l'efficience du parcours d'insertion, à l'accompagnement vers et dans l'emploi. Elle collabore également à l'élaboration et à l'animation des documents programmatiques (Schéma des Solidarités, Programme Départemental d'Insertion « PDI », Pacte Territorial pour l'Insertion « PTI », Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées « PDALHPD », Plan Climat).

MISSIONS

La Direction s'articule autour de 5 services et d'une mission.

La mission Développement Local est chargée de coordonner le développement stratégique des politiques de la direction, notamment par le pilotage des documents programmatiques, et d'impulser les actions innovantes et transversales qui en découlent ; de piloter les projets découlant de la concertation « Imagine les P.-O. » sur les thématiques de la direction ; de contribuer à l'élaboration de la politique départementale d'action sociale généraliste. Elle agit en transversalité avec les MSP et les autres directions et assure le lien avec les services sociaux et les institutions œuvrant dans le champ de la prévention primaire et de l'inclusion sociale.

Le service Accès aux Droits rSa est chargé de traiter les demandes de rSa relatives aux situations non déléguées aux organismes payeurs, et de la révision des droits ; de prévenir, caractériser et sanctionner la fraude aux prestations gérées par la direction ; de faciliter le droit aux recours à travers les recours gracieux et le contentieux administratif. De plus, le service garantit la sécurisation juridique des actions et participe à la rédaction des règlements de la direction pour assurer la conformité avec les textes en vigueur.

Le service Logement et Habitat favorise l'accès et le maintien dans le logement par la gestion des aides attribuées dans le cadre du Fonds de Solidarité Logement « FSL », et par la représentation du Département au sein de différents dispositifs (SIAO, réservation préfectorale, commission DALO, Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives). Le service suit et anime des documents programmatiques (le PDALHPD ; le Plan Départemental de l'Habitat, le Schéma Départemental d'Accueil et d'Habitat des Gens du Voyage « SDAHGV »).

Le service Insertion et Inclusion Sociale garantit l'orientation, l'accompagnement des publics bénéficiaires de rSa ainsi que la cohérence et l'efficience des parcours d'insertion. Il assure le développement et le suivi d'outils pour lever les freins aux parcours et faciliter l'employabilité des publics : accompagnements vers le soin (Cellule Départementale Prévention Insertion), l'autonomie ou l'inclusion sociale. Le service garantit un traitement global de la situation des jeunes dans leur parcours, ainsi que l'accompagnement des exploitants agricoles.

Le service Retour à l'Emploi est garant des actions en faveur de l'insertion par l'économie et de la promotion des contrats aidés, mais également du développement des outils pour lever les freins aux parcours, et de l'insertion professionnelle par la remobilisation et les compétences. Il impulse des dispositifs innovants favorisant l'emploi et l'insertion. Il participe également à la mise en œuvre des documents programmatiques.

Le service Ressources et Pilotage intervient en transversalité au sein de la direction. Il assure la mutualisation, la gestion des ressources humaines et logistiques, il garantit la planification financière (budget, suivi des marchés et des subventions). Il met en œuvre la relation à l'usager à travers l'accueil physique et téléphonique. Il assure également la dématérialisation du traitement des demandes, et la modernisation des politiques portées par la direction via le développement des systèmes d'information.

RÉALISATIONS

Mission Développement Local

Unité action sociale (UAS)

- ► Coordination de l'offre de service de la direction pour les nouveaux arrivants, les professionnels ayant changé de fonction, et les stagiaires travailleurs sociaux ;
- Coordination des réunions Responsables d'Equipes Sociale et Médico-Sociale ;
- ► Participation au groupe de travail sur l'amélioration de la relation à l'usager ;
- ▶ Suivi des associations relevant de l'unité, rencontres avec les partenaires institutionnels et associatifs relevant de l'action sociale et de la précarité ;
- ▶ Lancement du Conseil Départemental de l'Inclusion Sociale (CDIS) et animation des groupes de travail.

Coordination des schémas

- Finalisation de l'évaluation de la politique publique d'insertion ;
- ▶ Poursuite du suivi évaluatif du PTI (88 % des actions en cours ou terminées) ;
- ▶ Réflexion sur l'évolution du site « objectif-insertion66 » vers un « Portail des Solidarités » ;
- ► Finalisation et validation du Plan Départemental de l'Habitat 2019-2024.

Service Accès aux Droits rSa

Outre le traitement des dossiers individuels (12 000 décisions en 2019) ;

► Création de la bibliothèque des décisions d'opportunité avec la CAF afin d'harmoniser la rédaction des décisions pour faciliter leur compréhension et leur application ;

Réalisation de fiches techniques pour uniformiser et harmoniser les pratiques dans un souci d'équité de traitement des usagers ;

- ► Simplification des courriers afin de faciliter leur compréhension par les allocataires ;
- Réalisation de cibles : capitaux placés, actualisation des situations.

Service Logement et Habitat

- ▶ Modernisation du traitement des demandes du Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) ;
- ► Gestion des dossiers individuels de relogement des publics prioritaires ;
- Finalisation de la charte des expulsions ;
- Finalisation du règlement Départemental de l'Aide à la Pierre ;
- ► Animation du comité technique de l'accompagnement social lié au logement ;
- ► Animation de groupes de travail sur les écrits professionnels ;
- ► Suivi technique des associations œuvrant dans la politique du logement ;
- ► Participation à la lutte contre l'habitat indigne ;
- ► Animation et suivi du Programme d'Intérêt Général « Mieux se loger 66 » et des OPAH ;
- Animation de fiches actions du PDALHPD.

Service Insertion et Inclusion Sociale

- ► Mise en œuvre de la convention liée à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
- ► Suivi et évaluation de la convention d'Appui aux Politiques d'Insertion ;
- Finalisation de l'audit d'évaluation des politiques d'insertion ;
- ▶ Simplification des parcours d'insertion des jeunes bénéficiaires de rSa en lien avec la MLJ :
- ► Mise en place d'une action de sensibilisation avec le CEGIDD pour les jeunes suivis par la MLJ;
- ▶ Renforcement du dispositif d'accompagnement global avec Pôle Emploi ;
- ▶ Mise en place d'une nouvelle modalité d'accompagnement avec 4 CHRS ;
- ► Réalisation de 2 638 entretiens médico-psychologiques par la CDPI ;
- ► Accompagnement adapté pour les exploitants agricoles bénéficiaires du rSa (196 foyers).





Service Retour à l'Emploi

- ► Pilotage et suivi du PTI et du PDI ;
- Finalisation de l'étude sur l'évaluation de la politique d'insertion ;
- ► Suivi des SIAE et des projets en émergence (création d'une Entreprise d'Insertion en 2019) ;
- ▶ Poursuite de la montée en charge de la clause d'insertion dans les marchés publics, en lien avec les Communes, les EPCI, la Région et l'État (engagement n°15 PPI) ;
- ▶ Pilotage du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise pour les bénéficiaires du rSa;
- ► Finalisation de la « charte départementale de la mobilité solidaire », avec les acteurs locaux ;
- ▶ Lancement et pilotage de la 7e « plate-forme emploi BTP » ; lancement et pilotage de la 5e promotion action de découverte des métiers par les jeunes « une filière, des métiers : initiation aux métiers de l'alimentation », en lien notamment avec l'IRFMA ;
- ► Lancement de projets visant au rapprochement du monde de l'économie et de celui de l'insertion (parrainages, événements, idée d'un appel à projets...);
- ▶ Déploiement de la plateforme affinitaire « objectif emploi66.fr » ;
- ▶ Pilotage et suivi des Etudes d'évaluations des dispositifs CUI (contrat unique d'insertion) et ADRE (Aide départementale de retour à l'emploi) ;
- ▶ Large prospection auprès du tissu économique local pour dynamiser la prescription des CIE (contrats initiative emploi) et des PEC (Parcours Emploi Compétences) ;
- ▶ Développement du réseau des employeurs de l'aide à domicile et des EHPAD :
- ► Suivi des prescriptions des CDDI dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion.

Service Ressources et Pilotage

- ▶ Réflexion et création de l'organigramme d'une nouvelle direction : la DIAD ;
- ▶ Poursuite de l'amélioration des conditions d'accueil des personnes ;
- ▶ Réalisation de sessions collectives de supervision pour l'équipe d'accueil ;
- Lancement d'un projet d'éducation à la vie affective et sexuelle en collège ;
- ▶ Participation à l'évaluation des politiques d'insertion et à la mise en œuvre du Plan Pauvreté ;
- ▶ Gestion des subventions et des marchés publics en transversalité avec les services de la direction ;
- ▶ Poursuite des développements des logiciels WebrSa et WebHabitat ;
- ► Suivi du chantier d'installation de la climatisation au Dispensaire.

PERSPECTIVES

Mission développement Local

Unité action sociale (UAS)

- ▶ Garantir et définir la politique d'action sociale généraliste, soutenir sa mise en œuvre sur les territoires ;
- ▶ Développer et porter les notions de travail social et d'accompagnement social en interne ;

Maintenir un partenariat institutionnel et associatif, notamment la coordination avec les services sociaux ou associations intervenant dans le domaine du travail social, mais également avec les associations caritatives :

- ► Contribuer à la réécriture du PTI et du PDI ;
- ▶ Piloter et animer le CDIS, poursuivre les travaux sur l'accueil social inconditionnel (charte, expérimentation,...), le répertoire des ressources et la cartographie des espaces numériques.

Coordination des schémas

- ► Contribuer à la réflexion visant à repenser la place du Département dans l'éco-système local de l'action sociale, de l'insertion et du logement (futur service public de l'insertion, CDIS) ;
- ► Coordonner et impulser les évolutions et évaluations des documents programmatiques :
- Contribuer aux travaux du CDIS, notamment la construction du Portail des Solidarités ;
- ▶ Piloter les projets issus de la concertation « Imagine les P.-O. » sur les thématiques sociales ;
- ▶ Piloter en lien étroit avec l'ensemble des services, les actions innovantes ou transversales ainsi que les projets stratégiques transversaux confiés à la direction.

Service Accès aux Droits

- ► Actualisation du règlement départemental rSa et finalisation des fiches techniques ;
- ▶ Poursuite de la simplification des courriers adressés aux bénéficiaires du rSa ;

- ▶ Poursuite des cibles de contrôle : vérifier l'exactitude des informations déclarées, garantir le juste droit, alerter l'allocataire sur un droit potentiel non activé ;
- Finalisation d'un Flyer sur le droit au recours : travail engagé en 2019 ;
- ▶ Création de courriers-types pour aider à la rédaction de recours ou demandes de remise gracieuse ;
- ► Réflexion sur le développement du recours à la médiation.

Service Logement et Habitat

- ► Contribution aux travaux de révision de la charte de prévention des expulsions locatives :
- ► Révision du règlement intérieur du FSL ;
- ► Mise en œuvre du PIG 2 « Mieux se loger en 66 » ;
- ► Animation du groupe ASLL et organisation de rencontres professionnelles ;
- Évaluation des dispositifs de relogement ;
- ▶ Dématérialisation des dossiers individuels en lien avec le service Ressources et Pilotage.

Service Insertion et inclusion sociale

- ► Mise en œuvre de la stratégie pauvreté dans son volet insertion et mise en œuvre des préconisations suite à l'évaluation de la politique d'insertion (orientation et accompagnement) ;
- Lancement de la garantie d'activité et de l'action « bénévolat » ;
- ▶ Simplification des parcours afin de favoriser les entrées en accompagnement global ;
- ▶ Travail en transversalité au travers d'actions spécifiques logement, santé, culture, en partenariat avec les associations pour favoriser l'insertion des publics ;
- ▶ Poursuite du travail de repérage du public Garantie Jeunes (informations collectives) ;
- Construction des modalités de gestion du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- ▶ Gestion de l'allocation : construction schématique des instructions, finalisation de la bibliothèque des décisions d'opportunité ;
- ▶ Développement d'un projet d'action collective Sport et Santé en concertation avec la DDCS ;
- Evolution de l'organisation du secrétariat de la CDPI ;
- ▶ Poursuite des liens transversaux avec la MDPH, la Mission Développement Durable, développement du partenariat (avec le Centre d'Examens de Santé, l'ARS, Cohérence Réseau) ;
- Analyse des parcours d'insertion des publics suivis par la CDPI afin d'estimer leur évolution ;
- Apporter un regard particulier aux exploitants agricoles.

Service Retour à l'Emploi

- ► Lancement officiel de la plateforme affinitaire « objectif emploi66.fr » ;
- ▶ Optimisation du retour à l'emploi des bénéficiaires du rSa en structurant l'offre de service autour du nouvel outil « objectif emploi 66.fr » et en coordonnant les différents dispositifs ;
- ▶ Permettre une approche de parcours global (progressivité) ;
- ▶ Renforcement de la collaboration avec le secteur privé en mobilisant les entreprises et acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle (économie solidaire, RSE).

Service Ressources et Pilotage

- ► Amélioration de la relation à l'usager (finalisation d'un référentiel de l'accueil, la mise en œuvre d'un courriel unique à destination du public et utilisation d'un questionnaire de satisfaction) ;
- ▶ Poursuite des développements de WebrSa en lien avec le Plan Pauvreté, réflexion sur le déploiement d'une surcouche logicielle pour optimiser le parcours des bénéficiaires du rSa et création d'un info-centre ;
- ► Stabilisation de WebHabitat pour un déploiement sur les territoires ;
- ▶ Déclinaison opérationnelle de la nouvelle direction à travers un déménagement, la mutualisation des pratiques GTT et des ressources, l'harmonisation des modalités de paiement en lien avec le SAFI de la DGA des Solidarités, mais également les modalités de cofinancement FSE ;
- ► Anticipation de la mise en œuvre des aides d'Etat sur les subventions octroyées dans le cadre des politiques portées par la direction.

00 00 00 0 0 0 00 00 00



Zoom – Actions phares – Grands chiffres

- Description 21 357 foyers de bénéficiaires du rSa / 135 540 000 € d'allocation rSa ;
- ▶22 000 décisions prises / 1 231 recours gracieux / 75 contentieux traités / 87 plaintes déposées ;
- ▶19 000 accueils réalisés / 3 500 entretiens médico-sociaux ;
- ▶6 400 000 € de cofinancement pour la construction de 970 logements et la réhabilitation de 470 logements.

Direction Enfance-Famille

La Direction Enfance-Famille pilote la politique publique de protection de l'enfance, incluant la prévention, et assure l'égalité de traitement sur les territoires de notre département. À ce titre, elle est chargée des missions de Protection Maternelle et Infantile (PMI), d'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et d'accueil familial. Elle est organisée en cinq services qui structurent ses interventions.

Elle gère également l'Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance, instance partenariale.

MISSIONS

<u>La Protection Maternelle et Infantile</u>: actions de promotion de la santé et de prévention en faveur des femmes et enfants de moins de six ans ;

<u>La Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales :</u> repérage et traitement des situations de danger ou de risque de danger pour l'enfant et pour les personnes victimes de violences conjugales ;

L'Aide Sociale à l'Enfance : mise en œuvre des mesures administratives et judiciaires nécessaires à la protection de l'enfant ;

Le service accueil familial : intégralité de la fonction ressources humaines, y compris la formation et la gestion de l'offre d'accueil, des assistants familiaux du département ;

<u>L'administration générale</u>: rôle administratif, financier et logistique transversal ; pilotage du logiciel WebAse sous l'égide de l'ASE.

RÉALISATIONS

- ▶ Réponse à plusieurs enquêtes nationales : IGAS/IGJ, enquêtes parlementaires, ainsi qu'à un audit organique de la Chambre Régionale des Comptes ;
- ▶ Organisation de la formation « Evaluation Participative en Protection de l'Enfance » avec le CREAI. Les cadres de la direction ont été formés et ont transmis les connaissances et la méthodologie acquises aux professionnels de terrain ;
- ▶ Dans le cadre du Plan pauvreté : lutte contre les sorties sèches de l'ASE à 18 ans, maraudes mixtes :
- ▶ Réflexion pour le Plan Enfance avec adaptation de l'offre de service en protection de l'Enfance.

Protection Maternelle et Infantile

- ▶ Réorganisation du Service PMI suite aux départs en retraite du médecin coordonnateur et de la responsable de l'unité accueil jeunes enfants ;
- ▶ Organisation d'un ciné-débat sur la dépression post-natale en octobre 2019 ;
- ▶ Participation à la transmission de la formation Évaluation participative en Protection de l'Enfance.

Cellule Unique Enfance en Danger et Violences conjugales

- ► Travail sur l'actualisation du référentiel de traitement des informations préoccupantes, et sur l'adaptation de WebAse;
- ▶ Information / formation de professionnels sur la Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales ;
- ▶ Sensibilisation des professionnels de la DGAS aux violences conjugales avec la Mission Égalité, et bilan avec proposition d'un plan d'action ;
- ▶ Participation à la formation pluri-institutionnelle de l'ODPE.

Aide Sociale à l'Enfance

- ► Inspection puis fermeture d'un Lieu de vie ;
- ▶ Formalisation du travail sur la répartition des fonctions entre Educateurs ASE et Educateurs Etablissements ;
- ▶ Installations de places en établissements et services dans le cadre du Plan Enfance : 50 places d'AEMO (actions éducatives en milieu ouvert), 10 places d'accueil séquentiel, 6 places d'accueil classiques, 4 places AFD (accompagnement familial à domicile) ;
- ▶ Rédaction des cahiers des charges pour le lancement d'appels à projets découlant du Plan Enfance (41 places d'AFD; 10 places en MECS pour l'accueil de fratries, 1 service de visites en présence d'un tiers pour l'accueil de 20 familles; 50 mesures d'AEMO avec la PJJ);
- ▶ Élaboration d'un cahier des charges pour la réalisation d'une étude des besoins des enfants protégés ;
- ► Poursuite du soutien aux RESMS ;
- ▶ ODPE : poursuite de l'accompagnement du Comité des Jeunes. Le Comité a été invité par le Défenseur des Droits aux 30 ans de la Convention des Droits de l'Enfant, et le Département a reçu un trophée national de l'Innovation en participation pour ce Comité. Organisation de la 3ème session de formation pluri-institutionnelle en protection de l'enfance.

Accueil familial

- ► Présentation du guide interne de l'Accueil Familial ;
- ► Poursuite du travail avec Pôle Emploi ;
- ► Mise en place du prélèvement à la source ;
- Formation et accompagnement des assistants familiaux.

Administration générale

- ▶ Suivi du logiciel WebAse avec les formations, réunions et procédures afférentes ;
- Organisation des achats en investissement et fonctionnement ;
- ▶ Réécriture de procédures en lien avec l'activité des territoires ;
- Création d'une régie pour le paiement des transports des enfants confiés.

PERSPECTIVES

- ▶ Poursuite des actions dans le cadre du Plan Pauvreté ;
- ► Consolidation des acquis de la formation « Évaluation Participative en Protection de l'Enfance » ;
- ▶ Poursuite de l'accompagnement à l'adaptation des pratiques professionnelles, notamment en prenant en compte la participation des jeunes et des familles.

Protection Maternelle et Infantile

- ► Restructuration du service avec l'arrivée du nouveau médecin coordonnateur ;
- ► Finalisation du référentiel Interventions en PMI ;
- ► Mise en œuvre du nouveau logiciel PMI.

Cellule Enfance en Danger et Violences conjugales

- ► Mise en œuvre du décret du 28 octobre 2016 relatif à l'évaluation des mineurs à domicile ;
- ► Mise en application de la formation à l'évaluation participative des IP ; soutien aux territoires dans cette mise en œuvre avec la participation ponctuelle de la cellule, aux réunions d'équipe des MSP ;





- ► Participation à la formation pluri-institutionnelle de l'ODPE ;
- ▶ Information sur l'impact des violences conjugales auprès des territoires en lien avec la Mission Égalités, et réflexion sur la prévention ;
- ► Mise en œuvre d'un plan d'actions pour la prise en charge des victimes de violences conjugales ;
- ▶ Participation à la commission départementale de lutte contre la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle.

Aide Sociale à l'Enfance

- ► Mise en place du 2ème volet formation : Évaluation en cours de mesure ;
- ► Installation des places suite aux appels à projets ;
- ▶ Structuration : réussir son projet, accompagnement des jeunes vers l'autonomie ; maraudes mixtes ;
- ► Finalisation du référentiel santé des enfants confiés ;
- ▶ Réalisation de l'étude prospective des besoins et de l'offre de prise en charge des enfants protégés.

Accueil familial

- ► Engager la modernisation de la paie et préparer la Déclaration Sociale Nominative ;
- ▶ Réaliser un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'accueil familial départemental.

Administration générale

- Finalisation des marchés publics engagés ;
- ► Participation à la réflexion relative à l'achat public ;
- ▶ Poursuite de l'accompagnement à la fiabilisation des données WebAse.

Zoom – Actions phares – Grands chiffres

- ▶ PMI: 3 940 dépistages visuels et auditifs lors des bilans en école maternelle (soit 84,7 % de la tranche d'âge). 867 demandes d'intervention des puéricultrices; 307 examens de situations en groupe « grossesses vulnérables » correspondant à 218 femmes enceintes.
- ▶ Cellule Enfance en Danger : 1 997 enfants concernés par une Information Préoccupante en 2019.
- ► ASE: 1386 enfants confiés pris en charge au 31/12/2019 (+5,9% par rapport au 31/12/2018), avec poursuite de placements de toutpetits nécessaires.
- Accueil Familial: 564 enfants accueillis chez 263 assistants familiaux. 68 enfants ouvrent droit à une indemnité de sujétion exceptionnelle du fait de leur prise en charge. Le service a géré 26 recrutements, 10 départs en retraite, 3 licenciements, 4 démissions et organisé des journées de formation. 10 assistants familiaux ont obtenu le Diplôme d'État d'Assistant Familial.

Institut Départemental de l'Enfance et de l'Adolescence (IDEA)

MISSIONS

L'IDEA participe, dans son champ de compétence, à la mise en œuvre des orientations du Département en matière de protection de l'enfance et d'accompagnement des familles. La mission principale de l'établissement est d'accueillir tout mineur ou jeune majeur de moins de 21 ans en situation de risque, en accueil d'urgence ou accueil préparé. L'IDEA assure par ailleurs les missions d'évaluation et d'accompagnement de la personne accueillie tout au long de son parcours, accompagnement éducatif, soutien médical et insertion autonome en milieu ordinaire.

RÉALISATIONS

▶ Plate-forme MNA (Mineurs Non Accompagnés) et projet FAMI (Fonds européen Asile Migration Intégration)

Le projet d'accompagnement spécifique des MNA pour une intégration durable sur notre territoire a été retenu par le FAMI. Il a pour ambition de créer des conditions favorables à l'insertion socio-professionnelle des MNA, dont le Département a la charge au titre de la protection de l'enfance. Il s'agit de répondre par des solutions innovantes aux besoins spécifiques de ce public en coordonnant tous les acteurs de notre territoire au sein d'une plate-forme. Cette volonté de mise en réseau s'est concrétisée par l'ouverture d'un lieu dédié, inauguré par la Présidente du Département le 19 décembre 2019.

► Projets actions jeunesse

L'établissement conforte les partenariats existants. Signature d'une convention entre le Département et l'association Bonança, au bénéfice des jeunes accueillis à l'IDEA, leur permettant de s'initier à la restauration des barques catalanes, de découvrir le site naturel environnant et de tisser des liens intergénérationnels avec les bénévoles de l'association.

► Qualité et gestion des risques

Les résultats de l'évaluation des risques professionnels et ceux de l'évaluation externe mettent en évidence la qualité des actions entreprises par l'établissement en matière de prévention et de gestion des risques professionnels et d'accompagnement des personnes accueillies. Les actions d'amélioration font l'objet d'un plan d'action suivi dans le cadre d'un COPIL.

PERSPECTIVES

- ► Mise en œuvre du Plan Enfance du Département, avec la création de 2 services :
 - ▶ Une unité d'accueil des fratries pour les 0-6 ans qui complète le dispositif petite enfance, par une prise en charge en petit collectif des fratries et un travail spécifique autour des liens fraternels (ouverture prévue au 1er trimestre 2020) ;
 - ▶Un « Service d'Accompagnement Spécialisé » pour les enfants porteurs de déficiences, dispositif d'accompagnement IDEA/EPMR : ouverture prévue au 2e trimestre 2020.
- ▶ Poursuite et finalisation du Projet d'établissement.

Zoom – Actions phares – Grands chiffres

Admissions: 849

► Dispositif Petite Enfance : 93

► Unités de vie 6 -18 ans : 61

► Accueil et évaluation SAS 6

-18 ans : 113

► PAFAD 3 -18 ans : 71

► Mineurs Non Accompagnés : 511

Prises en charge: 1288

► Dispositif Petite Enfance : 136

► Unités de vie 6 -18 ans : 152

► Accueil et évaluation SAS 6

-18 ans: 122

► PAFAD 3 -18 ans : 161

► Mineurs Non accompagnés:717

Zoom : Projet de reconfiguration et Projet d'établissement

Un projet validé dans le cadre des grands travaux d'investissement « Imagine les P-0 ».

Les objectifs :

- ▶ Repenser l'exercice des missions sur un seul site avec le maintien de Corsavy en site externalisé ;
- ► Réfléchir à un site futur intégré à un urbanisme local permettant le « vivre ensemble » ;
- « vivre ensemble » ;
- Associer l'ensemble des professionnels, les jeunes, les familles et les partenaires à cette réflexion : l'IDEA, un opérateur de protection de l'enfance, un projet de configuration, une institution publique sur le territoire ;
- Collaborer avec différentes directions du Département : intégration aux instances de gouvernance du projet, apport de leur expertise dans des domaines spécifiques, développement durable, égalité femmes-hommes.





Direction Personnes Âgées Personnes Handicapées

La Direction PA-PH accompagne les parcours des personnes handicapées et des personnes âgées en proposant une palette d'outils leur permettant de construire leur projet de vie à domicile ou en établissement. Elle veille également à prévenir la perte d'autonomie, à sensibiliser et à protéger les publics vulnérables.

MISSIONS

Maintien à domicile des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ Prévention de la perte d'autonomie : pilotage de la Conférence des financeurs de la perte d'autonomie et du programme d'actions coordonné ;
- ► Gestion des aides individuelles favorisant le maintien à domicile des personnes (APA et PCH) : instruction, paiement, prévention et récupération des indus ;
- ► Structuration, autorisation, habilitation à l'aide sociale et tarification des services d'aide à domicile, élaboration des conventions de dotation, et Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens (CPOM).

Offrir une offre médico-sociale diversifiée aux personnes âgées et aux personnes handicapées

- ► Agrément, suivi, formation et contrôle des familles d'accueil (79 accueillants familiaux pour 187 personnes accueillies) ;
- ► Autorisation et tarification des Etablissements et services médico-sociaux (ESSMS) ;
- ► Gestion des appels à projets, pilotage et suivi des dossiers d'extension, de transformation et de reconstruction des ESSMS ;
- ► Pilotage de l'aide sociale à l'hébergement ;
- ► Contentieux de l'aide sociale : récupération des recettes après le décès du bénéficiaire, gestion des litiges en matière d'obligations alimentaires et prise d'hypothèques dans les dossiers d'hébergement.

Assurer la protection des adultes vulnérables

- Repérage et traitement des situations de danger pour les adultes vulnérables ;
- Suivi et gestion des mesures d'accompagnement social personnalisées (MASP).

Favoriser le développement de la vie sociale des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ Suivi des subventions des associations œuvrant en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- ▶ Suivi des instances consultatives (Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie) ;
- ▶ Actions de sensibilisation (Vendredis du handicap, Semaine Bleue, Jeunes publics...).

Coordination, soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- ▶ Aide sociale : fixation des orientations conformément à la réglementation applicable, animation du réseau MSP, élaboration et actualisation des outils, pilotage des nouveaux dispositifs ;
- ► Accompagnement des équipes médico-sociales sur les volets administratifs et médicosociaux ;
- Coordination gérontologique territorialisée.

RÉALISATIONS

Maintien à domicile

- ▶ Déploiement du programme coordonné 2019 pour la prévention de la perte d'autonomie ;
- ▶ Lancement des travaux de généralisation de la télétransmission des plans d'aide entre le Département et les SAAD ;



- ► Actualisation des procédures de gestion de l'APA et de la PCH ;
- ▶ Préparation d'un programme de contrôle qualitatif des plans d'aide au domicile ;
- ► Tarification des SAAD, révision et régularisation de la dotation pour 19 SAAD.

Offre médico-sociale pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées

- ▶ Réactualisation des procédures relatives aux familles d'accueil suite à la loi ASV : groupes de travail et formation des évaluateurs en charge de l'accueil familial ;
- ► Construction d'un cahier des charges des ESSMS (plan d'accompagnement en investissement) ;
- ▶ Pilotage des travaux visant à modifier les modalités de paiement de l'aide sociale à l'hébergement ;
- ▶ Construction d'un portail visant à favoriser les échanges entre les Etudes notariales et le Département dans le cadre des récupérations sur succession.

Protection des adultes vulnérables

- ▶ Pilotage de groupes de travail pour la révision du référentiel adultes vulnérables ;
- ▶ Information et accompagnement des territoires et des partenaires sur l'évolution des procédures et des outils afin de mieux identifier les situations de danger ;
- ▶ Participation à un projet transfrontalier sur la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées (interventions lors d'un colloque en Haut-Empordan, Espagne).

Vie sociale des personnes âgées et des personnes handicapées

- ► Animation du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (2 bureaux pléniers et séances plénières, 5 réunions des commissions) ;
- ▶ Déploiement du programme de sensibilisation : 8 Vendredis du handicap, une journée de sensibilisation des lycéens, Semaine Bleue.

Coordination, soutien et accompagnement des Maisons Sociales de Proximité

- ► Révision du règlement départemental d'aide sociale volets PA et PH ;
- ► Elaboration du référentiel d'évaluation de l'APA en mode prestataire.

PERSPECTIVES

Maintien à domicile

- ▶ Installation de la conférence des financeurs de l'habitat inclusif et développement de la prévention par le recours aux aides techniques ;
- ▶ Généralisation de la télétransmission des plans d'aide entre le Département et les SAAD ;
- ► Consolidation d'un référentiel de gestion de l'APA et de la PCH ;
- ► Mise en œuvre du programme de contrôle qualitatif des plans d'aide et reprise du contrôle d'effectivité sur pièces ;
- ► Consolidation des indicateurs dans le cadre du suivi des CPOM ;
- ▶ Négociation avec la CNSA, d'une convention relative à la modernisation de l'aide à domicile.

Offre médico-sociale à l'attention des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ Renouvellement de la commission administrative de retrait de l'agrément accueil familial et relance du plan de formation des accueillants familiaux ;
- ▶ Déploiement du programme d'accompagnement à l'investissement des établissements ;
- ▶ Développement de l'accueil de jour et de l'hébergement temporaire pour les personnes âgées ;
- ► Généralisation du dispositif de l'aide sociale différentielle ;
- Consolidation d'un référentiel de gestion de l'aide sociale hébergement ;
- ▶ Lancement du portail visant à favoriser les échanges entre les Etudes notariales et le Département.





63

Protection des adultes vulnérables

- ► Conclusion d'un protocole relatif au traitement des signalements avec les services de la Justice ;
- ▶ Poursuite de l'information des territoires et des partenaires sur l'évolution des procédures et des outils afin de mieux identifier les situations de danger.

Vie sociale des personnes âgées et des personnes handicapées

- ▶ Renouvellement du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie ;
- ▶ Poursuite et extension du programme de sensibilisation au handicap et à la dépendance.

Coordination, soutien et accompagnement des acteurs

- ▶ Négociation de la convention encadrant les relations entre la CNSA et le Département ;
- ▶ Renouvellement de la Commission des Droits et de l'Autonomie des PH ;
- ▶ Refonte du règlement départemental d'aide sociale volets PA et PH.

Zoom- Actions phares – Grands chiffres

Le BP 2019 s'élevait à 140 164 240 € (pour 55 % aux personnes âgées, et 45 % aux personnes handicapées).

- ▶ 92 SAAD autorisés, 56 EHPAD, 8 accueils de jour pour personnes âgées, 7 résidences autonomie, 41 établissements et services pour personnes handicapées financés par le Département, 73 familles d'accueil.
- ▶8 439 bénéficiaires de l'APA à domicile, 2 500 de la PCH ou de l'ACTP, 2 460 de l'aide sociale.

Zoom : Plan d'accompagnement à l'investissement des établissements et services

A hauteur de 15 millions d'euros sur 5 ans, ce plan a vocation à soutenir les établissements dans leurs projets d'investissement pour améliorer les conditions d'accueil des personnes, et les conditions de travail des personnels tout en limitant l'impact sur le prix de journée.

En 2019, le cahier des charges du programme a été élaboré suite à un travail partenarial entre la Direction PA-PH et la Direction Logistique et Bâtiment, et à des visites dans les établissements et services du Département.

Le Territoire de l'Agly

Le territoire de la MSP Agly, marqué par sa diversité géographique (littoral, plaine et montagne) est constitué de 34 communes qui s'étendent sur 669 km².

Les données démographiques confirment l'augmentation de la population depuis 2011. Sur la période 2012-2017, c'est sur le territoire de la maison sociale (65 142 habitants / données INSEE 2017) que la croissance démographique est la plus marquée, avec une évolution relative de +2 % par an, soit en moyenne 1 186 habitants supplémentaires chaque année.

RÉALISATIONS

- ► Temps d'échanges et participation aux groupes de travail et au comité d'animation du Contrat Local de Santé « Agly Fenouillèdes » ;
- ▶ Continuité des actions engagées concernant le renforcement et la réhabilitation de l'antenne sociale de Saint-Laurent-de-la-Salanque afin d'optimiser l'accueil et l'accompagnement des habitants.

Le bâtiment est en cours d'acquisition par le Département, un travail sur plan a été mené avec les équipes ; et une expérimentation est projetée avec le CDIS autour de l'accueil social inconditionnel ;

- ▶ Renouvellement du « job dating » pour recruter des salariés bénéficiaires du rSa en ESSMS ;
- ▶ Planification des ateliers numériques proposés par la CAF, afin d'accompagner les allocataires à l'utilisation des outils numériques (site internet, applicatif...) et de les rendre autonomes face à des démarches dématérialisées ;
- ▶ Participation au forum à destination des Seniors (juin 2019);
- ▶ Organisation de journées de formation pour les accueillants familiaux ;
- ▶ Organisation d'un temps d'échanges entre l'équipe PMI (puéricultrices, médecin), des parents et des enfants autour d'un goûter en décembre, intervention de la médiathèque de Rivesaltes (lecture de contes…). Action identifiée au titre du Développement Social Local ;
- ▶ Relance des groupes de parole des accueillants familiaux co-animés par une psychologue et une assistante sociale ;
- ▶ Poursuite de la formation des agents affectés à l'accueil à titre principal et participation de ces derniers à la session d'échanges inter-institutionnelle organisée par le PRDS.

PERSPECTIVES

- ▶ Mise en œuvre du volet territorial du Schéma des Solidarités au travers des actions suivantes :
 - ▶ Participation à la manifestation prévue le samedi 16/05/2020 au collège de Saint-Paul de Fenouillet sur le thème « Faire face aux écrans : pour un usage raisonné des technologies numériques en Fenouillèdes » ;
 - ▶ Relance du projet de sorties familiales afin de rompre l'isolement et créer du lien social entre les participants (essentiellement des familles avec enfants). Il s'agit aussi de faciliter l'accès à la culture et de favoriser l'autonomie des personnes, en levant d'éventuels freins à la mobilité géographique. Son report se justifie par les mouvements de personnel en 2019 ;
 - ▶ Mise en place d'une action de soutien aux aidants familiaux afin d'améliorer leur quotidien.
- ► Mise en place des informations collectives lors des demandes de rSa, en lien avec le nouveau dispositif d'information et d'orientation des bénéficiaires du rSa ;
- ▶ Contribution des équipes médico-sociales aux axes de travail du CLSM (Conseil Local en Santé Mentale) signé en 2019 entre la communauté de communes Agly-Fenouillèdes et le Centre Hospitalier de Thuir, dispositif relancé autour de la Semaine sur la santé mentale ;

Zoom- Actions phares – Grands chiffres

- ► Accès aux droits : 735 CER (contrats d'engagements réciproques) signés.
- ▶ Enfance famille : Augmentation du nombre d'Informations Préoccupantes (71 évaluations), et hausse du nombre d'OPP, à laquelle il faut ajouter les mesures en AEMO qui tendent à évoluer en mesures de placement en assistance éducative. A contrario, il est constaté en fin d'année une baisse du nombre de mesures d'AED.
- ▶PA/PH : augmentation des demandes d'APA entre 2018/2019 (+102 nouvelles demandes APA enregistrées sur un total de 1 020 dossiers traités) ; 165 dossiers d'aide sociale traités.
- ► Accueil : 28 127 appels téléphoniques reçus à l'accueil au siège à Rivesaltes et à l'antenne à Saint-Laurent-dela-Salanque soit près de 2 343 appels par mois.

Intégration des agents d'accueil à la formation « supervision collective » ;

- ▶ Articulation des missions des deux agents affectés en renfort de l'équipe accueil avec notamment l'arrivée d'une Assistante sociale d'accueil et le recrutement en cours d'un service civique « accompagnateur numérique » à Rivesaltes ;
- ▶ Démarrage des réunions techniques en mars 2020 autour de la réhabilitation de l'antenne de Saint-Laurent de la Salanque, planification d'un premier transfert de personnel ;
- ▶ Accompagnement des agents par mission lors du déploiement des référentiels sur le service social.

Le Territoire de Perpignan

MISSIONS

Les 10 sites de la Direction des MSP de Perpignan assurent leur mission essentielle de proximité, d'accueil et d'accès aux droits. Tous les jours, ce sont 320 personnes accueillies et 300 appels reçus par les équipes d'accueil. Les efforts du Département pour renforcer les équipes d'accueil ont permis d'augmenter de près de 10 % le nombre de jours d'ouverture des sites par rapport à l'année précédente.

Les dix sites de la Direction des MSP de Perpignan assurent avant tout une mission d'accueil social de proximité, auprès de 198 020 habitants. Les services sociaux départementaux jouent leur rôle de dernier rempart pour faire face à la grande précarité.

RÉALISATIONS

Insertion, accès aux droits

Alors que le nombre d'aides alimentaires d'urgence pour les familles décroît pour la première fois depuis 2015, (3 462 aides en 2019 contre 3 795 en 2018), les aides pour les personnes isolées se maintiennent à des niveaux très élevés (2 462 aides distribuées). Le nombre de personnes accueillies par les assistantes sociales lors des permanences est en progression, ainsi que les visites à domicile. La situation du logement demeure préoccupante : les demandes d'aides FSL repartent à la hausse (+8%).

Cette forte mobilisation des équipes, dans un contexte de contraintes financières, se retrouve dans les différents accompagnements mis en œuvre par les travailleurs médico-sociaux. Le nombre de mesures d'ASLL (accompagnement social lié au logement) reste élevé (153 au 31 décembre 2019), comme le nombre de demandes d'évaluation pour des enquêtes expulsions, très important depuis 3 ans (1 289 en 2019).

Les conseillers d'insertion se sont particulièrement investis aux côtés des AS pour animer 25 informations collectives où 1 206 allocataires du rSa ont été conviés. Enfin 2 809 contrats d'accompagnement ont été réalisés, en incluant une opération spécifique dans le cadre du FSE qui a permis de mettre en œuvre plus de 1 300 accompagnements spécifiques au-delà des objectifs fixés, afin de renforcer l'efficience des parcours d'insertion.

Enfance famille

Les missions autour de la protection de l'enfance et l'accompagnement des familles enregistrent de manière constante une progression de l'activité depuis 2013, ce qui a entraîné la mise en œuvre d'un Plan Enfance afin de mobiliser des moyens supplémentaires.

Le nombre de mineurs suivis par l'équipe placement, les commissions enfance ainsi que le nombre de visites médiatisées ou assistées ont augmenté, afin de mieux <u>soutenir les familles dans leurs responsabilités parentales, et protéger les enfants</u>, ce qui a conduit à devoir réorganiser le site de la Majorquine pour absorber cette augmentation de l'activité en assurant une qualité d'accueil des enfants et de leurs parents.

Par ailleurs, après une baisse constante des informations préoccupantes, celles-ci sont en hausse très importante en 2019 (+42 %); hausse également constatée concernant les adultes vulnérables (+19%).

Personnes âgées et personnes handicapées

Le nombre d'évaluations APA est en constante augmentation depuis 2017, le renfort de l'équipe en place par deux infirmières a permis de réduire les délais d'instruction des demandes, favorisant la mise en œuvre des conditions de vie adaptées à la situation spécifique de 3 163 demandeurs d'APA (+5,7 % par rapport à 2018).

Au niveau du partenariat et de l'animation de la vie sociale, le CLIC a mis en place 16 conférences ateliers. Des sorties intergénérationnelles de découverte du patrimoine ont été organisées vers Paulilles, le Château Royal de Collioure, le musée de Tautavel, le Mémorial de Rivesaltes, visant à développer la culture pour tous sur le territoire. D'autres conférences ont eu lieu autour de la prévention, comme un cycle de conférences autour de l'usage du médicament. 8 « Café CLIC »

Zoom- Actions phares – Grands chiffres

- ▶5 247 personnes accueillies aux différentes banques d'accueil, et 70 548 appels téléphoniques;
- ▶2 462 aides urgentes distribuées dans le cadre de l'ASU, 3462 dans le cadre de l'ASE ;
- ≥ 2 290 allocations au titre de la prévention, hors Contrats Jeunes Majeurs ;
- ▶3 163 évaluations APA et 3 632 bénéficiaires ;
- ▶141 décisions en commission locale d'aide sociale ;
- ▶8 295 examens réalisés en consultations PMI (médecins et puéricultrices) ;
- ▶1 392 orientations rSa; 18 107 personnes reçues lors des permanences des AS et 1 147 visites à domicile.





ont également eu lieu et ont donné naissance à des projets comme le «musée personnel ». La psychologue du CLIC, au-delà de sa participation à l'ensemble des actions, anime avec les AS des groupes de parole destinés aux aidants familiaux, et conduit des entretiens auprès de personnes dont la situation entraîne un isolement social.

Sur les trois sites principaux (Saint-Martin, Foch et Majorquine), les accueils ont été réaménagés pour proposer des espaces de convivialité où des « livres en voyage » sont proposés sous forme de prêt ou de don afin de favoriser les échanges, et pour que les MSP soient de véritables lieux de vie, de rencontres, et de construction de projets avec le public.

PERSPECTIVES

Sur les trois sites principaux, conformément à la démarche de concertation «Imagine les P.O.» afin de créer des espaces de convivialité et permettre l'accès aux services publics et au numérique pour tous, des espaces numériques sont en cours d'aménagement, animés par des services civiques, pour lutter contre la fracture numérique et aider les personnes dans leurs démarches en ligne.



Le Territoire du Tech

Entièrement transfrontalier, le territoire du Tech compte 51 communes pour 118 508 habitants, dont une proportion importante de personnes de plus de 60 ans (indice de vieillissement de 145, le plus élevé du département) ; et un taux de pauvreté de plus de 20 % sur le Vallespir et de 14 % sur la Côte Vermeille. Ce territoire présente un littoral à forte attractivité touristique et un arrière-pays plus rural, caractérisé notamment par un isolement géographique et/ou social où se pose la question du maintien des services de proximité.

Les agents des MSP du Tech sont répartis sur 4 sites (Céret, Argelès, Elne et Saint-Cyprien).

RÉALISATIONS

Insertion, accès aux droits

- ▶ Dans le cadre du schéma des Solidarités, réalisation d'actions à destination des habitants en lien avec l'habitat, élaboration d'un partenariat pour sécuriser les parcours résidentiels et prévenir l'aggravation des situations ;
- ▶ Élaboration d'un outil statistique d'identification des interventions sociales et des accompagnements ;
- ► Mise en place en fin d'année, de l'accueil inconditionnel dans le cadre du Plan Pauvreté ;
- ▶ Lancement du Plan Pauvreté avec une expérimentation sur le territoire du Tech : soutien intensif aux bénéficiaires du rSa chercheurs d'emploi avec un renforcement de la collaboration avec Pôle Emploi ;
- ▶ Une participation renforcée des habitants lors des journées dédiées à l'insertion.

PA-PH/CLIC/MAIA

- ► Accompagnement juridique des professionnels dans leur pratique quotidienne avec l'organisation de conférences ainsi que d'un guide ;
- ▶ Réalisation d'une étude des besoins des personnes âgées en perte d'autonomie en partenariat avec les professionnels de santé du territoire, amenant à la proposition d'un dispositif d'accueil de jour et d'aide aux aidants ;
- ▶ Renforcement du travail en réseau avec des rencontres régulières, des facilitations à l'appropriation d'outils numériques pour faciliter les échanges de données sensibles ;
- ▶ Une meilleure couverture territoriale du CLIC avec des sollicitations d'origines plus diversifiées. Les demandes sont majoritairement en lien avec le maintien à domicile et l'accès aux droits ;
- ▶ Développement des réunions d'information, d'animations thématiques et ludiques, d'ateliers numériques ;
- ▶ Une prestation de maintien du lien social à travers des moments de convivialité.

Enfance famille

- ▶ Activité dense ayant entraîné des créations de postes sur le territoire (Plan Enfance) ;
- ▶ Partenariat fort avec les organismes œuvrant contre la violence intra-familiale.

Actions transversales

▶ Dans le cadre du schéma des Solidarités, mise en œuvre d'actions de Développement Social Local afin de promouvoir les liens sociaux et le « pouvoir d'agir » des participants. Sous l'angle culturel, les actions impliquent des acteurs locaux de proximité permettant ainsi aux participants de découvrir leur département. Abordées souvent de façon ludique, ces actions favorisent les inter-connaissances entre usagers du service public et agents de terrain. Après quelques mois de fonctionnement, nous identifions les évolutions concrètes dans les relations entre intervenants sociaux et personnes accompagnées.

Zoom- Actions phares – Grands chiffres

Une diminution des instructions de demandes de rSa de 640 dossiers en 2017 à 240 cette année, malgré une augmentation des bénéficiaires. A noter une baisse des demandes de Chèques d'Accompagnement Personnalisé (de 1300 en 2017 à 670 en 2019).

- Nombre de personnes accueillies : 16 032 ; nombre d'accueils téléphoniques : 32 811 ;
- ► Activité ASAD : 1 274 orientations rSa ;
- ► Plus de 300 dossiers d'Aide Sociale traités.

Zoom – Une implication forte des services auprès des publics âgés,

notamment la mobilisation autour des jeunes seniors afin de maintenir un niveau d'autonomie suffisant pour rester à domicile :

- Renforcement des animations à destination des seniors sur le territoire (plus de 600 personnes ont participé aux 60 animations proposées par le CLIC), et des lieux de permanences de proximité (1000 entretiens en 2019, soit un total qui a doublé en 4 ans).
- Très forte mobilisation des partenaires en lien avec les activités de la MAIA : participation de presque 500 personnes âgées et « aidants » à une étude des besoins des personnes en perte d'autonomie.



PERSPECTIVES

Insertion et Accès aux Droits

- ▶ Déploiement sur le territoire de l'accueil inconditionnel de proximité ;
- ▶ Finalisation des données statistiques sur l'intervention sociale en équipe Insertion Accès aux Droits ;
- ▶ Développement des actions de communication à destination des publics en insertion, en collaboration avec les partenaires et les personnes intéressées.

PA-PH/CLIC/MAIA

- ▶ Déploiement d'outils de communication sécurisée ;
- ▶ Positionnement plus important du CLIC dans le partenariat, dans l'offre de service de proximité avec plus de lieux de permanences, dans la communication et dans les études de besoins ;
- L'accompagnement des habitants âgés dans le but d'éviter une fracture numérique.

Enfance Famille

▶ Prise en compte des nouvelles offres de services sur le territoire dans le cadre du Plan Enfance.

Actions transversales

- ▶ Développement du Plan Pauvreté sur l'ensemble des missions ;
- ▶ Construction de la nouvelle MSP d'Argelès : le travail engagé en 2019 avec les agents se poursuivra en 2020 avec les publics ;
- ▶ Poursuite de la mise en œuvre du volet territorial du Schéma des solidarités.



Le Territoire de la Têt

Un vaste territoire de plaine et de montagne, structuré autour de trois Maisons Sociales de Proximité (Aspres-Riberal, Conflent et Cerdagne-Capcir) qui compte 6 cantons, 7 EPCI et 126 communes dont 5 d'entre elles rattachées à la communauté urbaine de Perpignan. Le territoire de la vallée de la Têt compte au 1er janvier 2016, 92 426 habitants, soit 5 % de plus en 5 ans. En 2019, les équipes pluridisciplinaires ont poursuivi leurs missions d'accueil, d'écoute, de prévention, de protection des habitants et de lutte contre l'exclusion et l'isolement des personnes. Ils ont également poursuivi la coopération avec les partenaires territoriaux institutionnels associatifs.

RÉALISATIONS

- ► Ouverture de l'antenne sociale du Soler ;
- ► Réaménagement de l'accueil de la MSP du Conflent ;
- ▶ Organisation d'une action d'information santé en faveur des personnes âgées à Saillagouse ;
- ▶ Information Collective « De la saisine au traitement d'une information préoccupante en protection de l'enfance » en Cerdagne-Capcir ;
- ▶ Participation aux ateliers du numérique dédiés aux personnes âgées, Communauté de communes Pyrénées Catalanes ;
- ▶ Organisation d'un ciné-débat à Thuir sur le thème du vivre ensemble lors de la Semaine Bleue :
- ▶ Plusieurs actions menées avec les chantiers d'insertion pour l'intégration des bénéficiaires du rSa ;
- ▶ Développement important de l'accompagnement global sur le territoire de la MSP du Conflent et de Cerdagne Capcir.

PERSPECTIVES

Organisation générale du territoire

- ► Finalisation du projet de territoire ;
- ► Amélioration des conditions matérielles et humaines des accueils ;
- ▶ Organisation d'un séminaire des cadres et d'un séminaire par MSP ;
- ▶ Développement des modes de communication sans déplacement (visioconférences, conférences téléphoniques).

En lien avec les orientations du schéma des solidarités

- ▶ Développement du partenariat afin de fluidifier les parcours d'insertion ;
- ▶ Développement du mode de déplacement sur le modèle « Rezo Pouce » (dispositif de covoiturage en milieu rural).

Axes transversaux

- ► Travail sur l'harmonisation des pratiques et des procédures au sein des trois MSP ;
- ► Amélioration de la sécurité des agents sur le territoire ;
- ▶ Mise en œuvre du Plan Pauvreté : orientation des bénéficiaires du rSa et accès au numérique.

Aspres Riberal

- ► Création d'une « boîte à outils » recensant les aides financières hors Conseil Départemental ;
- ► Poursuite de l'atelier soupe pour les jeunes mamans ;

Actions d'information en direction des aidants familiaux en partenariat avec la CAAPAD (Coordination pour l'accompagnement et l'aide aux personnes âgées dépendantes).





Zoom- Actions phares – Grands chiffres

- ► Appels téléphoniques traités : 32 612
- ▶ Personnes reçues dans les accueils : 21 187
- ► Enfants vus dans les écoles : 973
- ► Évaluations APA: 1 271
- ► Orientations rSa et instructions : 1 340.

IS DGA CITO

Conflent

- ► Animation de la salle d'attente par les agents d'accueil (expositions, information) ;
- ► Redynamisation du partenariat avec l'APEX (actions collectives) ;
- ► Travail avec la Communauté de Communes pour promouvoir l'implantation d'une antenne de la MSAP à Prades ;
- ► Expérimentation d'un Conseil local d'accès aux droits avec la MSAP d'Ille Sur Têt.

Cerdagne Capcir

- ▶ Poursuite des actions collectives dans le cadre du contrat local de santé ;
- ▶ Travail sur l'accès au numérique en lien avec les communautés de communes, le CDIS, et les actions mises en place dans le cadre de la CFPPA ;
- ▶ Poursuite du travail engagé avec les MSAP pour favoriser l'accès au numérique aux usagers ;
- ▶ Élaboration d'un diagnostic local visant à améliorer l'accompagnement des personnes victimes de violences conjugales (recensement des partenaires et dispositifs, organisation du maillage local).



Service Administration et Finances (SAFI)

MISSIONS

Le Service Administration et Finances (SAFI) a pour mission la mutualisation des fonctions administratives et comptables de l'ensemble de la DGA des Solidarités. Il a trois champs d'intervention principaux :

- ▶ Il assure la préparation et le suivi de l'exécution du budget ainsi que le paiement des factures, aides, allocations et récupération des recettes pour la DGA ;
- ▶ Il gère, pour le Département et par délégation de l'État, des crédits du Fonds Social Européen (FSE) à travers une convention de subvention globale. Cette mission consiste à gérer le programme et l'enveloppe financière allouée, ainsi qu'à traiter les demandes de subventions déposées par les porteurs de projets ;
- ▶ Il participe notamment à la sécurisation des actes juridiques de la Direction en lien avec le service des Affaires juridiques et le service des Assemblées.

RÉALISATIONS

En matière comptable poursuite de la dématérialisation des pièces justificatives de paiement : chantier mené conjointement avec la DSI et les Directions de la DGA des Solidarités. Le travail engagé sur le développement des logiciels métier a été finalisé pour la Direction Enfance Famille : les pièces justificatives liées aux paiements réalisés sur WebASE sont transmises à la Paierie de façon dématérialisée. La prochaine étape devrait concerner le logiciel d'aide sociale PA-PH « Hector Prestation ».

▶Zoom sur l'aide sociale différentielle : l'aide sociale différentielle a été mise en application en juillet 2019 auprès de 6 établissements expérimentateurs représentatifs des différents types de structures pour personnes âgées et pour personnes handicapées, puis étendue à la totalité des structures au 1er janvier 2020. A cet effet, des réunions ont été programmées afin d'accompagner au mieux les partenaires (établissements, trésoreries, tuteurs) ainsi que les différents services, à ce changement.

Au titre du FSE : 16 dossiers ont été soldés pour un montant FSE de 422 346 €. La nouvelle convention de subvention globale 2019-2020 a été signée le 5 juillet 2019. 32 opérations visant les publics en difficulté ont été programmées pour 1 966 290 € de fonds européens, permettant de mobiliser l'ensemble des crédits alloués sur la tranche annuelle 2019.

<u>L'Unité administration générale</u> a assuré la relecture et la vérification des divers actes (arrêtés, subventions) émanant des Directions, le suivi des régies ainsi que des marchés publics concernant la DGAS; la coordination de la gouvernance des systèmes d'information de la DGAS. Pour la gestion des subventions aux associations, des réunions d'échanges de pratiques et d'informations relatives aux nouveaux logiciels de suivi ont été organisées.

PERSPECTIVES

<u>L'arrêt partiel des CESU</u>: un travail sera mené avec la Direction PAPH et la DSI, sur la refondation des moyens de paiement de l'APA, de la PCH et des services ménagers, permettant une meilleure gestion de ces allocations avec notamment l'arrêt des CESU pour les services prestataires.

<u>Aide sociale différentielle</u>: afin d'accompagner au mieux les établissements dans ce changement de process, l'Unité Budget-Comptabilité organisera des rencontres sur site. Ces échanges au sein même des structures permettront de répondre aux questionnements et aux inquiétudes des établissements. De nouvelles réunions seront également organisées avec les associations tutélaires.

<u>FSE</u>: programmer la dernière tranche annuelle de la convention de subvention globale 2019-2020, veiller à atteindre les objectifs au niveau du nombre de participants aux opérations cofinancées afin d'éviter tout risque de sanction financière. Préparer la prochaine période de programmation des fonds européens 2021-2027, poursuivre la délégation de gestion sur le FSE, et enfin prévenir le risque d'année blanche pour 2021 (année de transition).

Administration générale: poursuivre le travail de sécurisation juridique, notamment pour la mise en paiement des diverses aides et subventions, les procédures relatives aux régies et aux marchés.

00 00 00 0 0 00 00 00



Zoom- Actions phares – Grands chiffres

Consommation 2019 DGAS:

Dépenses Investissement (inclus IDEA) : 1,66 M€

Dépenses Fonctionnement (inclus IDEA) : 330,46 M€

Recettes : 57,39 M€ (situation crédits au 27/02/20).

ZUIS MMES DGA (

Mission Innovations Sociales

MISSIONS

La Mission Innovations Sociales a remplacé le Service Ingénierie en Travail Social en janvier 2019. Elle intervient en appui et en transversalité pour l'ensemble des directions. Elle a pour mission l'aide à la décision, l'appui et le soutien technique auprès du DGA en matière de stratégie et d'ingénierie en travail social.

Selon ces principes, la mission est référente pour l'élaboration et le suivi de documents cadres en lien avec les directions des politiques publiques et des territoires (schéma des solidarités) ; la prévention et la lutte contre la radicalisation ; le site qualifiant ; l'observation sociale territoriale ; les démarches participatives ; le suivi des outils de communication interne et externe ; le suivi du bus des solidarités ; le travail en transversalité avec les autres DGA de l'institution ; le suivi du Contrat de Ville de Perpignan.

Princes-Orlandas Coldatas di Enggi princes-orlandas la Conditional di Condition

RÉALISATIONS

- ▶ Finalisation du référentiel service social départemental ;
- ▶ Participation au Plan Pauvreté (rédaction du rapport et de la convention) ;
- Constitution d'un groupe de personnes concernées par la précarité dans le cadre du CDIS ;
- ▶ Participation aux projets transversaux intéressant la Direction des solidarités (jury services au public innovants, POCTEFA (programme européen de coopération transfrontalière), communication interne, portraits de territoire EPCI, ingénierie territoriale...);
- ▶ Représentation et suivi d'instances : Comité Local du Haut Conseil en Travail Social, Groupes de travail régionaux Plan pauvreté, Assises de la protection de l'enfance, Défenseur des droits ;
- ▶ Rédaction des notes de suivi sur les instances et actualité de la politique de la Ville de Perpignan.

Observation Sociale

- ▶ Production et valorisation de statistiques ; appui-conseil auprès des services en matière de recueil et d'analyse des données ;
- ▶ Lancement des démarches d'élaboration de statistiques récurrentes éclairantes pour le pilotage de la politique de protection de l'enfance ;
- Lancement d'un travail sur l'élaboration d'un volet social du SIG de l'institution.

Participation

- ▶ Animation du comité des jeunes ODPE et du collège des personnes concernées par la précarité du CDIS :
- ► Avec le PRDS : formation à destination des agents d'accueil, incluant des temps de croisement avec des personnes en situation de pauvreté; co-animation du réseau ressources sur les démarches participatives ;
- ► Actions de communication : intervention lors des Assises nationales de la protection de l'enfance.

Travail social et site qualifiant

- ▶ Organisation des réunions de travail sur le volet PA/PH du référentiel service social départemental ;
- ► Travail sur le site qualifiant : reprise des procédures en lien avec les organismes formateurs, mise à jour des tableaux, élaboration d'un bilan d'activité ;
- ▶ Ré harmonisation des groupes métiers : rencontre avec chaque référente.

PERSPECTIVES

- Finalisation du référentiel service social départemental et impulsion du travail sur un nouveau référentiel métier ;
- ▶ Production d'un travail conjoint entre le Conseil Départemental de l'Inclusion Sociale et le collège des personnes concernées ;

- ► Lancement du SIG Social ;
- ► Réunion du comité de pilotage du site qualifiant ;
- ► Établissement d'un bilan global du fonctionnement des groupes métiers ;
- ► Mise en œuvre de l'expérimentation du référent de parcours sur le territoire d'action sociale choisi ;
- ► Construction de fiches techniques à destination des professionnels sur des sujets relevant du travail social ou de son actualité (communication interne) ;
- ▶ Formation de professionnels volontaires aux démarches participatives : création d'un pôle ressource ;
- ► Création d'une « vidéo cagette » propre à la Direction des solidarités.

00 00 00 00 00 00 00 00 00



Service Ressources Humaines et Logistique

MISSIONS

- ▶ Définition de la politique des Ressources Humaines ;
- ► Élaboration et accompagnement du plan de formation ;
- ► Coordination des demandes logistiques.

RÉALISATIONS

En matière de formation

- ► Supervision: 120 agents (collectif / individuel);
- ► Évaluation participative en protection de l'enfance : 205 agents ;
- Intervenir en accueil familial: 40 agents;
- ► Gestion de l'agressivité et de la violence au domicile : 28 agents ;
- ► Aider les non demandeurs d'aide : 27 agents ;
- ► Tarification des ESSMS et SAAD, secteur PA-PH: 15 agents;
- ▶ Intra CNFPT : carte mobilité inclusion (28 agents) ; Aide sociale PA/PH (21 agents) ; Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (18 agents).

En matière de logistique

- ▶ Début du déploiement des PC portables et smartphones ;
- ► Travaux pour l'installation de la climatisation à la DIAD,
- ▶ Participation aux groupes de travail sur la Prévention des Risques Routiers, et sur l'accessibilité au poste de travail ;
- ▶ Concernant la MSP de la Têt : nouvel aménagement de l'espace accueil à Prades ; réaménagement de la cuisine à Font-Romeu ; acquisition de nouveaux véhicules.

PERSPECTIVES

En matière de formation

- ▶ Poursuite de la supervision, analyse des pratiques et régulation d'équipe ;
- Second volet de l'Evaluation participative en protection de l'enfance ;
- ▶ Formations CNFPT : les écrits professionnels en travail social ; santé mentale et habitat ; inclusion numérique et travail social ; gestion des conflits et de l'agressivité en situation d'accueil ; soit environ 180 agents à former.

En matière de travaux

- ► Suite du déploiement des PC portables et smartphones ;
- ▶ Travaux dans les MSP: étude pour l'agrandissement de la MSP de Thuir; création d'un bureau sur le site Roudayre (Perpignan); suite à l'achat des locaux de Saint-Laurent-de-la-Salanque, appui logistique (travaux + matériel informatique) pour l'accueil des services civiques.
- ► MSP Vallespir : acquisition de nouveaux locaux pour la PMI.

Zoom- Actions phares – Grands chiffres

Ressources Humaines

- ▶ Recrutements et mouvements : 58,6 ETP sur emplois permanents et 27 ETP sur emplois non permanents et renforts :
- ► Mise en œuvre du volet ressources humaines du Plan Enfance, et du Plan Pauvreté ;
- ► Poursuite du télétravail.

Formation

- Dournée des Nouveaux Catalans en collaboration avec l'Unité Logistique (5 octobre 2019) et accueil d e s Nouveaux Arrivants : présentation de la DGA des Solidarités ;
- ▶ 175 demandes de stages ;
- ▶1715 demandes de formation dont 1508 suivies, durée globale : 2751 jours (soit 1.8% du temps de travail), et ayant bénéficié à 554 agents (soit 7 agents sur 10).

La Direction Générale Adjointe Territoires et Mobilités

La DGA Territoires et Mobilités a pour mission de mettre en œuvre, à travers de nombreux programmes et diverses actions, les politiques départementales* qui concourent au développement du territoire, aux mobilités et déplacements indispensables, participent à son aménagement durable et équilibré et soutiennent, grâce aux multiples compétences en matière d'accompagnement des communes, son économie de proximité et ses emplois, ainsi que le bien-être de ses habitants.

Parmi les enjeux les plus importants, il s'agit donc :

- ▶ d'accompagner les communes et les EPCI non seulement en terme financier, mais surtout de conseil et d'accompagnement technique et administratif
- ▶ de protéger les populations les plus démunies pour les aider à se loger
- ▶ de développer diverses actions d'insertion professionnelle et d'inclusion des personnes en difficultés
- ▶ de protéger les ressources en eau potable au bénéfice de la population et des générations futures
- ▶ de protéger les biens et les personnes contre le risque inondation (barrages, ouvrages hydrauliques) et en prévenant les incendies de forêt
- de valoriser les espaces et les ressources naturelles ainsi que la biodiversité
- ▶ d'assurer la gestion environnementale et l'accueil du public sur les sites naturels départementaux (Anse de Paulilles, Lac de la Raho, Lac des Bouillouses, Réserve naturelle de Nyer, Réserve marine de Banyuls Cerbère)
- ▶ de favoriser le développement de l'économie agricole et la préservation du foncier rural qui permettent la création d'emplois non délocalisables, tout particulièrement en zone rurale, non seulement dans les secteurs de l'agriculture, de la viticulture et de l'élevage, mais aussi de la forêt et de la pêche
- ▶ de mobiliser des financements européens et mettre en œuvre des actions de coopérations transfrontalières
- ▶ de créer, organiser et entretenir les infrastructures sur lesquelles reposent les échanges de populations : routes, vélo-routes, pistes cyclables, ouvrages d'art,..
- ▶ d'assurer le bon développement du port départemental de Port-Vendres et ses activités commerce, pêche, plaisance, croisière.
- *6 politiques publiques sont ainsi mises en œuvre au service du territoire et de la population, dans une dynamique de partenariats multiples : Europe, État, Région, Intercommunalités, communes, différents acteurs associatifs et socio-économiques... :
- Le développement local et l'accompagnement des communes
- Les infrastructures et les mobilités (routes, vélo-routes,..)
- L'eau et l'hydraulique
- L'environnement et le développement durable
- L'agriculture et l'agro-environnement
- L'insertion professionnelle et le logement des plus démunis



DGA: Alain SIRE

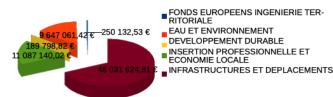


486 AGENTS

Chiffres clés 2019

- 229 délibérations
- > 67 205 757,60 € mandatés
- 6 185 titres et mandats

DGA Territoires et Mobilités Répartition des dépenses en 2019





Benjamin

Direction de l'eau et de l'environnement

MISSIONS

Grâce à ses 4 services et aux 75 agents qui la constituent, la DEE élabore et met en œuvre un très grand nombre d'actions dans des domaines très variés : la préservation et la gestion de la ressource en eau et des milieux aquatiques, la prévention contre le risque inondation, la préservation des espaces naturels et de la biodiversité, la gestion environnementale et touristique des 7 sites naturels gérés par le Département, le développement et la promotion de la randonnée et des activités de pleine nature, la mer et le littoral, la préservation et la valorisation de la forêt, l'éducation à l'environnement et au développement durable, la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables / les déchets, l'appui technique et financier aux collectivités et aux autres maîtres d'ouvrage. L'intervention des services dans les domaines précités prend la forme, selon les cas, d'une action en maîtrise d'ouvrage directe ou d'un soutien financier et/ou technique aux différents porteurs de projets et partenaires.

RÉALISATIONS

I. EAU

1) Ressources en eau

- ▶ Appui technique et financiers auprès des collectivités en matière d'eau potable et d'assainissement,
- ► Aide pour les transferts des services « eau potable et assainissement » aux EPCI et travail sur l'élaboration de contrats tripartites (Département, EPCI FP, Agence de l'Eau),
- ▶ Partenariat avec l'Agence de l'Eau (renouvellement de l'accord cadre dans le cadre du 11ème programme),
- ▶ Poursuite du travail de préfiguration en vue de la création d'un syndicat départemental de sécurisation et de production d'eau potable (finalisation de l'étude de faisabilité, engagement du travail de préfiguration et recrutement d'un chef de projet dédié) action PPI,
- ▶ Lutte contre la pollution par les phytosanitaires (soutien de la semaine Alternatives aux Pesticides),
- ▶ Partenariat avec le Syndicat Mixte de gestion et de protection des nappes de la Plaine du Roussillon (finalisation du SAGE des nappes du Roussillon, révision des volumes prélevables et régularisation des forages),
- ► Transfert de la Regie des eaux de l'Espace Entreprise Méditerranée à PMMCU.

2) Rivières - continuité écologique

Préparation des 2 marchés de maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de mise en continuité écologique des seuils d'Estavar (2020) et de Pézilla la Rivière (2021).

3) GEMAPI

- ► Autorisation du système d'endiguement des digues de l'Agly Maritime obtenue le 30/07/2019
- ▶ Réalisation du processus de négociation pour la mise à disposition à compter du 1er janvier 2020 (Loi GEMAPI) des digues de l'Agly au Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Agly (SMBVA) de 2 digues de la Têt au Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Têt (SMTBV),
- Gestion « jusqu'au dernier jour » des digues de l'Agly : finalisation des dossiers réglementaires en cours,
- ► Transmission des dossiers au SMBVA et réalisation des travaux urgents sur les digues de l'Agly suite à la tornade (fin 2019).

4) Barrages

► Finalisation des études préalables et production du rapport de l'Etude de Danger réglementaire du barrage de Vinça.

5) Soutien à l'hydraulique agricole

Accompagnement des ASA et agriculteurs pour une meilleure gestion de l'eau d'irrigation

(favoriser les économies d'eau, résorber le déficit des cours d'eau, satisfaire les nouveaux besoins -vigne) - action PPI,

- Lancement des études d'optimisation de la gestion estivale des barrages de Vinça et Agly,
- ► Animation du Comité Barrages.

II. ENVIRONNEMENT

1) Les espaces naturels et la biodiversité

- ► Ingénierie écologique
 - ► Soutien technique et financier des gestionnaires d'espaces naturels,
 - Accompagnement des collectivités pour la préservation de leur patrimoine naturel,
 - ► Mise en place de mesures compensatoires (Camp Joffre) et accompagnement des projets de la Direction Infrastructures et Déplacements,
 - ► Lancement d'un appel à projets « Nature en villes et villages » et accompagnement de 10 collectivités.
 - ► Appuis techniques et expertises écologiques,
 - ▶ Accompagnement du Syndicat Mixte Canigó Grand Site : réhabilitation paysagère du site minier de La Pinosa action PPI .
- Mise en réseau d'acteurs et sensibilisation grand public
 - Animation du réseau technique départemental des gestionnaires d'espaces naturels,
 - ► Édition d'outils de sensibilisation au grand public « Trésors naturels » et « Agenda Nature ».

2) Gestion environnementale et valorisation des sites naturels départementaux

- ▶ Gestion de la Réserve naturelle régionale de Nyer : élaboration du nouveau plan de gestion, comptages et suivis scientifiques, mise en place d'une nouvelle animation estivale (entrance game), amélioration de la gestion des estives, appui technique aux projets de cabanes pastorales, relai SOS chauves-souris, animation du site N2000 à Chiroptères, mise en place d'un système radio de sécurité pour les agents.
- ▶ Gestion de la Réserve naturelle marine de Cerbère-Banyuls : 3 reconnaissances internationales obtenues : reconduction sur la liste verte de l'UICN (Union Internationale pour la Conservation Nature), prix Glores (Global ocean refuge system) et inscription sur la liste des ASPIM (Aires Spécialement Protégées d'Importance Méditerranéenne) ; pose de 4 bouées d'amarrage supplémentaires (2 pour les plongeurs et 2 pour les plaisanciers) ; poursuite des études et suivis scientifiques, des actions de sensibilisation et d'éducation, et des actions de surveillance et gestion des usages.
- ▶ Gestion du site classé du Lac des Bouillouses : 2 manifestations réussies pour fêter les 20 ans de gestion du site par le Département, année record en fréquentation : 120 000 visiteurs sur la période de fonctionnement des navettes (dont plus de 70 000 qui ont accédé au site par les navettes), recrutement du maître d'œuvre pour l'extension du Point Info.
- ▶ Gestion du site classé de l'Anse de Paulilles : création d'un parcours pédagogique sur l'adaptation du site au changement climatique, poursuite des travaux d'élagage raisonné du patrimoine arboré du site et de la sécurisation du Cap Oullestrell, travaux de restauration des murettes en pierres de schiste, nombreuses visites guidées et visites pédagogiques scolaires, programme annuel d'expositions et d'animations.
- ▶ Gestion du site du Lac de la Raho : site qui reste, de très loin, le plus fréquenté (environ 1,2 millions de visiteurs/an), mise en place d'un protocole novateur à l'échelle nationale de suivi et d'alerte des cyanobactéries des eaux du site en saison estivale, encadrement de plus de 30 manifestations organisées par des associations locales, réalisation de travaux de réfection du parking plage (2ème tranche).
- ► Gestion du site du Lac de l'Agly : amélioration sécuritaire d'une portion de sentier de randonnée, relance du projet d'aménagement du « pôle nautique et de pleine nature Agly-Fenouillèdes » (4 M€ TTC), avec la rédaction du programme et du règlement de concours de maîtrise d'œuvre action PPI.





- ▶ Gestion du site naturel des Dosses : construction d'une nouvelle cabane en bois et début de construction de la cabane des pêcheurs (cabane traditionnelle en sanils), gestion des espèces envahissantes, suivis naturalistes, réalisation d'animations scolaires et installation d'un smart'flore.
- ► Gestion des forêts départementales de l'Alzine et du Pic d'Estelle confiées à l'ONF.

3) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable (EEDD)

- ▶ Organisation de la Fête de la Nature sur les sites naturels et culturels gérés par le Département et intégration de l'offre des principaux partenaires dans les supports de communication.
- ► Conception et coordination du programme pédagogique Collèges 21.
- ► Création d'outils de sensibilisation sur la thématique de l'adaptation du territoire au changement climatique.
- Finalisation de la création d'une exposition et d'un carnet d'exploration sur les forêts du département.
- ► Accompagnement technique et financier des acteurs locaux de l'éducation à l'EEDD.
- ▶ Participation aux événementiels organisés par les acteurs de l'EDD (journées nationales éducation dans la nature...).

4) Valorisation des ressources

- ▶ Forêt : Suivi et participation à des projets européens en matière de DFCI et d'adaptation au réchauffement climatique ; Soutien aux EPCI DFCI ; Soutien à la formation des bénévoles des Réserves Intercommunales de Sécurité Civile (RISC) ; Animation des 1ères Rencontres de la forêt.
- Déchets : Soutien financier apporté aux collectivités dans le cadre de leurs projets.

► Energie :

- ▶ Poursuite du projet d'équipement des toitures des bâtiments départementaux et collèges en panneaux photovoltaïques dans un objectif de production d'énergie en autoconsommation et de vente totale action PPI.
- ▶ Poursuite des dispositifs (Soutien au Plan bois énergie ; Chèque isolation …).
- ▶ Poursuite de l'action de l'Espace Info Energie (EIE) service public d'informations et de conseils neutres et gratuits pour la maîtrise de l'énergie (Réponse à la demande d'information : 2140 demandes en 2019 (+78 % par rapport à 2018) dont 97 % émises par des particuliers ; réalisation d'actions d'animation et de sensibilisation auprès du grand public conférence, salon, etc.).
- ▶TSI : Poursuite du projet de création du GIP TSI ; Réalisation du travail de préfiguration en vue de la création du Fab Lab GIP ; Organisation de la 4ème édition du RAID Thémis Natur'Energies ; Réalisation des travaux d'aménagement du 1er étage de la Maison de l'innovation action PPI .

5) Activités de pleine nature

► Randonnée :

- ► Entretien des 1000 kilomètres d'itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale.
- Poursuite du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).
- ▶ Soutien aux actions de création, d'aménagement et d'entretien des sentiers de randonnée auprès des structures intercommunales dans le cadre du PDIPR.
- ▶ Animation du Réseau Geotrek Pyrénées-Orientales (Département et 5 structures intercommunales compétentes en matière de randonnée), création d'outils techniques et appui technique aux EPCI.
- ▶ Lancement du marché de maîtrise d'œuvre et des études réglementaires en vue de la construction de la passerelle de la Tirounère action PPI .

Activités de pleine nature :

- ▶ Réalisation de l'étude sur le développement maîtrisé des sports et APN.
- ▶ Définition de la composition de la CDESI et participation au « cercle de compétences ».
- ▶ Obtention du « Trophée de l'ingénierie territoriale » de la Gazette pour le cahier technique
- « Organiser des manifestations sportives en milieux naturels dans les Pyrénées-Orientales ».



6) Mer et Littoral

- ▶ Soutien des actions du Conservatoire du Littoral et accompagnement des gestionnaires de sites.
- ► Soutien aux professionnels de la pêche et à la SNSM.
- Accompagnement du Parc Naturel Marin.
- Sensibilisation des scolaires et du grand public aux enjeux prioritaires et financement de la campagne Ecogestes dans les ports du département.
- ▶ Appui en expertise pour la mise en œuvre des mesures compensatoires du port de Port-Vendres (mesure de transfert et de sauvegarde des grandes nacres création d'une ZMEL à Paulilles).
- Soutien à la valorisation du patrimoine maritime et à l'accueil de bateaux de prestige.
- Participation à la mise en place de « la semaine de la mer » (décembre 2019).
- ► Accompagnement financier de la restructuration du bâtiment A de l'Observatoire Océanologique de Banyuls-sur-mer action PPI.

PERSPECTIVES

I. EAU

1) Protection et gestion de la ressource en eau

- ► Finalisation du travail de préfiguration (volets juridiques, administratifs, financiers, techniques) pour la création du syndicat départemental de sécurisation et de production d'eau potable action PPI.
- ▶ Poursuite de l'appui technique, administratif et financier aux collectivités et mise en œuvre du partenariat avec l'Agence de l'Eau.
- ▶ Lancement de l'opération de création d'un adducteur (tuyau) entre Vinça et la Retenue de La Raho (étude juridique recrutement d'un AMO concertation pour définir les attentes des acteurs locaux) action PPI.
- ▶ Poursuite de la mission de gestion et protection des zones à préserver pour l'alimentation en eau potable
- Animation du réseau des gestionnaires de Zones Humides.
- ▶ Suivi des démarches menées par le Syndicat Mixte des nappes (mise en oeuvre du SAGE, PGRE, suivi de la révision des autorisations sur la production d'eau potable...).
- ► Suivi de la qualité des cours d'eau.
- ► Gestion et développement du réseau piézométrique hors plaine du Roussillon.
- ► Aide à l'émergence de projets en lien avec l'adaptation du territoire au impacts du dérèglement climatique (réutilisation des eaux usées, économies d'eau, protection des ressources...) action PPI.
- ▶ Poursuite des travaux destinés à rétablir la continuité écologique sur des ouvrages départementaux jugés prioritaires.

2) Gestion des ouvrages hydrauliques-Gestion des cours d'eau

▶ Digues de l'Agly : Mise en œuvre de la convention conclue avec le SMBVA dans le cadre de la mise à disposition des digues.

► Barrages :

- ▶ Barrage de Vinça : Lancement des opérations suite aux conclusions de l'EDD pour mettre en conformité l'ouvrage (réglementaire) ; Participation à la révision du Plan Particulier d'Intervention du barrage de Vinça avec la Préfecture (procédures en cas de risque de rupture de l'ouvrage).
- ▶ Barrage des Escoumes : recherche de solutions pour la mise en conformité de l'évacuateur qui doit évacuer sa crue de projet, réévaluée à la hausse.
- ► Barrage de l'Agly : Préparation de la future EDD (réglementaire).
- ▶ Suivi des conventions passés avec les GEMAPIENS pour la gestion du « volet PI » des barrages de Vinça et de l'Agly.







81

- Continuité écologique : Réalisation des travaux sur le seuil d'Estavar.
- ▶ Lutte contre les inondations et hydraulique agricole : Refonte de la politique d'accompagnement du Département relative à la gestion des cours d'eau et de soutien à l'irrigation agricole/ressource en eau.

II. Environnement

1) Les espaces naturels et la biodiversité

- ▶ Poursuite et reconduction des actions 2019.
- ▶ Reconduction de l'appel à projets « Nature en villes et villages » à l'attention des collectivités.
- Mise en œuvre de l'animation sur les Zones humides en vue de favoriser leur préservation.
- ▶ Renforcement du travail avec la DID (suivi des mesures compensatoires, schéma de desserte forestière et approche « environnementale et énergétique » pour le déploiement des aires de covoiturage actions PPI
- ▶ Renforcement du partenariat avec les 2 parcs naturels régionaux (PNR Pyrénées-Catalanes / PNR Corbières-Fenouillèdes).

2) Gestion environnementale et valorisation des sites naturels départementaux

- ► Gestion de la réserve naturelle régionale de Nyer : rédaction du 3ème plan de gestion du site (2021-2031), suivi de la construction de 2 cabanes pastorales, reconduction de toutes les autres actions courantes (suivis, animations, etc).
- ▶ Gestion de la réserve naturelle marine de Cerbère-Banyuls : évaluation du plan de gestion 2015-2019 et début de rédaction du plan de gestion 2021 2030, pose de 2 nouvelles bouées d'amarrage au sentier sous-marin, approbation de l'arrêté préfectoral réglementant la plongée sur la réserve, poursuite des actions courantes : suivis scientifiques, animations pédagogiques et gestion des différentes activités dans la Réserve (pêche, plongée, plaisance...).
- ▶ Gestion du site classé du Lac des Bouillouses : agrandissement du Point info / boutique et de la cabane des transports et création du local pour le personnel et les réunions, poursuite des réflexions sur la mise en place d'un plan de gestion du site, balisage du Carlit, mise en place d'animations pour le week-end d'ouverture de la saison 2020 (suite au succès des 20 ans).
- ▶ Gestion du site classé de l'Anse de Paulilles : aménagement d'une station d'épuration autonome (lit planté de roseaux) ou mise au point d'une autre solution d'épuration des eaux usées du site action PPI, réfection de la rampe d'accès PMR de la Maison de site, rédaction du programme pour l'aménagement du bâtiment « Atelier des découvertes » et recrutement du maître d'œuvre action PPI
- ▶ Gestion du site du Lac de la Raho : poursuite du suivi et de la recherche sur les cyanobactéries, réalisation de la 3ème et dernière tranche de travaux du parking de la plage, travaux de reprise du chemin du tour du Lac au droit du camping.
- ▶ Gestion du site du Lac de l'Agly : projet de Pôle nautique et de pleine nature Agly Fenouillèdes (recrutement du maître d'œuvre, début de la phase « projet » et des études réglementaires) action PPI, déplacement de l'ancienne cabane en bois des Dosses sur le site (Ansignan), développement des animations scolaires, réalisation d'un inventaire naturaliste du secteur Ansignan pour la création, à terme, d'un sentier de découverte.
- ▶ Gestion du site naturel des Dosses : finalisation de la cabane de pêcheurs, développement d'animations, réalisation d'une étude de l'avifaune du site en vue de l'aménagement d'un observatoire ornithologique.

3) Éducation à l'Environnement et au Développement Durable

▶ Reconduction des actions 2019 (Fête de la Nature, programme pédagogique Collèges 21, appui à la conception d'outils pédagogiques, déploiement des outils ECTAdapt).

4) Valorisation des ressources

► Forêt : Élaboration d'un Schéma d'Accès à la Ressource Forestière – action PPI. ; Organisation des 2èmes Rencontres de la forêt ; Lancement d'un appel à projets « Bois Construction » à l'attention des collectivités ; Participation active au projet européen Cooperem et Alberapastur.

ZOOM – ACTIONS PHARES – GRANDS CHIFFRES:

1) Eau

- Finalisation due l'étude de faisabilité pour la constitution d'un syndicat départemental de sécurisation et de production d'eau potable.
- ▶ 226 communes et 25 EPCl accompagnés en eau potable et assainissement aux plans technique, administratif et financier (180 visites et comptes rendus techniques et 60 réunions du SATEP, 433 visites de stations d'épurations et comptes rendus techniques et rédaction de 187 fiches de synthèse de fonctionnement pour le SATESE).
- Programme d'eau potable et d'assainissement : financement de 114 opérations pour un montant de travaux de 12 183 023 € et pour un montant total d'aides de 6 581 541 € (2 143 477 € pour le Département et 4 438 064 € en aides de l'Agence de l'eau).

2) Gestion des ouvrages hydrauliques-Gestion des cours d'eau

Actualisation de l'EDD du barrage de Vinça (remise début 2020).



- ▶ Energie : Finalisation du projet « toitures PV » en autoconsommation et poursuite du projet « toitures PV » en vente totale actions PPI ; Poursuite du soutien au Plan Bois Energie et redéfinition du dispositif « Chèque isolation ».
- ▶ TSI : Création effective du GIP et mise en place du Fab Lab.

5) Activités de pleine nature

► Randonnée :

- ▶ Entretien des 1000 kilomètres d'itinéraires sous maîtrise d'ouvrage départementale (réalisation de travaux sur les 6 lots géographiques).
- ▶ Poursuite de la construction de la passerelle de la Tirounère à St Paul de Fenouillet action PPI.
- ▶ Poursuite du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).
- ▶ Soutien aux actions de création, d'aménagement et d'entretien des sentiers de randonnée auprès des structures intercommunales.
- ▶ Réseau Geotrek Pyrénées-Orientales : Lancement officiel du portail web, poursuite de l'animation du Réseau.
- ▶ Sports de nature : Finalisation du diagnostic des sports de nature et mise en place officielle de la Commission Départementale des Espaces, Sites et Itinéraires (CDESI) en vue de la constitution du PDESI (Plan Départemental Espaces Sites Itinéraires) ; Participation au cercle de compétences.

6) Mer et Littoral

▶ Poursuite et reconduction des actions 2019.

3) Environnement – Sites naturels

- Installation de centrales solaires photovoltaïques sur le bâti départemental : objectif d'une puissance cumulée installée de 1 120 kWc et de 760 000 € d'économies action PPI.
- Accueil de plus de 16 000 personnes sur le site de TSI via des ouvertures au public (vacances scolaires), et des accueils de groupes et programmes pédagogiques tout au long de l'année.
- Environ 1 200 participants à des activités encadrées proposées dans le cadre de la Fête de la Nature.
- Environ 1 000 élèves participant à des projets éducatifs dans le cadre du programme Collèges 21.

➤ Sites naturels :

Réserve Marine : 250 jours/ an de surveillance, 12 suivis scientifiques, 30 000 visiteurs au sentier sous-marin et plus de 30 000 plongeurs sur la réserve (la moitié du total des plongeurs du département).

Réserve de Nyer : environ 5 000 visiteurs/an dont 1 000 sensibilités durant l'été, 2 projets de cabanes pastorales.

Site de La Raho: 1,2 millions d'usagers/an avec une pointe comprise entre 300 000 et plus de 350 000 visiteurs sur juillet et août.

Site de Paulilles : 250 000 visiteurs/an dont 120 000 en iuillet et août.

Site des Bouillouses : fréquentation totale du site sur les 6 mois estivaux de l'année (mai à octobre inclus) : environ 200 000 visiteurs/an. 250 classes sont venues visiter le site en 2019.

Site des Dosses : plus de 40 000 visiteurs en 2019, dont environ 20 000 sur la saison estivale.

Site de l'Agly : environ 40 000 visiteurs/an, dont 15 000 sur la saison estivale.



Direction de l'insertion professionnelle et de l'économie locale

Elle est composée de 5 services :

- ► Service Économie Sociale et Insertion
- Service Retour à l'Emploi
- ► Service Logement habitat
- Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire
- ▶ A noter l'existence d'un Service Relations Entreprises directement rattaché à la directrice de la DIPEL.

MISSIONS

Service Économie Sociale et Insertion

- ▶ Déployer des dispositifs de renforcement des compétences professionnelles des publics ;
- ► Accompagner toute initiative permettant de lever les freins à l'emploi, notamment ceux liés à la mobilité ;
- ▶ Consolider, développer et professionnaliser les Structures d'Insertion par l'Activité Économique ;
- Mettre en œuvre la clause d'insertion sociale dans ses marchés publics et accompagner les collectivités/maîtres d'ouvrage désireux de s'engager dans une commande publique responsable;
- ▶ Mobiliser les entreprises et les acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle au travers d'actions sur mesure ;
- ▶ Promouvoir l'engagement des entreprises dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) ;

Ces missions s'inscrivent dans le cadre de la politique publique « accompagnement social et insertion ».

Service Retour à l'Emploi

- ► Travailler à la mise en place d'outils à destination des personnes en difficulté afin de faciliter leur retour à l'emploi,
- ► Gérer le dispositif ADRE (Aide Départementale de Retour à l'Emploi) et les frais de mobilités, qui constituent un réel levier d'insertion professionnelle durable,
- ▶ Développer des parcours de retour à l'emploi sur les filières en tension telles que l'aide à la personne.

Ces missions s'inscrivent dans le cadre de la politique publique « accompagnement social et insertion ».

Service Logement, Habitat

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement pour tous,
- ► Maintenir l'accompagnement social lié au logement (FSL),
- Lutter contre l'habitat dégradé, la précarité énergétique et favoriser le maintien à domicile,
- ► Co-présider avec l'État le Plan Départemental d'Aide en faveur du Logement et de l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD),
- Co-présider avec l'État le Plan Départemental de l'Habitat (PDH),
- Co-présider avec l'État la commission des gens du voyage,
- Financer de manière volontariste des logements sociaux parc public et parc privé : construction, réhabilitation, captation de logements privés à vocation sociale.

Ces missions s'inscrivent dans le cadre de la politique publique « logement ».

Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire

Pépinière départementale :

- ▶ Produire et fournir des plants à destination des 226 communes du Département et des services du Département en interne. Production en démarche 0 phyto,
- ▶ Apporter une aide et un conseil à la conception d'espaces verts auprès des communes ne disposant pas de services espaces verts.

Mission Foncier rural:

- ► Accompagner les territoires dans leurs projets de maîtrise et d'aménagement foncier rural et PAEN (techniciens et élus),
- Conduire des opérations formelles d'aménagement,
- Conduire des opérations formelles de création de PAEN,
- Suivre des actions engagées sur les PAEN déjà approuvés,
- ► Travailler en partenariat avec la Région sur la thématique de la restructuration foncière (AAP régional).
- ▶ Participer aux réunions des instances locales sur le thème du foncier : comité technique SAFER, CDPENAE...

Mission Agriculture – promotion agricole:

- ► Mettre en œuvre la politique agri-environnementale visant le développement agricole et l'accompagnement de la mutation des filières,
- ► Accompagner techniquement et financièrement les porteurs de projets agricoles et agroalimentaires
- ▶ Instruire et gérer plusieurs programmes d'aide à l'investissement à destination des entreprises agricoles, agroalimentaires ou groupements de producteurs,
- ► Encourager une activité équilibrée du Département,
- Accompagner la promotion de la production locale et des circuits courts,
- ▶ Développer les actions en faveur de l'agriculture biologique.

Ces missions s'inscrivent dans le cadre de la politique publique « eau et agro-environnement ».

Service Relations Entreprises

- ► Assurer les transferts/cessions d'actifs découlant de loi NOTRe, notamment pour l'Espace Entreprises Méditerranée sur Rivesaltes,
- ► Assurer les relations avec les entreprises locataires de l'immeuble, propriété du Département, situé à Rivesaltes.

Ces missions s'inscrivent dans un contexte de clôture de la mission Relations Entreprises, consécutivement au transfert de la ZAE EEM à PMM et conformément à la Loi NOTRe du 17 août 2015.

RÉALISATIONS

Service Économie Sociale et Insertion

- ▶ Pilotage et suivi du Pacte Territorial d'Insertion (PTI) et du Programme Départemental d'Insertion (PDI),
- Finalisation de l'étude sur l'évaluation de la politique d'insertion,
- ▶ Lancement d'un nouveau marché public (2018-2021) relatif aux actions de renforcement des compétences des bénéficiaires du rSa et suivi des nouveaux prestataires,
- ▶ Suivi des Structures d'Insertion par l'Activité Économique et des projets en émergence (création d'une Entreprise d'Insertion en 2019),
- ▶ Poursuite de la montée en charge de la clause d'insertion dans les marchés publics, en lien avec les Communes, les EPCI, la Région et l'État (Engagement n°15 PPI),
- ▶ Poursuite du pilotage du dispositif d'accompagnement à la création d'entreprise pour les bénéficiaires du rSa (accompagnement, financement, ...),





- ► Finalisation de la « charte départementale de la mobilité solidaire », avec les acteurs locaux,
- Lancement et pilotage de la 7e « plate-forme emploi BTP »,
- ▶ Lancement et pilotage de la 5e promotion de l'action de découverte des métiers par les jeunes intitulée « une filière, des métiers : initiation aux métiers de l'alimentation », en lien notamment avec l'IRFMA,
- Lancement de plusieurs projets permettant de rapprocher le monde de l'économie de celui de l'insertion professionnelle (parrainages, événements, idée d'un appel à projets...),
- ▶ Démarrage du déploiement de la plateforme affinitaire « objectif emploi66.fr » permettant des mises en relation optimisées entre allocataires du rSa et entreprises locales,
- ▶ Pilotage de la 7e édition des Trophées RSE, en lien avec les acteurs économiques locaux.

Service Retour à l'Emploi

- ▶ Pilotage et suivi des études d'évaluations des dispositifs CUI et ADRE,
- ▶ Large prospection auprès du tissu économique local pour dynamiser la prescription des CIE et des PEC,
- ► Travail partenarial étroit avec les territoires pour l'organisation de Jobdating sur le thème de l'aide à domicile.
- Développement du réseau des employeurs de l'aide à domicile et des EHPAD,
- ▶ Suivi des marchés publics insertion professionnelle (accompagnement personnalisé et individualisé des publics BRSA pendant toute la durée de leurs contrats aidés),
- ▶ Lancement d'un nouveau marché public (2018-2021) relatif à l'action d'accompagnement des BRSA dans le cadre des contrats aidés,
- ► Suivi des prescriptions des CDDI dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion.

Service Logement, Habitat

- ► Animation en co-présidence avec l'état du PDALHPD,
- ► Mise en œuvre technique de la régie FSL,
- ► Mise en place du règlement du Fonds départemental d'aide à la pierre (FDAP66) et suivi des conventions habitat,
- Accompagnement de 9 associations financées par le Département,
- Coordonner les schémas directeurs logement/habitat : PDALHPD/SCHEMA DES GENS DU VOYAGE/PLAN DEPARTEMENTAL DE L HABITAT en lien avec l'état ainsi que les conférences intercommunales du logement en lien avec les EPCI dotés d'un plan local de l'habitat.

PIG:

- ► Animation du PIG1 et lancement de la procédure pour renouvellement marché du PIG II « Mieux se loger 66»,
- Gestion et animation des commissions Insertion et Logement, (481 dossiers traités),
- ▶ Présentation du dispositif dans chaque EPCI par la vice présidente en charge du logement,
- ▶ Démarrage PIG 2 novembre 2019.

Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire

Mission Agriculture - promotion agricole:

- ▶ Mise en œuvre de la politique agri-environnementale départementale, adoptée en mars 2017, en lien avec la réforme de la loi NOTRe et en complémentarité avec la Région,
- ▶ Appui au développement de nouvelles formes de commercialisation et transformation (accompagnement à l'émergence d'une structure départementale visant à l'intégration des produits locaux en Restauration collective, étude des possibilités d'implantation de stand de vente sur les aires de covoiturage,... Engagement 5 et 6 du PPI),
- ► Accompagnement des structures de développement agricole et à la promotion des filières de production (campagne de communication sur les démarches qualité, appui à l'émergence d'un pôle oenotouristique sur le site du Mas Reig à Banyuls -« Ecole de sommellerie » Engagement 17 du PPI).

Mission Foncier rural:

- ► PAEN Engagement 24 du PPI :
 - ▶ Accompagnement des communes disposant déjà d'un PAEN, dans la mise en œuvre des actions prévues dans le programme d'action lié ou plan de gestion : communes de Laroquedes-Albères, Canohès/Pollestres, ...
 - ► Accompagnement de nouvelles communes dans la mise en place d'un PAEN (Tautavel, Céret, Canohès Toulouges Ponteilla Nyls Le Soler, Montescot ...),
 - Création du PAEN d'Alénya, d'une superficie de 349 ha,
 - ▶ Définition et mise en œuvre d'une politique départementale en matière de PAEN.
- ► Aménagement Foncier Rural AFR Engagement 26 du PPI :
 - ► Soutien aux opérations de restructuration agricole et viticole (diagnostics territoriaux, animation foncière, recherche de porteurs de projets et prospective)- mesure 16,7 du FEADER,
 - ▶ Accompagnement technique des territoires (cdc) intéressés par les outils de l'AFR en matière de remise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées (Constitution de la commission intercommunale d'aménagement foncier en charge du pilotage opérationnel de déploiement de la procédure de mise en valeur des terres incultes, sur un périmètre de 1700 ha, sur les communes d'Elne, Latour Bas Elne, Argelès et Saint Cyprien à l'initiative des communautés de communes Albères, Côte Vermeille Illibéris et Sud Roussillon).
 - Consolidation du travail relatif à la mise en place de commissions communales ou intercommunales d'Aménagement Foncier (Estagel/Latour-de-France/Montner, Trouillas, Bourg-Madame, Canohès),
 - ▶ Réalisation d'une étude d'aménagement en vue d'une opération de restructuration foncière à l'échelle du PAEN de Laroque-des-Albères.

Service Relations Entreprises

- Finalisation de travaux de desserte avant transfert effectif de la ZAE EEM vers PMCU,
- ▶ Finalisation des audits relatifs aux équipements afférents de EEM (Régie de l'eau EEM et travaux restant à réaliser sur certaines voiries),
- ightharpoonup Transfert de la ZAE EEM vers PMCU délibérations des 11/02/2019, 20/05/2019 et 25/11/2029,
- ► Cessions des parcelles EEM à PMCU et à la SEM Roussillon Aménagement (dans le cadre du transfert).
- ▶ Signature du Protocole de fin du mandat avec la SPL Pyrénées Orientales Aménagement OA pour la ZAC2 EEM,
- ▶ Suivi des dernières dépenses de fonctionnement EEM avant clôture de la mission Relations Entreprises,
- ▶ Gestion des entreprises locataires du bâtiment situé à Rivesaltes et propriété du Département,
- ► Création du Cluster Régional Logistique.

PERSPECTIVES

A noter, qu'en 2020, le Service Économie Sociale et Insertion, le Service Retour à l'Emploi et le Service Logement Habitat basculent à la DGA des Solidarités,

Le Service Économie Sociale et Insertion et le Service Retour à l'Emploi fusionnent en un seul et même service.

Le Service Logement Habitat est également fusionné avec un autre service issu de la DASAD.

Service Retour à l'Emploi

- ▶ Optimiser le retour à l'emploi des BRSA en structurant l'offre de service autour du nouvel outils « objectif emploi 66.fr » et en coordonnant les différents dispositifs,
- Permettre une approche de parcours global (progressivité),





87_

- ▶ Renforcer la collaboration avec le secteur privé : mobiliser les entreprises et acteurs économiques autour de l'insertion professionnelle (économie solidaire, RSE),
- Lancer officiellement la plateforme affinitaire « objectif emploi66.fr ».

Service Logement, Habitat

- ► Construire un projet de service avec l'ensemble des agents au regard de la nouvelle direction et des orientations fixées par les différents documents programmatiques,
- Formation de nouveaux agents dans deux unités,
- Consolider le travail engagé avec les territoires sur la connaissance des dispositifs et des différents programmes logement/ habitat,
- ► Favoriser l'étude des situations individuelles avec l'ensemble des champs d'intervention de la DIAD (accès aux droits, insertion, santé...),
- ► Assurer un traitement des dossiers individuels dans le respect des délais impartis (aides fiancières et dispositifs)
- Participer et contribuer au projet d'accueil physique et téléphonique de la DIAD,
- ▶ Veiller à travailler en transversalité en favorisant la connaissance des actions menées par les services DIAD et également avec d'autres directions,
- ► Animer et développer le partenariat avec les associations, les différents acteurs du logement et du champ social
- Animer des groupes de travail pour la révision du règlement intérieur FSL,
- Développer l'animation du comité technique ASLL,
- ▶ Afin de sécuriser le traitement des dossiers de subvention : Projet d'une mise en place de gestion Web-Habitat
- Assurer une veille et une vigilance juridique Logement/Habitat.

Service Foncier Rural, Agriculture et Agroalimentaire

Mission Agriculture – promotion agricole :

▶ Formaliser l'implication du Département dans la structure associative en charge de l'animation et de la coordination du projet départemental d'intégration des produits locaux en Restauration collective. Emergence de la plateforme de regroupement et de commercialisation de l'offre de produits locaux à destination de la restauration hors domicile, outil en préfiguration dont la gouvernance serait assurée par une structure de type SCIC.

Mission Foncier rural:

Poursuite et développement de nos interventions en matière de foncier rural :

- Lancement des consultations pour recruter les bureaux d'études en charge de la réalisation des études d'aménagement sur les territoires des communes de Canohès, Trouillas et du périmètre intercommunal d'Estagel, Latour de France, Montner,
- Lancement de la première opération départementale en matière de restructuration forestière (commune de Matemale) Engagements 3 et 26 du PPI,
- ▶ Mise en œuvre effective de la procédure « Terres incultes d'initiative publique » à l'échelle d'un périmètre de 1700 ha (communes d'Elne, Latour Bas Elne, Saint Cyprien et Argelès), réalisation de l'état des fonds incultes, préalable à la mise en demeure des propriétaires des biens ainsi caractérisés, de procéder à leur remise en valeur ou de les mettre à disposition en vue d'une remise en culture,
- ▶ Déclinaison opérationnelle de la politique départementale en matière de PAEN (Réalisation du schéma départemental des espaces agricoles et naturels à enjeux, déclinaison des modalités d'intervention du Département en matière de préemption dans les PAEN...). Lancement effectif des études de faisabilité d'un PAEN sur la commune de Céret (250 ha), et d'un PAEN intercommunal sur les communes de Canohès, Toulouges, Le Soler, Ponteilla Nyls, d'une superficie estimée à près de 570 ha. Création effective d'un PAEN sur la commune d'Alénya.

GRANDS CHIFFRES 2019:

Service Économie Sociale et Insertion :

- ► Fonctionnement : 2 398 949 € votés en 2019
- ▶ Investissement : 108 368 € votés en 2019 Service Retour à l'Emploi :
- ▶ 193 CUI ont été signés : 173 PEC, 20 CIE,
- Politique de Retour à l'Emploi : 2 610 000 € dont 820 000€ pour le financement d'ETP dans les ACI,
- ▶ 450 000 € pour les frais de mobilités et les aides liées au dispositif ADRE,
- ▶ 122 518 € pour le Marché Public contenant 3 lots.

Service Logement, Habitat :

- Politique du logement 9,9 millions d'euros en 2019.
- FSL: 3,3 millions d'euros dont 2,7 millions d'euros versés par le Département,
- Aide à la Pierre : budget 6,4 millions d'euros au financement de la construction de 940 logements,
- Soutien aux associations Habitat & Logement : 9 associations pour 245 657 €.
- Résultats 2019 du financement de la réhabilitation du parc privé : 217 Logements pour 347 900 € de subventions.
- Programme d'Intérêt Général
- « Mieux se loger 66 » : 192 logements réhabilités pour 309 700 € et 3,6 millions de travaux TTC.
- OPAH Conflent : 25 logements réhabilités pour 38 200 € de subventions et 597 306 € de travaux TTC.
- Page Résultats 2019 FSL : 5 322 aides directes payées représentant 2 071 484 €.

Service Foncier Rural Agriculture Agroalimentaire :

▶1 138 400 € votés pour la politique départementale de développement agricole

Investissement : 97 296 € /
Fonctionnement : 1 041 104
€GRANDS CHIFFRES 2019 :

Service Relations Entreprises:

► Transfert début 2020 de la gestion des entreprises locataires du bâtiment situé à Rivesaltes et propriété du Département à la Direction Logistique et Bâtiments.

Ce transfert mettra un terme à la mission du service Relations Entreprises.

ZOOM

Service Foncier Rural Agriculture Agroalimentaire:

- ► Accompagnement l'émergence d'une structure départementale visant l'intégration des produits locaux en Restauration collective : Mise en place d'une structure associative départementale en charge de la coordination et de l'animation de ce projet. Préfiguration d'une structure de type SCIC, comme structure de gouvernance de la plateforme départementale de regroupement et de commercialisation de l'offre locale de produits locaux,
- Création du PAEN d'Alénya (2019), sur une surface de près de 347 ha (plus de 60 % de la surface de la commune),
- Définition et adoption de la politique départementale en matière de PAEN
- Mise en œuvre opérationnelle de la première opération de mise en valeur des terres incultes, relevant d'une initiative publique, à l'échelle d'un périmètre de 1700 ha (communes d'Elne, Latour Bas Elne, Saint Cyprien, Argelès), une première nationale de part l'ampleur de ce projet.

Mission Départementale Développement Durable

La Mission Développement Durable participe à l'évaluation de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable établis par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et agit en transversalité afin de faire évoluer les pratiques de la collectivité sur son patrimoine, ses compétences et son rôle partenarial.

MISSIONS

Axe 1 : Renforcer l'exemplarité et l'éco-responsabilité de l'institution départementale

► Évaluation de la politique départementale de développement durable

La réglementation demande de réaliser un rapport de Développement Durable chaque année et un Bilan des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité tous les 3 ans.

Lutte contre la précarité énergétique

Le Département, chef de filât de la lutte contre la précarité énergétique, a développé un service d'appui aux usagers pour agir sur les politiques « d'Accompagnement social et insertion » et « du logement ».

Axe 2 : Accompagner le développement durable et garantir l'équilibre des territoires (Engagement 24)

La politique de « Développement local et d'accompagnement des acteurs locaux » en matière de Développement Durable, se décline selon 3 volets opérationnels :

- ► Appui technique et financier aux collectivités
- Réseau des collectivités en démarche de développement durable
- Formation au Développement Durable

Axe 3 : Répondre à l'urgence climatique et écologique (Engagement 9)

Le Plan Climat Énergie Territorial participe aux politiques publiques « Eau et Agro-environnement » et « Éducation jeunesse » selon 2 volets :

- Lutte contre le changement climatique
- Adaptation au changement climatique

RÉALISATIONS

Évaluation de la politique de développement durable

- ► Élaboration du rapport d'évaluation Développement Durable 2019.
- ▶ Engagement du diagnostic du Bilan des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité.

Lutte contre la précarité énergétique

- Le réseau constitué de 107 travailleurs sociaux a orienté 200 ménages vers l'équipe de lutte contre la précarité énergétique, dont 163 ont fait l'objet d'une visite à domicile et ont bénéficié d'un kit d'économie d'énergie d'une valeur moyenne de 17,50 €.
- ▶ 33 animations ont permis d'informer 274 personnes sur la maîtrise de l'énergie.

Engagement 9 - Lutte contre le changement climatique

► Soutien de 50 000 € au projet d'écorénovation du foyer municipal de Maureillas-las-illas.

Engagement 24

L'appel à projet nature en ville a permis de retenir 10 projets d'aménagements innovants pour un montant global de 92 090€ de subventions accordées.

Appui technique des collectivités

▶ 60 personnes ont participé aux rencontres du réseau départemental des collectivités en démarche de développement durable. 526 documents sont référencés sur la bibliothèque en ligne.

Chiffres clefs/Indicateurs

- ▶437 personnes aidées pour lutter contre la précarité énergétique (+ 115%)
- ▶ 14 projets d'investissement soutenus (11 communes, 2 EPCI et 1 association) (x2,5)
- ▶816 personnes associées aux actions du réseau et d'Ect'Adapt
- ▶200 000 personnes sensibilisées sur l'Espace Catalan Transfrontalier







▶ 8 formations au développement durable ont été dispensées à 148 participants dans le cadre du partenariat avec le CNFPT.

PERSPECTIVES

Évaluation de la politique de développement durable : définition de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de la collectivité et du plan d'actions pour y parvenir.

Lutte contre la précarité énergétique : maintien de l'activité.

Éducation à l'environnement et Développement Durable : poursuivre la valorisation des outils pédagogiques développés dans le projet ECT'Adapt.

Engagement 9 : Déployer un appel à projet « Convention des Maire pour l'énergie et le climat ».

Engagement 24 : Déployer les appels à projets « Eco-quartier » et « Zéro déchet dans la nature ».

Appui technique des collectivités : Former les nouveaux élus sur les Agenda 2030.

Zoom : Projet de coopération ECTAdapt sur l'adaptation au changement climatique

Après 3 ans et demi d'animation et 868 000 € réalisés (dont 461 000 € par le Département) le projet de coopération transfrontalière ECTAdapt s'est terminé le 31 octobre 2019.

L'animation du projet ECT'Adapt a permis de mobiliser 501 acteurs du territoire et de sensibiliser près de 200 000 personnes en 2019 sur l'Espace Catalan Transfrontalier grâce aux outils pédagogiques produits : Escape game, jeu de 7 familles et dossier pédagogique des enseignants du collège, installation de pupitres de sensibilisation sur le site classé de l'Anse de Paulilles, exposition itinérante, vidéos...

Un outil d'analyse de vulnérabilité du chêne liège a été créé sur la base de la méthode ARCHI.

La vulnérabilité à l'évolution des températures, de la pluviométrie et de l'élévation niveau de la mer a été analysée sur les 226 communes du Département et les 221 de la Diputacio de Girona.

Les communes d'Alénya et Port Vendres ont bénéficié d'un appui technique pour l'élaboration de leur plan d'adaptation au changement climatique.

Direction Coopération Fonds Européens Ingénierie Territoriale

La Mission Développement Durable participe à l'évaluation de la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable établis par l'Organisation des Nations Unies (ONU) et agit en transversalité afin de faire évoluer les pratiques de la collectivité sur son patrimoine, ses compétences et son rôle partenarial.

MISSIONS

Veille informative sur les programmes sectoriels de la Commission européenne

- ► Suivi administratif et financier du projet FAMI et accompagnement de l'IDEA et de l'ASE dans la mise en oeuvre du projet retenu (technique, gouvernance...).
- ► Suivi des programmes sectoriels et des AAP 2019/2020 ERASMUS + (DSDEN, atelier des barques, clubs sportifs, centres de loisirs,...), (LIFE +, ...), en lien notamment avec l'ADRET.
- ▶ Pilotage de démarches inter-institutionnelles
- ► Co-pilotage avec la DGA des Solidarités de la démarche de groupement de commandes interdépartemental sur les aides d'Etat (mise en compatibilité des dispositifs de l'Institution avec la réglementation européenne).

Urbanisme

- ▶ Mission de consultation, de centralisation, de vérification et de synthèse des avis des services du Département concernés sur les documents d'urbanisme des communes et EPCI.
- ▶ Avis donnés en matière de SCOT, PLUi, PLU, déclarations de projet emportant mise en compatibilité des PLU....

Service d'appui technique au développement local (SATEDE)

- Accompagnement des communes et leurs groupements dans leurs projets de développement économique et/ou local.
- ► Co-animation du Club des développeurs économiques à l'échelle départementale et participation au Club des pépinières d'entreprises, mise à jour du portail des ZAE et création du portail des pépinières du 66.
- ▶ Suivi et coordination, en lien avec les services et partenaires concernés, de démarches transversales (SRADDET, SCOT, PDH notamment).
- ▶ Pilotage de la démarche de coordination et de valorisation de l'offre d'ingénierie départementale (mise à jour du guide de l'appui technique, participation au Salon des Maires, création d'une plateforme « appui technique », réalisation de bilans annuels...).

Observatoire

- Cartographie pour les services (200 cartes) et suivi des applications SIG de la DGA,
- ▶ Production de documents thématiques et de prospective (portraits de territoire, atlas statistiques, fiche emploi, fiche Demandeurs Emploi Fin de Mois,...).

PERSPECTIVES

Programmes régionaux FESI

- ▶ Préparation des Programmes post-2020 / Analyse de la programmation / Positionnement du Département lors des différents temps de réflexion,
- Démarche inter-Départements sur la préparation de ces futurs programmes,
- ► Alimentation et exploitation des outils de suivi de la programmation.

Programme européen de coopération transfrontalière Interreg V-A POCTEFA

► Conseil et appui aux porteurs de projets programmés lors des 3 appels à projets / Participation aux travaux de conception du prochain Programme POCTEFA.

Coopération transfrontalière de proximité

- ► Avec la Generalitat de Catalunya : Mise en œuvre de l'accord-cadre bilatéral de partenariat ; poursuite du projet européen COOPEREM ; mise en œuvre du projet ConnECT ; relations interservices et ingénierie de projets commune ; gestion commune du Fonds commun ; mise en œuvre du projet Art Pertot .
- ► Avec la Diputació de Girona : Renouvellement de l'accord-cadre bilatéral de partenariat (4 ans) et déclinaison opérationnelle, poursuite de la coopération dans le cadre du réseau européen du portail cartographique SITMUN.
- ► Coopération à l'échelle méditerranéenne : Lancement de l'AAP 2019/2020 FDCE- Bassin méditerranéen. Mobilisation des services / acteurs du territoire lors des appels à projets MED et SUDOE.
- ▶ Programmes thématiques / Commission Européenne : Veille/information sur les appels à projets. Accompagnement des porteurs de projets du territoire.
- ► Actions partenariales Jeunesse et Europe : Poursuite de la sensibilisation à l'Europe à destination de tout public au moyen d'animations/ateliers/conférences/expositions itinérantes et d'un Escape Game.

Urbanisme

► Elargissement de la consultation « inter-services » et mise en place d'un groupe de travail urbanisme durable en vue d'intégrer les plans climat-air-énergie dans les documents d'urbanisme.

Service d'appui technique au développement local (SATEDE)

- ► Accompagnement des communes et leurs groupements dans leurs projets de développement économique et/ou local.
- ▶ Co-animation du Club des développeurs économiques à l'échelle départementale et participation au Club des pépinières d'entreprises.
- ▶ Suivi et coordination, en lien avec les services et partenaires concernés, de démarches transversales (SRADDET, SCOT, PDH notamment).
- Coordination et valorisation de l'offre d'ingénierie départementale (mise à jour du guide de l'appui technique, Salon des Maires, temps d'animation et de valorisation de l'appui technique départemental).

Observatoire

- ► Cartographie pour les services, mise à jour et développement des applications SIG de la DGA TM
- ▶ Production de documents thématiques et de prospective (portraits de territoire, atlas statistiques, fiche emploi, fiche DEFM, fiches filières). Participation à la mise en place de SITMUN.

DONNEES CLES

- ► FEADER (hors LEADER) près de 20 M€ (1 300 dossiers).
- Programme LEADER : 7,47 M€ sur le territoire des Pyrénées-Orientales.
- ► FEDER/FSE :134 dossiers pour environ 20 M€.12 dossiers du Département pour 3,5 M€ de FEDER.
- Approches Territoriales
 Intégrées (ATI) : plus de 10,4M€
 mobilisés sur les PyrénéesOrientales.
- ► FEAMP/GALPA Pyrénées Méditerranée 0,5M€ + 0,1M€ hors GALPA.
- ►FSE-subvention globale : 1ère convention signée sur la période 2014-2018 pour 6,1M€ de FSE. 7 M€ programmés, 161 projets auxquels ont participé près de 7800 personnes. 2nde convention signée en juillet 2019 sur la période 2019-2020.
- FAMI : subvention octroyée : 2,9 M € ; avance de 50 % en octobre 2019 (soit 1 438 727 €).
- P 3ème appel à projets POCTEFA : 16 projets sélectionnés pour un cofinancement européen de 2,254 M € pour notre territoire. 2 sont portés par le CD66 : Artis (sur la culture pour tous) et Catcar (sur l'innovation en matière d'Archives). Sur 2014-2020, près de 14,5 M € ont été attribués sur les PO.
- Micro-projets transfrontaliers : 16 micro-projets programmés en 2019 pour 63 052€ de subventions / 1,2M€ de subventions départementales octroyés depuis la création du dispositif en 2008, pour plus de 230 projets.
- ► Urbanisme : 55 réponses + avis donnés sur l'année 2019.
- Observatoire : 200 cartes réalisées pour les services.



Direction des Infrastructures et Déplacements (D.I.D.)

En 2019, la Direction des Infrastructures et Déplacements a exercé ses missions en matière d'infrastructures, qu'il s'agisse des routes, des véloroutes, du port de Port-Vendres, des travaux neufs sur les digues ou de la préparation des chantiers du THD en assistance à la Direction des Systèmes d'Information.

MISSIONS

La Responsable Qualité :

Elle est chargée d'accompagner la démarche de progrès de la Direction, de développer la transversalité entre les services, d'assurer la mise en place et le suivi des procédures et de développer la formation interne.

Le Service Finances, Marchés et Ressources Humaines (SFMRH) pour les infrastructures

Pour la partie financière, il assure le suivi du budget en Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement (incluant la gestion des digues et le port de Port-Vendres) ainsi que la gestion des enveloppes de crédits des opérations et la comptabilité.

Pour le suivi des marchés, il est garant de la cohérence des pratiques et du respect des procédures ainsi que de l'exécution financière des marchés.

Pour la gestion des Ressources Humaines, il traite les dossiers du personnel de la Direction des Infrastructures et Déplacements et il effectue le suivi du tableau des effectifs, des mobilités, du plan de formation, des rémunérations accessoires.

LA DIRECTION ADJOINTE DES INVESTISSEMENTS

MISSIONS

Elle est chargée de la mise en œuvre des politiques et des projets relatifs à l'aménagement durable des infrastructures de mobilité (routes, véloroutes, digues, ouvrages d'art, ...), du port de Port-Vendres et de ce fait, de la satisfaction des besoins de diversification de l'offre de mobilité, du développement des infrastructures affectées aux modes doux et à l'intermodalité, de la maîtrise des coûts, des délais, de la qualité des projets et de l'exécution des travaux.

Le Service Maîtrise d'Ouvrage

Ce service assure les missions exercées au titre de la maîtrise d'ouvrage des projets d'infrastructures (études et procédures préalables) et des missions transverses pour la Direction des Infrastructures, notamment en termes de prospectives et de réflexions sur l'évolution des besoins de mobilité

Le Service Acquisitions Foncières

Ce service est chargé de la maîtrise foncière nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement des infrastructures linéaires (conduite des procédures d'expropriation, négociations amiables, rédactions des actes administratifs,...).

Le Service Maîtrise d'Œuvre

Ce service assure les missions de maîtrise d'œuvre: conception des projets d'infrastructures de mobilité et direction de l'exécution des travaux correspondants (terrassements, chaussées, déplacements des réseaux, équipements de sécurité, aménagements d'environnement et plantations,...). Par ailleurs, le Service Maîtrise d'œuvre a assuré jusqu'au 31 décembre 2019, les missions de maîtrise d'œuvre pour le projet de sécurisation des digues de l'Agly.

Le Service Ouvrages d'Art

Ce service est chargé de la construction, de l'aménagement (maîtrise d'œuvre), de la gestion, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation du patrimoine des ouvrages d'art des routes départementales, c'est à dire les ponts, les murs, les tunnels et les structures des grands ensembles de signalisation.

Le Service Développement et Expertises Techniques

Ce service est chargé d'assurer l'animation et la diffusion des évolutions du corpus technique. Il participe à la mise en place de démarches contribuant à la maîtrise de la qualité technique des projets. Il assure les missions relevant des compétences départementales d'autorité portuaire à Port-Vendres, ainsi que des missions de maîtrise d'œuvre sur des projets portuaires. Il comporte en son sein le laboratoire routier départemental qui contribue au maintien et au développement du socle de formation technique nécessaire aux personnels techniques de la direction et intervient dans le cadre du contrôle extérieur de la qualité des prestations réalisées par les entreprises de travaux sur les chantiers sur les routes départementales.

La Cellule Véloroutes Infrastructures de Mobilité Environnement (CVIME)

Cette cellule assure

- la promotion et le suivi de la mise en œuvre du schéma départemental des véloroutes 2016-2022
- ▶ le suivi de la mise en œuvre de la séquence éviter-réduire-compenser dans les projets d'infrastructures dont le Département est maître d'ouvrage
- le suivi du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE 2016-2022)
- ▶ et représente au niveau technique le Département au sein d'instances partenariales liées à la mise en œuvre et de grands itinéraires cyclables nationaux et transfrontaliers

LA DIRECTION ADJOINTE DE L'ACTION TERRITORIALE

MISSIONS

La Direction de l'Action Territoriale est garante de la gestion des routes départementales et notamment de leur conservation, de leur entretien et de leur exploitation.

L'organisation territoriale des services est la suivante :

- ▶ des unités spécialisées regroupées au sein du Service Gestion de la Voirie assurent le soutien logistique, technique, administratif et juridique de la structure et élaborent la politique de gestion de crise, mettent à disposition les compétences de référents en matière de traitement des chaussées, de sécurité routière, de gestion du domaine public et d'entretien des dépendances vertes.
- Service de contrôle et de suivi des opérations du déploiement du Très Haut Débit assure le suivi de la bonne exécution des travaux de déploiement du réseau THD et leur coordination avec les programmes d'entretien et d'investissement routier de la DID. Il est organisé territorialement conformément aux implantations territoriales des agences routières.
- ▶ 3 Services Routiers Territoriaux assurent la responsabilité de la gestion du patrimoine routier et la fonction de maître d'œuvre pour les opérations d'entretien, de grosses réparations et de sécurité sur leur territoire respectif. Ils donnent des avis sur les documents d'urbanisme.

Sur le terrain :

- ▶8 Agences, réparties sur le territoire au plus près de la population et rattachées aux 3 chefs de services territoriaux, ont pour mission de surveiller en permanence le réseau afin de garantir une utilisation sécurisée et confortable, de mettre en œuvre la politique départementale de façon cohérente en matière d'entretien et d'exploitation, de veiller aux conséquences des projets d'aménagement portés par d'autres collectivités ou privés et à l'utilisation du réseau par les riverains, concessionnaires et autres tiers.
- ▶1 Unité d'Appui à l'Entretien intervenant comme prestataire de services auprès des agences routières sur l'ensemble du département pour des activités ciblées (marquage routier, glissières de sécurité, curage de fossés, revêtements localisés de chaussées, élagage par lamier...) et, en fonction de ses disponibilités, pour certaines prestations sur des chantiers d'investissement.

Enfin la Direction de l'Action Territoriale participe à la cellule de veille qualifiée commune au Département et à l'État, cette cellule assurant une veille téléphonique et météorologique 24h/24 pour relayer l'alerte vers les équipes d'intervention des agences ou assurer l'information des usagers après collecte des informations sur les conditions de circulation.

Par ailleurs, la sécurité routière constitue une préoccupation essentielle et constante des services de gestion des routes et cela dans tous les domaines d'intervention. Ainsi, les formations internes « Signalisation temporaire » et « Interventions sur 2x2 voies » sont programmées régulièrement pour permettre aux agents nouvellement recrutés d'acquérir de savoir faire.

00 00 00 0 00 00 00



EN MATIÈRE DE PROCÉDURES :

La Responsable Qualité:

- ▶ a participé à plusieurs groupes de travail inter-directions (sinistralité, Équipements de Protection Individuelle, Plan de Prévention des Risques Routiers), dont le thème central est la sécurité de nos agents.
- ➤ a piloté plusieurs actions de formations internes, à destination de :
- ▶ 55 agents pour l'obtention de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux,
- ▶ 51 agents à la prévention incendie,
- ▶ 48 agents à la réglementation de la signalisation temporaire,
- ▶ 80 agents aux spécificités de la viabilité hivernale,
- ▶ 10 agents à la conduite des engins de déneigement ou de salage par compagnonnage,
- ▶ 110 agents à la formation « gestes et postures »,
- ▶ 36 agents à l'innovation routière concernant les nouvelles techniques d'enrobés et de chaux

EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES:

- ▶ En 2019, la Direction Adjointe des Investissements s'est fortement impliquée dans l'élaboration et l'engagement des programmes d'infrastructures afin de satisfaire les attentes exprimées en matière de mobilité par nos concitoyens.
- ▶ Elle a poursuivi les études et les procédures pour la constitution des dossiers correspondants et relatifs aux grands projets emblématiques du Département (Sécurisation des digues de l'Agly, Requalification du quai Dezoums, aménagement de la RD 914 entre Port Vendres et Cerbère, ...) et poursuivi la réalisation des travaux de la section Centre de la Rocade Ouest de Perpignan et de nombreux autres aménagements de routes et de véloroutes.
- Dans le domaine portuaire, elle a mené à bien le processus de renouvellement des concessions, engagé une réflexion stratégique et réalisé des travaux d'amélioration des conditions d'accessibilité du port. Le Département participe aux réflexions menées par la délégation interministérielle sur l'axe Méditerranée Rhône Saône.

RÉALISATIONS

La Direction Adjointe de l'Action Territoriale a obtenu l'autorisation d'exploiter le tunnel d'En Raxat situé sur la RD914 ainsi que la validation de son programme de sécurisation.

PERSPECTIVES

La Direction des Infrastructures et Déplacements est engagée dans une démarche de développement durable en portant une attention particulière aux impacts des travaux à proximité des cours d'eaux, à la gestion des déchets.

La démarche de suivi sanitaire des arbres bordant les routes permet de détecter tout dépérissement et éviter tout accident lié à la chute d'un arbre.

Dans le domaine de la gestion du patrimoine des ouvrages d'art, des investigations exceptionnelles seront mises en œuvre sur des ponts non courants pour réaliser des diagnostics, définir les méthodologies de suivis et d'interventions et évaluer les modalités de réhabilitation voire de reconstruction,

La collaboration entre les différents services en vue de prendre en compte l'entretien et l'exploitation dans la conception de nouvelles routes ou des projets d'aménagement de routes existantes est maintenant bien ancrée dans les pratiques.

L'objectif « zéro phyto » a été complètement atteint avec l'abandon total du recours aux produits phytosanitaires. De nouvelles techniques alternatives sont mises en œuvre avec l'acquisition d'une nouvelle balayeuse aspiratrice utilisée pour le désherbage par brossage. En parallèle, le Département poursuit son action en matière de fauchage raisonné en dotant progressivement les agences routières d'engins spécifiques et en formant les agents aux bonnes pratiques.

En 2020, la Direction s'engagera pleinement dans la mise en œuvre des plans pluriannuels d'investissements pour atteindre les objectifs ambitieux en termes d'infrastructures afin de satisfaire les besoins de mobilité du 21ème siècle.

Par ailleurs, le projet de développement durable du port de Port-Vendres entrera dans une phase opérationnelle en 2020, pour la réalisation des travaux de modernisation des infrastructures portuaires.

Chiffres clefs:

En 2019, la Cellule Finances a émis 2902 mandats et 177 titres de recettes. Le nombre de marchés en cours s'élève à 190. Un programme de 11,8 M€ a été mis en œuvre pour la réfection de 11 315 000 m2 de revêtements de chaussée.



La Direction Générale Adjointe Citoyenneté

Les différents services de la DGA regroupent près de 600 agents et participent à la définition de la ligne stratégique du Département dans le domaine de la citoyenneté. Ils contribuent à la définition des orientations des politiques sectorielles dans le domaine de la culture, du patrimoine, de la catalanité, de l'éducation, de la jeunesse, du sport, de la vie associative ainsi que des questions d'égalité femmes hommes.

- ≥ 286 aides au permis délivrées en 2019
- ► 500 jeunes participant à Génération 66
- ▶ 310 sportifs récompensés à la soirée des champions
- ▶ 4 500 collégiens participant au Plan Départemental d'Education Artistique et Culturelle (PDEAC)
- ▶1 938 associations inscrites à l'annuaire du Pass66
- ▶ 300 associations inscrites lors de la rencontre départementale de la vie associative
- ▶19,1 kilomètres linéaires d'archives conservées, du IXème au XXIème siècles
- ≥ 2 sites UNFSCO
- ▶ 303 Monuments Historiques
- ▶ 3 Villes et Pays d'Art et d'Histoire
- ▶10 Musées de France

La Direction Education, Jeunesse et Sports

Cette direction est chargée de l'action politique publique autour de l'éducation, la jeunesse et du sport.

Le service Éducation et Déplacement assure la gestion des agents techniques des collèges publics du département, le dispositif de prise en charge des transports des élèves en situation de handicap et le soutien au projets pédagogiques des collèges (dont le PDEAC et les transports sorties scolaires).

La cellule Jeunesse soutient les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Le service Sport et Nutrition soutient d'une part, le sport dans le département par le biais de subventions aux clubs et associations sportives et par un contrôle médical des athlètes ; il veille d'autre part, à la qualité des repas qui sont servis aux collégiens et à leur éducation au goût.

Le service Travaux et entretiens des collèges a pour mission principale de garantir la qualité et la sécurité du cadre dans lequel évoluent les collégiens.

Le service Finances et Marchés est doté d'un rôle d'expertise et de conseil auprès des services de la DEJS et des collèges publics.

La Direction Culture Patrimoine et Catalanité

Regroupant la Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales « Claude Simon », les Sites Historiques et Naturels, le Service des Politiques Culturelles, la Direction Culture Patrimoine et Catalanité œuvre pour la protection et la valorisation du patrimoine matériel et immatériel du département.

Son activité s'étend de plus à la diffusion de la langue et de la culture catalanes. La Médiathèque Départementale gère les collections de livres, de musique et de vidéo, organise diverses actions en faveur de la lecture publique et assure des formations au sein des bibliothèques municipales. Elle propose de plus des animations autour du livre et incite à la dynamisation des bibliothèques.



DGA: Laurence MORAGAS



600 AGENTS





La Direction des Archives Départementales, de l'Archéologie et du Centre de Conservation du Patrimoine

La Direction des Archives Départementales assure, d'une part, la diffusion et la mise en valeur du patrimoine écrit du département en collectant, inventoriant et classant des fonds anciens, modernes et contemporains, et d'autre part, la conservation des preuves de l'État de droit permettant à tous les usagers un égal accès aux archives, dans le respect de la loi et des règlements en vigeur.

Le service Archéologie assure, quant à lui, des opérations d'archéologie préventive, conseille et accompagne les collectivités et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique.

Mission Egalités

Elle élabore de manière transversale le plan d'actions Égalité en accompagnant les différents porteurs de projets en interne comme en externe, puis accompagne sa mise en œuvre ainsi que celle des travaux de l'Observatoire des violences envers les femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef 66). Elle sensibilise les services du Département et mobilise ses partenaires sur les questions d'inégalités de genre.

La Direction de la vie associative et des relations avec les organismes associés

Elle a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cet objectif doit s'exprimer par une politique associative de qualité s'articulant autour de 6 axes de développement externes et internes.



Direction Culture, Patrimoine et Catalanité

Nombre d'agents :

Nombre Catégorie A : 9

Nombre Catégorie B : 6

Nombre Catégorie C : 38

L'ensemble des missions de la Direction s'exercent au sein de 5 services et concourent à la valorisation du patrimoine matériel/immatériel et à la diffusion de la culture « pour tous ». Face aux compétences partagées par plusieurs échelons territoriaux, il convient encore plus que jamais de démontrer, par la poursuite de nos actions en faveur de la Culture, du Patrimoine et de la Catalanité et l'impulsion d'actions créatives en la matière, que nos missions trouvent toute leur légitimité au niveau départemental.

MISSIONS

Les missions principales de la Direction s'articulent autour de 6 axes :

I – LA GESTION DES CINQ SITES HISTORIQUES PROPRIÉTÉ DU DÉPARTEMENT

1 - Service des sites historiques

La préservation, l'accueil, la valorisation et l'animation des cinq Monuments Historiques départementaux :

- 1. La chapelle Notre Dame des Anges : ouverture à la demande et pour des expositions.
- 2. Le château Royal de Collioure : ouverture au public toute l'année et 7/7 jours (hors certains jours fériés et une semaine en janvier).
- 3. La maison de la Catalanité : ouverture de l'exposition au public toute l'année, du lundi au vendredi et le 3e samedi du mois (hors jours fériés et 15 jours en janvier).
- 4. Le palais des rois de Majorque : ouverture au public toute l'année et 7/7 jours (hors certains jours fériés et 15 jours en janvier).
- 5. Le prieuré de Serrabona : ouverture au public toute l'année (hors jours fériés et 15 jours en janvier), 7/7 jours de juin à septembre (d'octobre à mai, les lundis sont fermés).

Les missions des équipes de site et de leurs responsables sont :

- ► Gestion des régies de recettes et boutiques de site,
- ► Accueil, information et mise en sécurité des sites,
- ▶ Proposition d'outils et d'activités de médiation pour tous les publics,
- ► Veille sur les besoins des visiteurs,
- Accueil et suivi des travaux et aménagements,
- ► Accueil des animations et de la programmation culturelle proposée sur les sites par d'autres intervenants.

2 - Le pôle des publics et le service éducatif des monuments historiques

Il accompagne l'ensemble des équipes des sites historiques sur les missions suivantes :

Mission service éducatif

- ► I'information en milieu scolaire,
- la mise en œuvre d'un programme d'activités (accueil des scolaires, aide aux projets),
- ▶ la conception de documents et de matériels pédagogiques et aux actions de formation des enseignants, sous la responsabilité des autorités académiques,





▶ la réflexion méthodologique sur l'action éducative du département, à l'évaluation et à la valorisation d'expériences pédagogiques innovantes.

Mission accessibilité et publics éloignés de la culture

- ▶ développement des outils numériques : solutions logiciels, équipement en tables tactiles, contenus numériques (memory, exposition, etc.), nouveaux usages numériques dans la médiation (vidéoprojecteurs de poche),
- ▶ labellisation tourisme et handicap des sites historiques, mise en place et suivi des dispositifs à mettre à place,
- ▶ développement de projets pour les publics éloignés de la culture.

Mission programmation culturelle, jeune public et information

- ▶ l'élaboration d'une programmation culturelle des sites historiques pour tous les publics en lien avec les grands événements,
- ▶ le suivi et correction des documents de communication en lien avec la Direction de la Communication.



Le Département des Pyrénées-Orientales recèle un patrimoine exceptionnel de par sa richesse et sa forte identité. Couvrant toute l'Histoire de l'humanité de la Préhistoire à nos jours, il est notamment caractérisé par sa remarquable diversité : patrimoine bâti, immatériel, culturel, paysager et mémoriel. Il est également un indéniable créateur d'attractivité touristique, d'emploi qualifié et de lien social. Malgré de nombreux atouts, les politiques de préservation et de valorisation du Patrimoine doivent aujourd'hui s'adapter à un contexte institutionnel et juridique en évolution et relever les défis du décloisonnement sectoriel, de l'accompagnement des porteurs de projet et d'un aménagement équilibré du territoire. La stratégie patrimoniale départementale répondant à ses enjeux se veut partenariale (compétence partagée, actions volontaristes) et singulière car elle s'inscrit dans une volonté de promouvoir un développement « accessible », sensible, citoyen du Patrimoine et à en préserver les composantes de proximité ne bénéficiant par ailleurs d'aucune protection de l'État et des autres collectivités territoriales.

Dans ce cadre il est proposé :

- ▶ Un dispositif de financement en faveur des actions de restauration des monuments et objets classés, des sites Vauban UNESCO (partenariat DRAC Région) et du patrimoine vernaculaire ne bénéficiant d'aucune protection (avec la Fondation de France).
- ▶ Un soutien financier aux deux démarches d'inscription sur la liste du Patrimoine Culturel Immatériel de l'Humanité des Fêtes de l'ours et de la rumba catalane .
- ▶Un subventionnement en faveur du patrimoine de proximité, de l'archéologie, du Patrimoine maritime, des musées et leurs collections. Dans le cadre de cette politique
- ▶Un suivi des projets de développement des équipements patrimoniaux structurants du territoire préexistants (Musée de Tautavel, Musée d'Art Moderne de Céret, Abbaye Saint-Michel de Cuxa, Mémorial de Rivesaltes), Centre d'Interprétation du Patrimoine Maritime de Port-Vendres, Valorisation de la Cité minière de la Pinouse.
- ► Un accompagnement technique des porteurs de projets.

III - La Culture

La politique culturelle du Département poursuit son développement structurel afin de faciliter la rencontre des œuvres et des publics. Chacune des actions menées dans ce cadre doit participer de manière pertinente tant à l'épanouissement professionnel des équipes artistiques, qu'à l'épanouissement personnel des individus constituant leur public.

Les aides apportées à l'enseignement, à la création, à la diffusion et à l'animation artistique vont dans ce sens.



La politique départementale en faveur de la culture s'articule autour de trois principaux axes :

- le soutien financier aux acteurs culturels associatifs et institutionnels,
- ▶ la collaboration avec les partenaires œuvrant pour la diffusion des œuvres.
- La programmation d'événements culturels.

IV - LA CATALANITÉ

Le Département aux côtés des acteurs institutionnels ou associatifs s'est, depuis plusieurs années, engagé dans une dynamique de préservation et de récupération de la langue catalane et de la culture catalane à travers une série d'actions dont les objectifs sont le développement de l'enseignement du catalan, la promotion de la culture et des traditions populaires, et la diffusion de la langue.

V - LA LECTURE PUBLIQUE

La médiathèque départementale et les 156 bibliothèques forment un réseau exceptionnel dans les Pyrénées-Orientales. Pour l'immense majorité des habitants, les bibliothèques sont les premiers lieux de culture, gratuits et ouverts à tous, où l'on se rend régulièrement en famille, avec ses enfants, pour lire ou emprunter un CD, un DVD, à fortiori lorsqu'il n'y a ni cinéma, ni musée, ni théâtre.

Centre ressource pour les bibliothèques du Département, la Médiathèque Départementale a pour principale mission le développement de la lecture sur l'ensemble du territoire. A ce titre, elle prête des documents, des services et des ressources, forme les animateurs du réseau de lecture et leur apporte une assistance technique et accompagne les collectivités dans leurs projets de bibliothèques.



VI - LES SUBVENTIONS DIVERSES

Parties intégrantes d'une politique volontariste, les subventions versées en faveur de la dynamisation et de l'appui au secteur associatif des Pyrénées-Orientales (dotations cantonales, congrès manifestations...) ont un rôle majeur dans les dynamiques locales culturelles, sportives ou autres et sont un facteur indirect de lien social et d'intégration sur l'ensemble du territoire.

Les subventions « Congrès Manifestations » financent de l'événementiel, des festivals, des salons et de multiples manifestations dans différents domaines. En outre, 726 dotations cantonales octroyées en 2019 pour un montant total de 283 900 €.

Il faut enfin citer les participations aux deux EPCC en fonctionnement et investissement.

RÉALISATIONS

1 - CULTURE

Au niveau du Pôle Politiques Culturelles

- Soutien financier aux acteurs culturels en matière d'arts vivants (théâtre, danse, musique, conte...), d'arts visuels et sonores dont certains bénéficient d'un accompagnement artistique et culturel formalisé dans une convention pluriannuelle de deux ans.
- ▶ Structuration de la politique culturelle autour de la création et de la diffusion de spectacles vivants.
- ▶ Programmation culturelle avec les manifestations festival « Eté 66 » au sein des sites patrimoniaux du Département et la tournée départementale « Tous au Théâtre » dans neuf communes du territoire.
- ▶ Promotion des arts plastiques avec l'organisation de l'événement 'Balade en Terre d'Artistes' associé pour la première fois à une exposition collective à la MACA, et l'organisation tout au long de l'année d'expositions au sein des sites historiques du Département « Expos 66 ». Pour la première fois en 2019, un appel à candidatures a été largement diffusé afin d'arrêter la programmation de l'année 2020.
- ► Au niveau de la Médiathèque
- ► Troisième édition du prix départemental de littérature de jeunesse en français et en catalan : « Prix du livre vivant » en partenariat avec le service éducation et jeunesse du département, la DSDEN, Canopé et le réseau des bibliothèques.





101

- ► Elaboration d'un contrat territoire lecture entre le département, la Drac et la Communauté de Communes Conflent-Canigó destiné à structurer le réseau intercommunal de lecture publique.
- ► Accompagnement des projets de bibliothèques (travaux, aménagement mobilier, animations, constitution de fonds, recrutement de personnel et informatique) par des aides financières et techniques (27 communes ou intercommunalités ont bénéficié de plus de 40 aides soit 337 420 €).
- ≥ 20 journées de formations auxquels ont participé 165 animateurs salariés ou bénévoles.
- ▶ Développement des actions en faveur de la Langue Catalane (accueil d'écrivains, rencontres et sensibilisation)
- Création et mise à disposition d'outils d'animation (expositions, valises, kamishibaïs, caisses « atelier », valises sonores)
- ► Mise en place et programmation d'animations : rencontres avec les auteurs, actions Premières Pages, Lecture au collège (PDEAC), animations en direction des personnes âgées, Pages musicales, Le Livre Vivant en Balade, Commémoration du 80ème anniversaire de la Retirada...
- ▶ Organisation de rencontres littéraires et de venues d'auteurs.

2 - CATALANITÉ

L'opération TEATRECAT, tournée théâtrale en catalan a permis d'offrir à plus de 3 000 élèves de la maternelle à l'université des spectacles vivants en catalan à travers tout le territoire.

L'année 2019 a été marquée par la mise en place de l'Office Public de la Langue Catalane, instance partenaire du département dans la diffusion de la langue et de la culture catalane.

3 - SITES HISTORIQUES

- ▶ Organisation de près de 2000 visites guidées pour plus de 35 000 visiteurs.
- ▶ Réactualisation des plans d'aide à la visite du château royal de Collioure, du palais des rois de Majorque et du Prieuré de Serrabona.
- Dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Méditerranéen d'Étude et de Recherche en Informatique et Robotique de Perpignan (IMERIR), développement par une équipe de 2 étudiants programmeurs du logiciel pour les tables tactiles du Palais des rois de Majorque, notamment dans le cadre de l'exposition du grenat, et de la Maison de la Catalanité.
- ► Engagement d'une démarche de labellisation Tourisme et Handicap pour le château royal de Collioure.
- ► Mise en place d'activités ludiques pour le très jeune public lors d'événementiels à la Maison de la Catalanité (Journées Européennes du Patrimoine).
 - ► Actualisation de la totalité des documents destinés aux enseignants et aux élèves.
- ► Mise en œuvre de conventions avec les établissements scolaires.
- ► Mise en œuvre de 13 projets personnalisés avec des établissements scolaires et organismes sociaux.
- ▶ Uniformisation et mise à jour des supports de visite.
- L'ouverture d'une exposition dédiée au grenat dans un espace des anciennes écuries au palais des rois de Majorque réalisée en partenariat avec l'Institut du Grenat. Exposition qui permet d'enrichir l'offre de visite et d'ouvrir un nouvel espace aux visiteurs.

4 - PATRIMOINE

En 2019, dans le cadre du grand plan d'investissement, la mobilisation des dispositifs patrimoniaux a été fortement orientée par la concertation citoyenne d'Imagine les P-O et les grands objectifs qui en ont découlé et notamment « construire un modèle d'aménagement responsable »et « impulser un développement économique durable ».Le Département soutient le patrimoine local, l'archéologie, le Patrimoine maritime, les musées et leurs collections; chacune de ces thématiques contribuant par leur implantation à un maillage culturel équilibré du territoire.

Cette année un dispositif exceptionnel a également été mobilisé à l'occasion du 80ème anniversaire de la Retirada au travers d'une importante programmation notamment soutenue par des appels à

manifestation d'intérêt et à projet. En tout 358 216 euros ont été consacrés en 2019 à la valorisation du patrimoine. Concernant les actions de restauration des monuments et objets classés, des sites Vauban UNESCO (partenariat DRAC – Région) et du patrimoine vernaculaire de proximité (avec la Fondation de France), 435 150 euros ont été votés en 2019. Il est à noter qu'afin de faire de Perpignan « une capitale forte pour les Pyrénées-Orientales » les projets des équipements patrimoniaux majeurs de la Ville ont été accompagnés : création du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine et restauration de la Casa Xanxo, réhabilitation de la Chapelle du Tiers Ordre, création de l'espace numérique du Castillet, aménagement du parcours archéologique de Ruscino, mise en place d'un espace d'interprétation du patrimoine militaire au sein du Couvent des Minimes.

- ► Soutien financier en faveur de la restauration du Patrimoine bâti classé et non protégé, de la valorisation du patrimoine de proximité, de l'archéologie, du Patrimoine maritime, des musées via notamment l'édition de publications, l'organisation de colloques, d'expositions, de commémorations, la réalisation de chantiers de fouilles.
- ► Accompagnement du Syndicat Mixte Canigo Grand Site , de la Communauté de Communes Albères, Côte Vermeille, Illibéris et Communauté urbaine de Perpignan pour l'obtention du label Grand Site Régional. Labellisation des trois candidatures.

Participation et contribution aux comités de pilotage et techniques des équipements patrimoniaux structurants du Territoire départemental.

- La participation à la finalisation des plans de gestion (3ème génération 2019-2024) des fortifications Vauban de Villefranche de Conflent et Mont-Louis via notre contribution aux cotechs, copils et réunions bilatérales avec le PNR et la commune de Mont-Louis. Un ensemble d'acteurs était bien évidemment partie prenante de cette action : l'Etat, la Région, le CD66, le PNR Pyrénées catalanes, les intercommunalités Pyrénées Catalanes et Confent-Canigo, les communes de Villefranche de Conflent et Mont-Louis.
- ▶ Participation active au comité technique transversal de programmation et d'ouverture du château de Castelnou piloté par la Direction Attractivité et Rayonnement du Territoire.

5 - LA DÉMATÉRIALISATION

Les procédures de dématérialisation des demandes de subvention supérieures à 500 € se poursuivent et nécessitent un soutien des services auprès des associations.

Les procédures de dématérialisation des factures et des marchés publics se poursuivent également et nécessitent un soutien ponctuel des services auprès des fournisseurs et des prestataires.

La régie du Prieuré de Serrabona a son propre compte au Trésor public dématérialisé depuis 2019.

PERSPECTIVES

La définition des axes des politiques générales en matière de culture, patrimoine, catalanité et lecture publique est motivée par des actions qui contribuent à un développement à la fois durable et harmonieux du département.

Objectifs:

- ▶ Développer la transversalité de l'action culturelle : culture et solidarité, culture et éducation, culture et tourisme, culture et territoire, culture et catalanité.
- ▶ Poursuive les démarches créatives dans chacun de nos domaines de compétences, d'autant plus indispensable de par les contraintes budgétaires de plus en plus fortes.
- ▶ Poursuivre la structuration des politiques en matière de culture, de patrimoine et de catalanité, qui passe par la définition de critères précis .
- ► Maintenir des liens avec l'ensemble des partenaires (institutions, bibliothèques, équipes artistiques, acteurs culturels du département et de la région, ...)
- Développer et soutenir les actions dédiées à la promotion de la langue et des traditions catalanes, notamment en direction du jeune public.
- ► Maintenir une politique d'animations culturelles, accessible à tous et le développement de la programmation culturelle départementale
- ▶ Poursuivre le maillage départemental en vue de la structuration de l'offre à partir des bibliothèques intercommunales.

Actions phares

- ▶6e édition de la tournée théâtrale « Tous au Théâtre » qui a permis à plus de 1 000 spectateurs de profiter de spectacles professionnels pourtant hors de lieux habituels de programmation (9 communes et 6 compagnies 18 représentations).
- Organisation de la 12e édition du Festival « Été 66 » au sein des 3 sites historiques du Département (8 soirées et 6 062 spectateurs).
- Mise en œuvre par l'équipe des sites historiques de 13 projets personnalisés avec des établissements scolaires et organismes sociaux au cours de l'année 2019.
- Elaboration d'un contrat territoire lecture entre le Département, la Drac et Communauté de Communes Conflent-Canigó destiné structurer le réseau intercommunal **lecture** de publique.





- ► Développer l'offre de ressources numériques à partir du portail « mediatheque66 »
- Poursuivre la mise en réseau informatique des bibliothèques.
- Développer une médiation numérique sur les sites historiques par la création d'une salle immersive sur la thématique des jardins au palais des rois de Majorque et par la création de visites virtuelles au château royal de Collioure et au prieuré de Serrabona.
- ▶ Étendre la programmation culturelle des sites historiques sur l'année et sur l'ensemble des sites pour créer des rendez-vous réguliers avec le public notamment local.
- ► Engager un projet scientifique, culturel, éducatif et touristique pour les sites historiques et proposer dans le PDEAC un parcours patrimoine pour les sites historiques.
- ► Engager une démarche de labellisation Tourisme et Handicap et inscription dans un Ad'AP (Agenda d'Accessibilité Programmée). Réalisation d'un carnet en braille « le Patrimoine au bout des doigts » pour le Château Royal de Collioure.
- ► Mise en œuvre du projet POCTEFA ARTIS pour l'accessibilité des personnes en risque d'exclusion sociale.
- ► Création d'une charte graphique pour uniformiser les documents du service des sites historiques.
- Ouverture au public de la terrasse haute et du jardin du château royal de Collioure.
- Le Département a lancé une AMO sur la valorisation culturelle et touristique des sites patrimoniaux. La DCPC poursuivra en 2020 la démarche de diagnostic et de positionnement des sites historiques qu'elle gère.
- ▶ Poursuivre les actions de formation et soutien ingénierial au développement de projets de médiation culturelle pour les sites partenaires du Pass Patrimoine 66.

Grands chiffres

- 2 sites UNESCO,
- ▶ 303 Monuments Historiques,
- ▶3 Villes et Pays d'Art et d'Histoire,
- ▶ 10 Musées de France.
- Plus de 140 artistes ont ouvert leur atelier pour la 15e édition de « Balade en Terre d'Artistes »,
- Près de 250 organismes subventionnés au titre des programmes Culture et Catalanité,
- ▶24 expositions sur 3 sites patrimoniaux du Département,
- > 1600 dossiers de subventions octroyées par le Département au titre des programmes Culture, Patrimoine, Catalanité, Dotations Cantonales et Congrès et Manifestations,
- ≥257 533 visiteurs sur les sites historiques,
- ▶16 667 élèves français et étrangers, pour l'essentiel catalans, accueillis dans les Monuments historiques, propriété du Département soit (+ 26 % par rapport à 2017-2018),
- ▶8 636 visiteurs ont participé aux Journées Européennes du Patrimoine et à la fête de la nature (la baisse est le résultat des intempéries sur le week-end des Journées Européennes du Patrimoine),
- ▶ 646 838,34 € de recettes sur les sites historiques (entrées + boutiques),
- ▶12 réaménagements de bibliothèques aidés par la MDPO,
- ▶14 279 jeunes ont participé au Prix du Livre Vivant (dont 4 063 en catalan).
- ≥ 2 500 participants à la Fête du Livre Vivant.
- ▶1 114 livres remis aux parents dans le cadre de l'opération Premières Pages,
- ▶120 000 documents prêtés aux bibliothèques du réseau départemental de lecture.

Direction Éducation Jeunesse et Sports

Nombre d'agents :

Nombre Catégorie A : 6

Nombre Catégorie B : 14

▶ Nombre Catégorie C : 41 + 330 ATEE titulaires ou stagiaires affectés dans les collèges

Contrats aidés : 1

MISSIONS

Éducation

- Assurer la qualité, la sécurité et le bon fonctionnement des 31 collèges publics du Département.
- ► Gérer les agents techniques des établissements d'enseignement et les accompagner dans le développement de leurs compétences.
- Soutenir et développer les projets éducatifs des collèges notamment avec le PDEAC (volet projets et volet déplacement vers les 34 sites référencés) et le Plan numérique 66 (9près de 10 000 tablettes remises)
- ▶ Organiser les services de restauration des collèges permettant de servir des repas de qualité pour tous et poursuivre l'éducation au goût des enfants.
- ► Mettre en œuvre et suivre le PPI collèges 2019-2024, depuis le 2 septembre 2019, hors construction collège de la Salanque.
- ► Élaborer, négocier, mettre en œuvre et évaluer la programmation annuelle des travaux et des opérations de maintenance immobilière afin d'assurer l'amélioration continue du cadre de vie des communautés éducatives de chaque collège.
- ▶ Gérer les priorités techniques, assurer des travaux en régie afin d'assurer la continuité du service public dans les collèges.
- Conseiller et assurer un appui technique auprès des équipes de direction des collèges.
- ▶ Suivre les contrats de maintenance et vérifications obligatoires des portes et portails automatiques de l'ensemble des collèges du Département.
- ▶ Suivre les contrôles obligatoires effectués sur les collèges et levées des réserves.
- ► Suivre les contrats pour les chaudières bois énergie et les nouvelles régulations (collèges Illesur-Têt, Pia, Saint André, Toulouges, Thuir, Saint Exupéry, La Garrigole et Elne).
- Attribuer la Dotation de fonctionnement annuelle des collèges publics et privés.
- Définir la sectorisation des collèges publics du Département.
- Assurer un suivi juridique et financier des budgets des collèges publics et de l'ensemble de leurs actes (autorité de certification).
- ▶ Prendre en charge les déplacements scolaires pour les élèves en situation de handicap.

Jeunesse

Mettre en œuvre la politique jeunesse du Département axée sur le parcours vers l'autonomie et l'engagement citoyen.

► Animer le réseau des structures jeunesse (PIJ, fédérations d'éducation populaire, juniors associations, etc.).

Sports

► Mettre en œuvre la politique sportive du Département axée notamment sur le sport pour tous (accent sur le sport féminin et le sport handi) et le sport santé.





- ► Animer le mouvement sportif (comités, associations, bénévoles, etc.) et favoriser le développement des pratiques sur tout le territoire.
- Soutenir le sport de haut niveau et les actions du CNEA (Font-Romeu) et mobiliser le sport professionnel (USAP, Dragons, Martin Fourcade) dans le cadre de missions d'intérêt général à destination des plus jeunes.

REALISATIONS

Projets éducatifs

- Mise en œuvre et renouvellement du plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturelle.
- ► Appel à candidatures pour artistes intervenant dans le Plan Départemental d'Éducation Artistique et Culturel.
- ► Soutien aux projets pédagogiques particuliers et accompagnement du déploiement des tablettes numériques.
- ► Animation de la plate-forme d'inscription pour les projets pédagogiques dans les collèges : en transversalité avec les autres directions (Europe, environnement…).
- ▶ Participation au Forum « Avenir, métier, passion » organisé par l'AFDET et à la Journée des Ressources Éducatives organisée par CANOPE 66.
- Organisation des Arts au Collège (4 journées au Palais des Rois de Majorque).
- Concertations menant à une modification de la sectorisation des collèges publics.

Jeunesse

- Soutien des actions menées par les fédérations d'éducation populaire.
- Soutien des nouveaux projets à destination des jeunes du département.
- Soutien des actions menées par les PIJ communaux et intercommunaux.
- ► Aide au permis de conduire (environ 300 jeunes par an).
- ▶ Génération 66 : manifestation festive à destination de tous les jeunes a été organisée le 9 juillet 2019 sur le site de la Raho. La journée s'est articulée autour de 3 thèmes : découverte d'activités nautiques et de sport de plein air, activités artistiques et culturelles et ateliers citoyenneté. Les mauvaises conditions météorologiques ont perturbé le bon déroulement de la manifestation obligeant plusieurs structures à annuler leur participation ; ce qui explique la baisse du nombre de participants cette année.
- ► Mise en place de l'Assemblée Départementale des Collégiens : une première édition le 22 mai puis lancement d'un mandat de deux ans le 18 décembre 2019 à raison de deux collégiens dans chacun des 26 collèges volontaires.

Sports

- Organisation de la 8ème édition du « Raid nature des collèges ».
- ▶ Organisation de la 8ème « Soirée des Champions Catalans » selon un nouveau concept « Fêtons les Sports avec nos Champions » avec plus de 500 personnes venues fêter nos 310 sportifs honorés (dont 29 en sport individuel et 281 dans des sports collectifs, 5 titres en handisport et 26 titres en sport féminin) et les 18 disciplines sportives fédérales représentées.
- ▶ Poursuite du dispositif « Pass'sport 66 » : aide à la pratique sportive pour les collégiens boursiers.
- Suivi personnalisé d'athlètes à potentiel par l'équipe médicale du centre sport santé.
- Alignement du soutien apporté en faveur de la pratique sportive féminine et masculine.
- ► Application du critère « aide au déplacement » en faveur du Sport Amateur Elite et Sport Amateur.
- ► Soutien au développement de la pratique des disciplines handisport (handisport et sport adapté).
- Poursuite de l'utilisation du système dématérialisé « Pass66 » pour les associations (subventions > à 500 €).
- Gestion de la distribution des dotations aux associations sportives.

► Mise en œuvre d'une nouvelle forme de soutien en faveur des associations sportives par le biais d'appels à projets d'investissement :

Programme Sport Handicap : développement des activités sportives en direction des personnes en situation de handicap en renforçant l'accessibilité de ces personnes à la pratique sportive (acquisition de matériels),

Programme Sport Mobilité : renforcer les moyens à disposition des associations pour faciliter leurs déplacements dans le cadre de la participation à des compétitions ou manifestations officielles (acquisition de véhicules).

- ► Etude et définition, en co-pilotage avec le Service Environnement, de la mise en place d'une CDESI et d'un PDESI au regard du développement des activités de pleine nature.
- ▶ Instruction des dossiers de soutien à l'investissement dans les stades hébergeant les clubs de rugby professionnels du département (USAP et Dragons catalans).

Ressources Humaines

- ▶ Organisation du mouvement des personnels ATEE (Adjoints Techniques des Établissements d'Enseignement).
- ▶ Poursuite du plan de formation à destination des agents des collèges et notamment sur le volet restauration scolaire (ex : Plan de Maîtrise Sanitaire, techniques de nettoyage, sensibilisation aux risques chimiques etc.).
- ▶ Poursuite des groupes de travail sur les ATEE avec les syndicats.

Restauration scolaire

Mise en œuvre du nouveau modèle économique pour la restauration scolaire permettant d'atteindre les objectifs d'amélioration de la qualité des repas (recours aux produits bio, issus des filières courtes, etc.) depuis la rentrée scolaire de septembre 2018, traduit par :

Un tarif unique de demi-pension à 3,30 € le repas,

Une revalorisation des montants annuels du dispositif «Chèque Restauration Solidarité» à savoir 170, 220 et 240 \in ,

- La mise en œuvre d'une Charte d'amélioration de la qualité des repas avec les collèges en préparation sur place (impactant le prélèvement au titre du Fonds Qualité passant de 24 % à 20 %) avec pérennisation des actes d'achats de produits de qualité et présentation de justificatifs pour les collèges / premières analyses sur le pourcentage d'utilisation des produits de qualité au sein des collèges.
- Développement des projets pédagogiques et soutien des établissements.
- ▶ Poursuite des opérations d'amélioration des conditions de travail et mise aux normes des cuisines : élaboration du marché « équipements de cuisine » en faveur des collèges.
- ▶ Dans le cadre de l'amélioration continue du service, le Département a réalisé un diagnostic sur l'ensemble des établissements, portant sur le poids des chaises au sein des réfectoires des collèges. Ce facteur de risque physique a été identifié comme pouvant aggraver la pénibilité au travail. Un plan pluriannuel de remplacement des chaises de réfectoire a été engagé par le Département. Ce sont 6 collèges qui ont vu leur mobilier renouvelé en 2019.
- ▶ Déploiement sur l'ensemble des collèges, d'appareils de bio-nettoyage (nettoyeurs vapeur) destinés à la désinfection des locaux cuisine (économie d'eau et de produits lessiviels).
- ► Auto-contrôles en cuisine et contre-visites sanitaires après la réception d'un procès verbal établi par la DDPP.
- ▶ Poursuite du programme d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et tri des déchet avec mise en place de meubles de pré-tri pour les élèves et modification de certains postes de dépose vaisselle sale afin d'améliorer l'ergonomie de travail.

Technique

► Élaboration en concertation avec la DLB du plan pluriannuel d'investissement (PPI) pour la période 2019-2024.

Fourniture en complément et/ou en renouvellement de mobiliers de classes, casiers et divers équipements en soutien des actions pédagogiques :



00 00 00 0 00 00 00



- ► Fourniture en complément et/ou en renouvellement de gros et petits outils (balayeuses, autolaveuse, ...).
- ▶ Prise en charge et suivi des contrôles et visites obligatoires ERP et pose de compteurs séparés pour les cuisines des collèges.
- Contrôle obligatoire de la Qualité de l'Air Intérieur (QAI) dans les collèges.

Programmation annuelle (opérations significatives de niveau 4) :

- ► Les Albères à Argeles sur mer : Contrôle des accès par la réalisation d'un cheminement sécurisé jusqu'à l'accueil,
- ▶ Jean-Moulin à Arles : Travaux d'investissement, rénovation des blocs sanitaires, revêtement de sol, peinture,
- ► Cerdanya à Bourg-Madame : Travaux de clos et couvert, Faux-plafond, acoustique, peinture, sécurisation des abords,
- La Côte Radieuse à Canet en Roussillon : Rénovation des blocs sanitaires du gymnase,
- ► Jean Amade à Céret : Travaux d'amélioration du cadre de vie, rénovation de la couverture de la coursive entre bâtiment A et B,
- ▶ Jules Verne à Le Soler : Restructuration des blocs sanitaires, relamping extérieurs et intérieurs, dernière tranche de remplacement des volets roulants,
- ► Albert Camus à Perpignan : travaux d'amélioration du cadre de vie, faux-plafond, acoustique, peinture, revêtements de sol,
- ▶ Jean-Macé : Travaux de peinture, faux-plafonds et éclairages et revêtement de sol, rénovation des salles de sciences, désembouage des radiateurs et canalisations de chauffage,
- ▶ Jean-Moulin à Perpignan : travaux en laverie cuisine, rénovation d'une salle de technologie, travaux d'amélioration du cadre de vie,
- ► La Garrigole à Perpignan: travaux d'amélioration du cadre de vie,
- Marcel Pagnol à Perpignan : réalisation d'une serre tunnel, réaménagement de la loge,
- ► Mme de Sévigné à Perpignan : travaux d'amélioration du cadre de vie,
- ► Saint Exupéry à Perpignan : travaux d'amélioration du cadre de vie, remplacement du revêtement de sol du gymnase,
- ▶ Jean Rous à Pia : travaux d'amélioration du cadre de vie, Création d'une salle informatique,

Gustae Violet à Prades : travaux d'amélioration du cadre de vie,

- Le Ribéral à Saint-Estève : travaux d'amélioration du cadre de vie,
- ▶ Jean Mermoz à Saint-Laurent : réaménagement de la salle des professeurs, travaux d'amélioration du cadre de vie,
- ► François Mitterrand à Toulouges : travaux d'amélioration du cadre de vie, réaménagement de la vie scolaire.

Plan Pluriannuel d'Investissement

- La Garrigole à Perpignan : prise en charge du chantier de construction du Gymnase,
- ► Gustave Violet à Prades : prise en charge du chantier de construction de l'extension (phase 1),
- Pau Casals à Cabestany : démarrage de la construction de l'extension (phase 1),
- Le Ribéral à Saint-Estève : lancement des études, programmation en cours,
- ► Albert Camus à Perpignan : études de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de l'administration, la vise scolaire et création d'un préau,

Estagel: élaboration du schéma directeur de restructuration du collège,

▶ Jean-Moulin à Perpignan : programmation pour la création d'un préau, extension du réfectoire et remise à niveau du bâti.

Actions phares

- « L'aide individuelle à la mobilité » pour plus de 286 jeunes âgés de 19 à 27 ans, avec l'allocation forfaitaire de 250 €, destinée au financement du permis de conduire et accompagné d'un stage obligatoire (21 stages organisés) de sensibilisation aux conduites à risques.
- Festival dédié à la jeunesse valorisant l'engagement citoyen, les pratiques sportives, artistiques et culturelles, l'édition 2019 de « Génération 66 » a réuni plus de 250 jeunes sur le site de Villeneuve de la Raho malgré une météo capricieuse.
- ► Manifestation Arts au Collège pour les collégiens ayant participé au PDEAC.

Grands chiffres

+ de 330 agents du Conseil Départemental sont affectés dans les collèges publics pour assurer l'entretien des locaux et la restauration scolaire de nos enfants.

Budget de la Direction :

- Chiffres CA 2019 : 11 004 455 € en fonctionnement et 13 536 752 € en investissement .
- ▶3 955 555 € montant global des dotations pour les 31 collèges publics, 1 610 145 € pour les 8 collèges privés, 599 626 € affectés à l'utilisation des équipements sportifs par les collèges publics.
- ▶3 250 000€ de travaux d'investissement, 427 000€ de travaux et d'interventions en fonctionnement pour les 30 collèges.
- ▶12 commissions de sécurité passées sur les établissements.
- ► 618 interventions techniques.
- 176 visites techniques réalisées sur les cuisines des collèges par les Référents Restauration Scolaire.
- 1 120 104 € consacrés au dispositif « Chèque Restauration Solidarité » en faveur de près de 5 100 bénéficiaires.

Éducation

- ▶ Poursuite de la mise en œuvre dès 2019 du plan pluriannuel d'investissement (PPI) pour la période 2019-2024.
- ► Fin de la campagne de contrôle de la qualité de l'air (QAI) dans les EPLE, objectif 1er Janvier 2020. Définition d'un plan d'action suivant résultats.
- ▶ Maintien du volume antérieur d'opérations liées à l'amélioration du cadre de vie des collégiens et des communautés éducatives.
- Poursuite du suivi pour la maîtrise des consommations d'eau potable.
- ▶ Prise en charge à terme de l'ensemble des contrats de maintenance des collèges.
- ▶ Élargir l'offre pédagogique de la plateforme « projets collèges » (en lien avec la nouvelle contractualisation du PDEAC avec le Rectorat et la DRAC).
- Développer l'offre de formation pour les ATEE.
- ► Mettre en place un groupe de travail technique avec les cuisiniers des collèges.
- ▶ Poursuivre la participation à l'étude portée par la Chambre d'Agriculture relative à l'approvisionnement local de la restauration collective.
- ▶ Poursuivre la réflexion sur la réduction de la pénibilité au travail et notamment le renouvellement des chaises (dont le poids est supérieur à 5 kg) au sein des réfectoires.
- ▶ Poursuivre le projet sur la gestion des déchets et la lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des collèges avec un pilotage direct des services de la DEJS.
- ▶ Poursuivre la réflexion concernant le déploiement d'un logiciel de gestion de la restauration scolaire à destination des collèges au regard de la modernisation de la fonction financière des EPLE (OPALE).
- Poursuite du travail de sectorisation des collèges publics.
- ► Transfert du CIO départemental de Perpignan à la DSDEN.
- ► Mettre en place une nouvelle communication institutionnelle via l'ENT des collèges dans le cadre du dispositif « Chèque Restauration Solidarité ».

Jeunesse

- ▶ Réviser les critères d'attribution des subventions au RIAJ, aux fédérations et associations d'éducation populaire.
- ► Repenser un dispositif d'aide à la mobilité des jeunes.
- ▶ Structurer le réseau des partenaires des politiques jeunesse.
- ▶ Poursuivre le mandat de l'ADC avec l'élaboration de projets au sein de chaque commission thématique.
- ► Élaborer les modalités de mise en place d'un comité jeune (16/25 ans).

Sports

- Poursuivre les programmes investissement en lien avec la mobilité et le handicap.
- ► Mettre en œuvre un nouveau dispositif d'investissement en direction des clubs sportifs disposant d'un centre de formation (acquisition de matériels adaptés).
- ▶ Développer le partenariat avec le CNEA-CREPS de Font-Romeu et l'animation du Mouvement Sportif Départemental dans la perspective des J0 de Paris 2024.
- ▶ Obtenir la labellisation « Terre de Jeux » et accompagner le mouvement sportif par la mise en œuvre de projets (Fête du Sport, Jeux des Collégiens, Semaine de l'Olympisme, etc.) pour faire de la préparation au JOP de Paris 2024 un temps de célébration populaire ainsi qu'un héritage durable au bénéfice de tous.
- ► Conforter la pratique des « Sports Handi » sur le Département par le soutien au recrutement d'un agent de développement porté par le Comité Départemental de Sport Adapté.
- ► Finaliser l'installation de la CDESI / lancement de groupes de travail thématiques.
- ► Engager une réflexion relative à la dématérialisation du dispositif « Pass'sport » via l'ENT des collèges
- Pass'sport » via l'ENT des collèges.

- Prés de 126 000 € en 2019 pour le PDEAC, 4 500 collégiens y participent.
- ►Un budget de 590 232 € a été consacré pour les déplacements vers les équipements sportifs ou pour les transports des sorties scolaires et pédagogiques.
- ▶ 408 élèves pris en charge dans le cadre du transport des élèves en situation de handicap.
- ► Travail de partenariat et soutien financier aux fédérations d'éducation populaire et soutien financier pour 58 projets portés par 20 PIJ du Département pour un coût de 35 380 €.
- ▶155 associations et comités sportifs conventionnés pour bénéficier des visites médicales au Centre Sport Santé soit 37 disciplines sportives.
- ▶544 visites annuelles réalisées au Centre Sport Santé : 374 sur Perpignan et 170 sur Font-Romeu.
- Près de 300 dossiers de demandes de soutien traités en faveur du Sport avec 45 comités sportifs, 2 comités scolaires et 193 clubs soutenus financièrement et 157 associations ayant bénéficié d'une dotation (médailles, coupes, T-shirt, casquettes...).
- ▶17 manifestations sportives soutenues financièrement et 40 projets sportifs.
- ▶9 sportifs de haut-niveau soutenus financièrement.
- Soirée des champions : 19 aides individuelles.
- ➤ Programme « Pass'sport 66 » : 741 inscriptions (année scolaire 2018 2019).
- Sport scolaire: championnat de France UNSS: 10 associations sportives soutenues.
- ▶ 463 réunions organisées dans les salles de réunion de la Maison des Sports (dont 18 journées de formation et 29 Assemblées Générales du Mouvement Sportif départemental).

Direction des archives, de l'archéologie et du centre de conservation et de restauration du patrimoine

Nombre d'agents :

Nombre Catégorie A : 10

► Nombre Catégorie B : 8

Nombre Catégorie C : 25

La Direction comprend trois services :

- 1. le Service des Archives départementales,
- 2. le Service Archéologique Départemental,
- 3. le Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine,

pour un total de 43 agents répartis sur 3 sites à Perpignan et à Paulilles.

L'ensemble des missions de la Direction s'inscrit dans la politique publique « Culture et patrimoine » du Département.

MISSIONS

1) Service des Archives départementales

Les Archives ont cinq missions essentielles :

- ► contrôler : surveillance des archives du secteur public (inspection, conseil, formation et autorisation d'élimination). Il s'agit du contrôle scientifique et technique, exercé par le directeur au nom de l'État ;
- ▶ collecter : les archives publiques des administrations et/ou des associations exerçant une mission de service public (Préfecture, Conseil Départemental, communes, notaires, juridictions, établissements de santé, établissements scolaires, etc.), ainsi que les archives privées (familles, associations, architectes, hommes politiques, entreprises, cartes, plans, affiches, cartes postales, etc.) par des dons, dépôt, legs ou achats ;
- ▶ classer : analyser les documents collectés et rédiger des instruments de recherche pour faciliter leur consultation ;
- ► conserver : dépoussiérer, conditionner les documents pour les protéger, assurer leur conservation dans des magasins aux conditions climatiques contrôlées, restaurer et numériser les documents qui le nécessitent ;
- ▶ communiquer et valoriser : mettre les fonds à disposition des citoyens cherchant à faire valoir un droit, aux administrations, aux chercheurs et étudiants, ainsi qu'aux généalogistes ; proposer des actions de valorisation et de connaissance culturelle à des publics variés (scolaires, grand public) à travers des activités variées (ateliers du service éducatifs ; programmation Anim'Archives avec conférences, ateliers de paléographie, reliure, enluminure, généalogie, etc. ; expositions) et des partenariats avec des institutions et associations.

2) Service archéologique départemental

Les missions du Service archéologique départemental consistent à :

- ➤ assurer les opérations d'archéologie préventive sur les projets dont le Département assure la maîtrise d'ouvrage (aménagements routiers, travaux au sein des sites historiques, construction/projets départementaux) ;
- ▶ réaliser des diagnostics archéologiques et des fouilles préventives pour tout aménageur du département, qu'il soit privé ou public ;
- ▶ conseiller et accompagner les collectivités locales et les associations vers une meilleure gestion du patrimoine archéologique, conciliant les impératifs économiques et touristiques ;



- ▶ participer à l'actualité scientifique de la recherche, par l'élaboration de partenariats dans le cadre des opérations de terrain et des phases d'analyse et de rapport ;
- ► communiquer valoriser auprès du public les résultats des recherches par des publications et l'organisation d'expositions, de colloques et de journées de découverte ;
- ► animer la bibliothèque archéologique départementale, ouverte au public ;
- ▶ participer, aux côtés de l'État, à la gestion des collections du dépôt archéologique départemental ;
- ▶ participer à l'inventaire du patrimoine archéologique avec le programme de prospectioninventaire des sites archéologiques de la plaine du Roussillon ;
- ▶ favoriser la recherche archéologique avec le développement de fouilles programmées et de projets collectifs de recherches, comme les fouilles en cours à Elne.

3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

- ▶ Plan-Objet66 : inventaire exhaustif des églises et de leur mobilier, accompagné d'une évaluation sanitaire et de préconisations d'interventions de conservation avec des niveaux d'urgence ; traitements de conservation in situ ; valorisation du patrimoine ; formations pour les bénévoles gestionnaires d'édifices (entretien et manipulation du mobilier, orfèvrerie et textiles) ;
- conseils et actions auprès des communes pour préserver le patrimoine mobilier ;
- restauration de sculptures, retables et peintures.
- ▶ Patrimoine maritime : connaissance, conservation, restauration et valorisation de ce patrimoine ; encadrement des associations de bénévoles et de jeunes en formation à l'Atelier des barques de Paulilles.



REALISATIONS

L'ensemble des réalisations de la Direction sont en lien avec l'engagement n°16 du PPI.

1) Service des Archives départementales

Les Archives départementales ont assuré la continuité de leurs missions courantes de collecte, de conservation, et en particulier de conservation préventive (surveillance des fonds, conditionnement, restauration, numérisation), de classement ainsi que de communication et de valorisation auprès du public.

Parmi les réalisations notables de l'année, on peut souligner en premier lieu la validation par l'Assemblée départementale du scénario de programmation pour le projet d'extension du bâtiment des Archives et de l'Archéologie, pour un montant de 19,1 millions d'euros, et la sélection des quatre équipes de maîtrise d'œuvre qui devront présenter un projet pour le concours architectural.

Concernant les chantiers sur les collections, le récolement physique et sanitaire des 20 km linéaires d'archives conservés a été poursuivi, de même que les opérations de restauration de fonds anciens remarquables (dont 40 registres de notaires du XVe s., des albums de dessins de Grosset-Saletat). L'indexation des registres matricules militaires de la Première Guerre mondiale, dans le cadre du Grand Mémorial national, a été achevée. Plusieurs acquisitions et dépôts sont venus enrichir les fonds privés, parmi lesquels le dépôt du fonds de l'Archiconfrérie de la Sanch (6 registres datant de 1646 à 1925) et des acquisitions pour compléter le Jaubert de Passa.

La programmation Anim'Archives a fait la part belle aux manifestations organisées en lien avec les temps forts nationaux et locaux (Retirada, semaine des droits des femmes, fête de la nature, etc.). Le travail de préparation pour la publication du troisième volume du cycle sur la Première guerre mondiale a été quasiment achevé.

Le travail réalisé depuis plusieurs années pour la valorisation et la diffusion de la base de données sur les archives des camps d'internement des Pyrénées-Orientales, en lien avec le délégué à la protection des données du CD66, et en collaboration avec les Archives de l'Aude et les Archives de France, dans le but d'en faciliter l'accès pour les usagers, a connu une avancée significative avec le dépôt d'une demande de dérogation auprès de la CNIL en juillet.



Be

111

Le rayonnement du service a été assuré par la mise en œuvre de projets réalisés en partenariat. Ainsi, le projet de coopération transfrontalière (POCTEFA) sur la Catalogne carolingienne, « CatCar, patrimoine digital au service de l'innovation sociale », en préparation depuis près de deux ans, et dont sont partenaires plusieurs institutions culturelles catalanes et françaises, a été retenu lors de la sélection du dernier appel à projets en octobre 2019.

De même, des conventions avec les institutions locales et nationales ont été établies, notamment avec la ville d'Argelès-sur-Mer pour les commémorations des 80 ans de la Retirada, avec le Centre National du microfilm et de la numérisation à Espeyran pour le dépôt des images numérisées (2,3 To) et des masters de microfilms, ou encore avec le Musée des Abattoirs de Toulouse et le Mémorial de la Shoah à Paris pour des prêts de documents dans le cadre d'expositions.

2) Service Archéologique Départemental

L'année 2019 a été en grande partie consacrée à la réalisation des études scientifiques liées aux fouilles archéologiques préventives des nécropoles de l'Horto, sur la commune de Caramany et du Château royal de Collioure. Sur ce site, la dernière opération de terrain, conduite en janvier et février 2019, a permis la mise au jour, dans la cour d'honneur, des vestiges du premier château, construit au IVe-Ve siècles de notre ère.

Cette année a également été marquée par la poursuite de la fouille programmée du plateau des Garaffes à Elne, devenue la vitrine du service et qui bénéficie d'un partenariat étroit avec l'Université de Perpignan. Cette fouille, réalisée tous les étés, permet d'accueillir des étudiants venus se former à l'archéologie de terrain. Au printemps 2019, des sondages archéologiques ont également été menés en ville basse d'Elne, permettant l'étude d'une stratigraphie complète de ce secteur méconnu de l'agglomération antique et médiévale.

L'année 2019 a aussi été marquée par la réalisation de diagnostics, permettant d'accompagner les travaux d'aménagement du territoire dans le respect de l'étude et de la protection du patrimoine. Le service a ainsi pris en charge la réalisation du diagnostic du projet immobilier du Mas Canterroux (Perpignan), et en lien avec la Direction Infrastructures et déplacements, le diagnostic du contournement de Cabestany, section 1 et celui de l'aménagement des digues de l'Agly maritime.

Les missions d'inventaire et de cartographie du patrimoine (prospections, SIG) subventionnées par la DRAC se sont poursuivies cette année sur le territoire d'une vingtaine de communes.

Les actions autour de la gestion du dépôt archéologique départemental ont consisté en la réalisation de l'inventaire des objets d'intérêt muséographique. Le service anime également une bibliothèque archéologique départementale, l'une des plus importantes de la région, ouverte tous les jours au public. En 2019, 610 étudiants et chercheurs y ont été accueillis. Enfin, le service a participé aux études en cours en vue de la réouverture du château de Castelnou (étude de bâti archéologique).

Le CCRP a assuré la continuité dans toutes les opérations du Plan-Objet, de restauration, et d'assistance aux communes.

Le recensement du mobilier des églises a concerné 9 communes, soit 14 édifices ; les opérations de conservation ont été réalisées dans 13 communes (interventions faites par des intervenants extérieurs) ; 5 études préalables à restauration ont été menées sur des retables ; 25 objets (sculptures, peintures sur toile) ont été restaurés au Centre. Ainsi, 15 communes ont été concernées par les restaurations.

Le Centre a été sollicité de nombreuses fois pour des constats d'état ponctuels sur des sculptures et peintures et des actions diverses de conservation (mise en sécurité, actions ponctuelles de préservation dans 7 communes). Il assiste aussi aux préparatifs sur les misteri portés en procession lors de la « Sanch » à Perpignan.

Dans le cadre des actions de valorisation, le Centre a continué d'assurer l'accueil de stagiaires et de groupes pour des visites ponctuelles ainsi que pour les Journées du patrimoine. Une visite et un atelier ont été mis en place pour des enfants sourds et des ateliers ont été créés pour la « Semaine des Arts au collège ». Le rayonnement du CCRP a été assuré par la participation à plusieurs conférences (dont une à l'université de Gérone) et colloques, ainsi que par l'organisation de 3 jours de formations qui ont accueilli 19 Conservateurs des Antiquités et Objets d'Art, Conservateurs des Monuments Historiques et de Musées.

Le Centre a également assuré le commissariat de l'exposition « Le Grenat de Perpignan », en lien avec le service des Archives et la DCPC, et en partenariat avec l'Institut du Grenat de Perpignan et le diocèse, inaugurée en décembre au Palais des Rois de Majorque.

Pour le patrimoine maritime, la restauration du « Dominicain », bateau associatif, a été achevée

ZOOM - ACTIONS PHARES - GRANDS CHIFFRES

- 1) Service des Archives départementales
- Métrage linéaire de documents (re)conditionnés dans l'année : 95 ml
- Nombre de documents communiqués en salle de lecture : 13 752
- Nombre de lecteurs inscrits dans l'année : 732
- Pages numérisées consultables en ligne : 27 227 820
- Nombre de visites sur le site internet : 145 884
- ► Public Anim'Archives (conférences, ateliers) : 1 132
- PublicJournées du patrimoine : 220
- Service éducatif (nombre d'élèves accueillis) : 1 618
- Fréquentation totale des Archives départementales (salle de lecture, service éducatif, activités culturelles) : 3 702

ainsi que celle du « Charlemagne », mis à l'eau en août. Plusieurs opérations d'entretien ont été poursuivies, mais aussi le suivi de la collection de bateaux entreposés à Paulilles, dont celle des Musées de France, et l'aide technique aux associations présentes sur site. Le transport et l'accueil du « Gene Cornu », prochain bateau à restaurer, a représenté une opération d'envergure. La fabrication du roof de la goélette « Miguel Caldentey » est d'autre part quasiment terminée.

L'Atelier des barques a assuré sa mission de transmission en accueillant 10 stagiaires. L'apprentie formée depuis 2 ans au sein de l'Atelier a brillamment obtenu son diplôme en juin 2019 et une nouvelle recrue a intégré l'atelier en septembre 2019. Le partenariat avec le Centre d'Education Renforcée de Port-Vendres s'est poursuivi avec l'accueil de 12 mineurs en réinsertion. Un projet a été initié avec le Parc naturel marin du golfe du Lion et l'UDSIS autour de l'enseignement de la navigation à la voile latine.

Le travail sur le projet environnemental d'éco-navigation s'est poursuivi, en partenariat avec l'école d'ingénieurs Sup'EnR de Perpignan, pour l'étude d'une plateforme de rechargement en mer pour les bateaux, à partir d'énergies renouvelables. La barque « Samarcande », équipée d'une motorisation électrique, rechargée par des panneaux solaires et un hydrogénérateur, a navigué sur le lac des Bouillouses pour la fête des 20 ans du site, opération inédite à ce jour.

L'Atelier des barques, inscrit dans un réseau actif pour valoriser le patrimoine maritime, a continué à suivre les comités scientifiques pour la restauration du pailebot Miguel Caldentey, la présentation d'un bateau de joute à Sète ou encore l'inscription de la voile latine au Patrimoine Immatériel de l'UNESCO. Il a participé à la « Fête de la Nature » et était présent à Saint Tropez pour leur manifestation de voiles latines et à « Banyuls fa temps ». Dans le cadre de ses actions de valorisation, trois expositions en lien avec la mer ont été montées à l'Atelier des Barques. L'Atelier a encore reçu 26 000 visiteurs cette année.

PERSPECTIVES

L'ensemble des perspectives de la Direction sont en lien avec l'engagement n°16 du PPI.

1) Service des Archives départementales

L'année 2020 sera marquée par une étape importante pour le projet d'extension du bâtiment : le choix de l'équipe de maîtrise d'œuvre et du projet architectural, qui devrait intervenir à la fin du printemps 2020. Les phases d'APS et APD pourront ensuite être enclenchées.

Toujours dans la continuité des missions du service, les actions en matière de collecte et de conseil aux services producteurs se poursuivront. L'année devrait voir le lancement d'un marché pour l'intégration d'un système d'archivage électronique au premier semestre, pour un début de mise en production en fin d'année, avec, en parallèle, un travail de préparation de futurs versements d'archives électroniques avec des services pilotes du Conseil départemental.

Les chantiers de conservation des collections (conditionnement, restauration, numérisation) seront continués, de même que le récolement des fonds. Il est ainsi prévu de lancer la restauration de 130 registres de la sous-série 2C (contrôle des actes) du XVIIIe siècle.

La programmation Anim'Archives s'inscrira dans le calendrier institutionnel et national. Ainsi, en mars, dans le cadre de la semaine des droits des femmes, une soirée thématique sur l'IVG, « IVG : un droit, un choix », se tiendra en collaboration avec la Mission Égalité du Département, l'Université de Perpignan et le réseau IVG du département des Pyrénées-Orientales. D'autres thématiques sur les herbiers (dans le cadre de la fête de la nature), sur le grenat de Perpignan, la Sanch ou encore la frontière (avec le château-musée de Bélesta), sont également prévues. Un nouvel atelier pour la découverte de l'épigraphie sera proposé au public.

L'année marquera le lancement officiel, au Palais des rois de Majorque, du projet européen sur la Catalogne carolingienne « CATCAR ».

2) Service archéologique départemental

L'année 2020 sera en grande partie consacrée à la poursuite des opérations de post-fouille. Cela concerne essentiellement les analyses, les études et la rédaction des rapports des fouilles du Château royal de Collioure et des nécropoles de l'Horto à Caramany.

Au mois de juillet 2020 aura lieu la poursuite de la fouille programmée du plateau des Garaffes, aux abords de la cathédrale d'Elne.



2) Service archéologique départemental

- ▶8,4 km = le linéaire cumulé des tranchées ouvertes sur les seuls diagnostics des digues de l'Agly maritime et du contournement de Cabestany au dernier trimestre
- ≥ 2019.4,40 m = l'épaisseur de la stratigraphie des fouilles du plateau des Garaffes avec une succession de couches depuis le VIe siècle avant notre ère.
- ▶610 = le nombre d'étudiants et chercheurs qui ont fréquenté la bibliothèque archéologique.

ZOOM

Le diagnostic archéologique de l'élargissement des digues de l'Agly, en aval de Rivesaltes, a permis l'étude des divagations du fleuve. Avant le XIIIe siècle, le lit primitif coulait très au nord pour se jeter dans l'étang de Salses-Leucate. L'oscillation climatique du petit Âge Glaciaire a provoqué des crues importantes qui ont modifié de façon spectaculaire le tracé du lit du fleuve. L'archéologie renseigne ici sur les évolutions climatiques du passé et sur l'effort des sociétés pour y faire face.

3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

- ▶ 48 communes ont bénéficié des actions du CCRP.
- Nombre d'édifices concernés par le Plan-Objet66 (opérations de recensement, de conservationrestauration et de mise en sécurité) : 22
- Nombre de communes concernées par des opérations ponctuelles de conservation et restauration : 15
- Nombre de barques restaurées par l'Atelier des barques : 2
- Nombre total de visiteurs accueillis (Atelier des barques + CCRP) : 26 240.
- Nombre total d'expositions organisées : 4

ZOOM

L'exposition « Grenat de Perpignan, art et histoire d'un bijou catalan » a permis de mettre en lumière, dans deux salles du Palais des rois de Majorque entièrement rénovées pour l'occasion, plus de 70 bijoux, œuvres et documents pour la plupart inédits et représentatif de ce savoir-faire particulier du patrimoine catalan.

Le service prendra également en charge la réalisation de plusieurs diagnostics d'archéologie préventive avec à titre d'exemple : la déviation de Port-Vendres (en lien avec la Direction Infrastructures et déplacements du CD66), les églises de Tordères et d'Arboussols, le site d'Orle à Perpignan, etc.

Durant l'automne, l'équipe sera intégralement mobilisée à la fouille préventive des bastions du front nord du Château royal de Collioure. Cette opération, importante, sera accompagnée d'actions de valorisation auprès du grand public et des scolaires.

Enfin, les autres missions seront maintenues (gestion des collections, animation de la bibliothèque archéologique départementale, journée archéologique départementale en juin, conférences, etc.). au second trimestre 2020 seront également publiés les actes du colloque « L'archéologie au village. Le village et ses transformations, du Moyen Âge au premier cadastre », dans un numéro spécial de la revue Archéologie du Midi Médiéval, qui fera l'objet d'une présentation publique en mai.

3) Centre de Conservation et de Restauration du Patrimoine

Les actions du Plan-Objet 66 programmées pour 2020 prévoient le recensement sur 7 nouvelles communes, des opérations de conservation sur 8 communes, et la restauration de 28 objets, dont 2 retables, ainsi que plusieurs études préalables.

Une exposition débutera, à partir d'octobre, autour de la restauration du retable du Mas Girvès, propriété du Département : elle sera accompagnée d'un catalogue en ligne.

Une journée de formation autour du patrimoine campanaire, ainsi qu'une journée sur l'entretien courant du patrimoine liturgique seront organisées.

Pour le patrimoine maritime, sont prévus le début de la restauration du « Gene Cornu », la poursuite de l'entretien de la collection de barques ainsi que du projet d'éco-navigation et la mise en place du roof pour le pailebot Miguel Caldentey.

L'année marque les 10 ans de la création de l'Atelier des barques de Paulilles. À cette occasion, les 5 et 6 septembre 2020, sera organisé le « Vire-Vire de Caractère », rencontre de voile latine qui donnera lieu à des manifestations en mer et à terre.

Pour le volet transmission, l'encadrement de l'apprenti en charpente de marine et l'accueil des jeunes délinquants du CER de Port-Vendres se poursuivront, ainsi que la mission d'encadrement des associations qui restaurent leurs propres bateaux.

Quatre nouvelles expositions seront présentées à l'Atelier au cours de l'année.

Les différents partenariats institutionnels et associatifs, français et internationaux, seront poursuivis sur les projets en cours : comité scientifique pour la restauration du Miguel Caldentey (transfert jusqu'à Port-Vendres entre mars et mai, armement), partenariat avec le musée maritime danois Limfjordsmuseet (projet Erasmus), participation au Réseau des Centres Maritimes du Grand Golfe et au projet d'enseignement de la navigation à la voile latine dans la perceptive d'un classement UNESCO.

Mission Égalité

Nombre d'agents :

Nombre Catégorie A : 1

MISSIONS

La mission Égalité accompagne la mise en œuvre du plan d'actions Égalité de manière transversale, en interne et dans les politiques publiques. En 2019, elle a organisé la 10° édition de la Semaine des droits des femmes, la 11° journée de lutte contre l'homophobie et la transphobie, et la 7° édition du concours vidéo « Buzzons contre le sexisme » en partenariat avec la plateforme de ressources éducatives pour l'égalité des sexes Matida.education ainsi qu'avec les structures jeunesse et égalité du département.

Elle a contribué aux travaux et à l'animation des groupes projets de l'Observatoire des violences faites aux femmes du Département des Pyrénées-Orientales (Odvef66). Elle a développé par ailleurs les actions de sensibilisation à l'égalité filles-garçons et à la prévention des violences sexistes, notamment en direction des publics scolaires. Elle a soutenu techniquement et financièrement des associations œuvrant pour la promotion de l'égalité femmes-hommes et la lutte contre toute forme de discrimination, et a développé le pôle ressources Égalité du Département par l'acquisition de nouveaux outils pédagogiques.

RÉALISATIONS ET ACTIONS PHARES

- ► Formation/sensibilisation des élu·es et des agent·es à la compréhension des enjeux de l'intégration de l'égalité femmes-hommes en interne et dans les politiques publiques ;
- ► Mise en place de sessions de formation sur la prévention des violences sexistes, des discriminations et du harcèlement en milieu scolaire en direction des professionnel·les de l'éducation et de la jeunesse ; en parallèle, organisation d'interventions dédiées en milieu scolaire et auprès de classes de 6°;
- ▶ Dans le cadre de la coordination et de l'animation de l'Odvef66 : reconduite d'un cycle d'ateliers d'autodéfense féministe Réactualisation de la plaquette d'information à destination des femmes victimes de violences conjugales et/ou des témoins Dans la continuité de la démarche engagée dans la lutte contre la prostitution : organisation d'une séquence de sensibilisation et de deux journées de formation en direction des professionnel·les du champ éducatif, social et médico-social sur le repérage et l'accompagnement des personnes en situation ou à risque prostitutionnel, notamment les mineurs Dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences envers les femmes, organisation d'un spectacle-débat sur les violences conjugales et leur impact sur les enfants exposés ;
- ▶ Réalisation du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes intéressant la collectivité ;
- ▶ Organisation de diverses actions et manifestations inscrits dans le Calendrier des événements Égalité : la 10e édition de la Semaine des droits des femmes, de la 11e Journée de lutte contre l'homophobie et la Transphobie, et de la 7e édition du concours « Buzzons contre le sexisme ! », en partenariat avec les acteurs Jeunesse et Égalité du département.

PERSPECTIVES

- ► En collaboration étroite avec la Direction des Ressources Humaines : élaboration et mise en place d'un plan de prévention et de lutte contre les violences sexuelles et sexistes au sein de la collectivité ;
- Développement du partenariat avec les services de l'Éducation nationale pour la mise en place d'actions égalité et lutte contre les discriminations en milieu scolaire et en direction des élèves et/ou des équipes éducatives (ex : déploiement de l'expérimentation « Prévention des violences sexistes et du harcèlement en milieu scolaire » sur l'ensemble des 31 collèges du département);







- ► Formation des responsables de services et des chargé·es de mission à la compréhension des enjeux de l'intégration de l'égalité femmes-hommes en interne et dans les politiques publiques ;
- ▶ Renforcement du partenariat avec les différents acteurs locaux œuvrant pour l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations.

Direction de la vie associative et des relations avec les organismes associés

Nombre d'agents :

- Nombre Catégorie A : 3
- Nombre Catégorie B : 2
- > Alternant : 1
- Services Civiques : 2

Cette Direction a pris la suite de la direction transversale des associations. Outre les attributions traditionnelles de cette Direction, elle poursuit des missions en direction des organismes associés non associatifs.

MISSIONS

La Direction a pour finalité première de rendre lisibles les actions du Département envers le monde associatif. Cette ambition est en lien avec la politique publique développement local et accompagnement des acteurs locaux et contribue à l'objectif stratégique : « impulser et dynamiser une dynamique associative dans le département ».

Cette politique associative de qualité s'articule autour de six axes de développement externes et internes :

En externe

- 1. Développer de nouvelles formes de partenariats,
- 2. Assurer une mission d'accompagnement des associations,
- 3. Coordonner l'action des associations du département.

En interne

- 1. Renforcer la connaissance du secteur associatif,
- 2. Harmoniser les pratiques internes des services du département,
- 3. Développer une mission de conseil technique interne.

Elle est également saisie de missions ponctuelles vis à vis des organismes associés :

- ► Mission étude/audit à la demande,
- ► Mission accompagnement à la demande,
- ► Mission de conception, suivi et animation d'un dispositif innovant d'optimisation des relations avec les Organismes Associés.

RÉALISATIONS

La direction a mis en place des dispositifs et rempli un certain nombre d'objectifs fixés et formalisés dans sa feuille de route. Parmi les principaux chantiers menés à bien il faut citer :

- ► Installation du portail Pass 66 comme un outil incontournable du monde associatif dans le département,
- Développement de l'annuaire des associations (2 019 associations à ce jour),
- ▶ Développement d'un réseau d'associations partenaires destinées à améliorer la performance de la gestion des associations,
- ► Mise en place d'une newsletter à destination des associations inscrites à l'annuaire,
- Poursuite des travaux relatifs à une étude de la vie associative départementale,





- Accompagnement organisationnel de plusieurs organismes associés,
- ► Mission d'étude des relations Parc/Département.

En interne

- Harmonisation des pratiques internes de traitement des dossiers de subvention,
- ► Mise en place du nouveau Epgas : formation et accompagnement au changement,
- Accompagnement de la cellule Fonds Social Européen du département dans sa mission de contrôle interne.
- Poursuite des audits préalables avant conventionnement des Services d'aide à domicile,
- ▶ Développement et amélioration du dispositif d'évaluation du risque pour les associations les mieux subventionnées,
- Participation aux travaux sur les aides d'État.

Missions auprès des organismes associés

- ▶ Poursuite des missions en cours auprès du Parc Naturel Régional, synergie EPCC de Céret et autres associations muséales, accompagnement Udsis autres missions qui seront demandées.
- ▶ Réflexion sur mise en place d'une plate-forme d'échanges entre les organismes associés et le Département.

Missions de contrôle externe

- Assistance renforcée auprès des services instructeurs de certaines demandes de subventions présentées par des associations,
- ▶ Poursuite des audits de services d'aide à domicile avant conventionnement,
- ► Travaux visant à améliorer le contrôle interne sur les missions dont la direction a la charge notamment élaboration d'un guide de procédures des demandes de subvention.

Dynamisation du bénévolat et vie associative

Plusieurs actions ont été lancées autour de cette thématique :

- ► Structuration progressive de l'espace bénévolat constitué d'une plate-forme sur le site Pass 66 pour rapprocher l'offre de la demande et d'un espace documentaire complet autour de cette thématique.
- Actions de communications et d'informations avec l'appui de services civiques afin de présenter les conceptions modernes du bénévolat.
- ► Actions diverses sur ce thème en lien avec les politiques publiques qui sont de la responsabilité du département.
- Fin de la première phase des travaux relatifs à améliorer la connaissance du secteur associatif dans le département (fourniture d'une documentation récapitulant les grands enseignements et analyses d'une enquête réalisée par la direction en interne).
- ▶ Organisation d'une journée le 12 octobre 2019 autour de la vie associative et du bénévolat (plus de 80 stands associatifs, organisation de conférences le matin avec des universitaires de renommée nationale).

PERSPECTIVES

Deux objectifs stratégiques sont décrits dans l'actualisation 2020/2023 du projet de service de la direction :

1 - La direction va poursuivre l'ensemble des actions, missions et projets développés depuis sa création autour de la dynamisation de la vie associative.

Quelques projets et objectifs plus détaillés :

- Finaliser et améliorer les travaux d'observation de la vie associative dans le département
- Faire évoluer Pass 66 et l'enrichir côté bénévolat et citoyenneté





- Poursuivre les actions en faveur de la dynamisation du bénévolat
- ▶ Organiser une journée autour de la vie associative et du bénévolat au Palais des Rois de Majorque le 10 Octobre 2020.
- ► Travailler en lien avec les autres directions sur les tiers lieux (engagement 13 du plan d'investissement du Département)

2 - Elle va, en outre, proposer, bâtir, structurer une organisation cohérente et performante autour du suivi, contrôle des organismes associés.

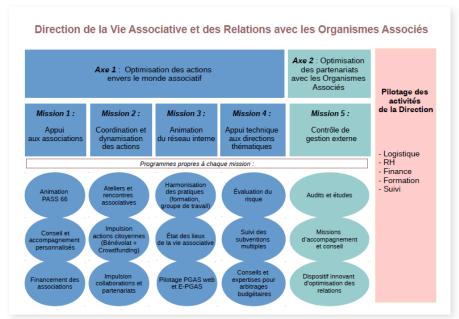
Quelques projets et objectifs plus détaillés :

- Conception et proposition de mise en place d'une organisation structurée et transversale du suivi et du contrôle des Organismes Associés
- ► Acquisition, mise en place et maintenance d'une solution logicielle intégrée servant de base à cette organisation
- Missions d'assistance, accompagnement et contrôle de certains organismes

CHIFFRES CLEFS

1 271 associations ont sollicité nos services par mail, tel ou en rdv physique au cours de l'année.

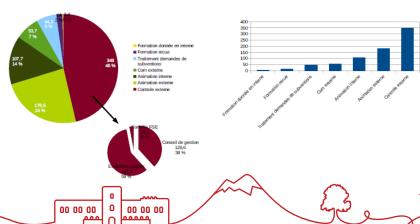
Visuel récapitulatif des missions



Statistiques quantifiées en temps travaillé 2019 des actions de la direction

On retrouve les principales fonctions de la direction (Animation externe, instruction demandes de subventions et contrôle externe). La part du contrôle externe est en forte augmentation du fait des nouvelles missions à destination des organismes associés.



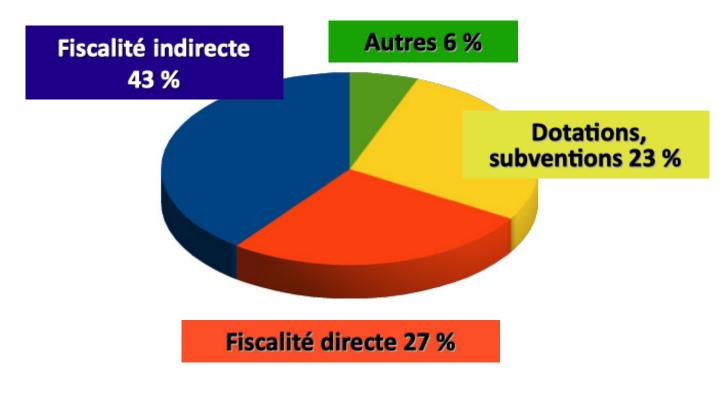




Rapport financier 2019

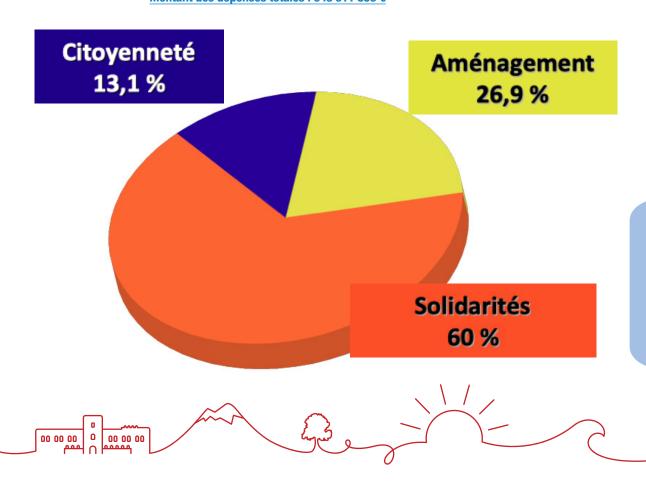
LES RECETTES DU CD 66

Montant des recettes totales : 658 325 224 €



LES DÉPENSES DU CD 66

Montant des dépenses totales : 648 911 553 €





Lexique des abréviations et sigles

A

ACI Ateliers Chantiers d'Insertion

ACTP Allocation Compensatrice Tierce Personne

ADRH Association Départementale pour la Réinsertion des Handicapés

AED Action Educative à Domicile

AJI Acccueil de Jour Insertion

AP/CP Autorisation de Programme / Crédits de Paiement

APA Allocation Personnalisée d'Autonomie

APAJH Association pour Adultes et Jeunes Handicapés

APEX Association pour l'Enseignement, l'Éducation, les Études et l'Expérimentation

APLEC Association pour l'Enseignement du Catalan

ARS Agence Régionale de Santé

AS Assistant(e) Social(e)

ASAD Accompagnement Social et Accès aux Droits

ASE Aide Sociale à l'Enfance

ASH Aide Sociale à l'Hébergement
ASH Aide Sociale aux Handicapés

ASLL Accompagnement Social lié au Logement

ASU Aide Sociale d'Urgence

ASV Adaptation de la Société au Vieillissement

ATEE Agent Technique des Établissements d'Enseignement

R

BDP Bibliothèque Départementale de Prêt

BP Budget Primitif

C

CAA Cour administrative d'appel

CADA Commission d''Accès aux Documents Administratifs

CAF Caisse d'Allocation Familiale
CAO Commission d'Appel d'Offres

CAOMI Centres d'Accueil et d'Orientation spécialement dédiés à l'accueil des Mineurs

CAP Commission Administrative Paritaire

CAP Chèque d'Accompagnement Personnalisé

CARSAT Caisse d'Assurance Retraite et de Santé au Travail





CCAPEX Commission spécialisée de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions locatives

CCAS Centre Communal d'Action Sociale

CCDP Centre Départemental de Documentation Pédagogique

CDCA Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie

CDT Comité Départemental du Tourisme

CEGIDD Centre Gratuit d'Information, Dépistage et Diagnostic des infections par le virus de l'immunodéficience

humaine et les hépatites virales

CESF Conseiller en Economie Sociale Familiale

CESU Chèque Emploi Service Universel

CFPPA Conférence des Financeurs de la Prévention et de la Perte d'Autonomie

CIDAG Centre d'Information et de Dépistage Anonyme et Gratuit

CIDFF Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles

CIO Centre d'information et d'orientation

CLIC Centre Local d'Information et de Coordination

CLS Contrat Local de Santé
CMI Carte Mobilité Inclusion

CMP Centre Médico Psychologique

CNFPT Centre National de la Fonction Publique Territoriale

CNRACL Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales

CODAJE Commission Départementale d'Accueil du Jeune Enfant

COPIL Comité de Pilotage
COTECH Comité Technique

CPOM Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens

CREAI- Centre Régional d'Etude d'Action et d'Information en faveur des personnes en situation de vulnérabilité –

ORS Observatoire Régional de la Santé

CT Coordinateur Technique
CT Coordonnateur Technique

CTD Centre Technique Départemental
CTI Coordonnateur Technique Insertion
CUCS Contrat Urbain de Cohésion Sociale

CUI Contrat Unique d'Insertion

DAP Délégation d'autorité Parentale
DALO Droit Au Logement Opposable

DASAD Direction d'Accompagnement Social et Accès aux Droits
DDPP Direction Départementale de Protection de la Population
DDTM Direction Départementale des Territoires et de la Mer

DEF Direction Enfance Famille

DEJS Direction Education Jeunesse et Sports
DGAS Direction Générale Adjointe des Services

DSL Développement Social Local

Ε

EAJE Etablissement d'Accueil des Jeunes Enfants

EHPAD Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes

EMS Equipe Médico Sociale

EPLE Etablissements Publics Locaux d'Enseignement EPRD Etat des Prévisions de Recettes et de Dépenses

ERP Etablissement Recevant du Public

ESMS Établissements Sociaux et Médico-sociaux

ESSMS Établissements et Services Sociaux ou Médico-Sociaux

F

FDS Fiches de Données de Sécurité

FIPH Fonds d'Intervention pour les Personnes Handicapées

FIPHFP Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées de la Fonction Publique

FSE Fonds Social Européen

FSL Fonds de Solidarité Logement

G

GIRRAGE Fait d'évaluer le degré de dépendance du demandeur de l'APA à partir de la grille AGGIR (Autonomie,

Gérontologie, Groupes Iso-Ressources)

GED Gestion Electronique des Documents

GIR Groupe Iso Ressources

GMP Garantie Minimale de Points retraite complémentaire par an GPMC Gestion Prévisionnelle des Métiers et des Compétences

GTT Gestion du Temps de Travail

IAE Insertion par l'Activité Economique

IDEA Institut départemental de l'Enfance et de l'Adolescence

IESOPE Logiciel

IFCT Institut Franco Catalan Transfrontalier
IRTS Institut Régional du Travail Social

IST Infection Sexuellement Transmissible
IVG Interruption Volontaire de Grossesse

J

JAF Juge des Affaires Familiales

M

MAIA Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aides et de soins dans le champ de l'Autonomie

MAM Maison d'Assistante Maternelle

MAO Module d'Accueil et d'Orientation

MASP Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé

MDPH Maison Départementale des Personnes Handicapées

MDPO Médiathèque Départementale des Pyrénées-Orientales

MECS Maison d'Enfants à Caractère Social

MNA Mineurs Non Accompagnés
MOA Mission Offres d'Accueil

MP Marché Public

MSA Mutualité Sociale Agricole
MSP Maison Sociale de Proximité

١

NBI Nouvelle Bonification indiciaire

OAT Ordonnancement et Appui Technique

ODPE Observatoire Départemental de la Protection de l'Enfance

ONED Observatoire National de l'Enfance en Danger

ONPE Observatoire National de la Protection et de l'Enfance

OPH Office Public de l'Habitat

P

PA / PH Personnes Âgées, Personnes Handicapées

PACEA Parcours Contractualisé d'accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie

PAFAD Le service d'Accompagnement Familial à Domicile

PAO Publication Assistée par Ordinateur

PCH Prestation de Compensation du Handicap

PDA Personnal Digital Assistant

PDALHPD Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées

PDEAC Parcours d'Éducation Artistique et Culturelle

PDU Pôle Droit des Usagers PEG Pôle Etude Générale PEPS Préparation à l'Environnement Professionnel et Social

PHV Personnes Handicapées Vieillissantes

PIG Programme d'Intérêt Général Départemental

PIJ Point Information Jeunesse
PING Pôle Ingénierie et Travaux

PJJ Protection Judiciaire de la Jeunesse

PMI Protection Maternelle et Infantile

POA Pôle Ouvrages d'Art

PPA Plan Personnalisé d'Autonomie

PRA Plan de reprise d'activité

PRAP Prévention des Risques liés à l'Activité Physique

PRDS Plan Régional de Développement Social

PRM Palais des Rois de Majorque
PSSI Pôle Sureté Sécurité Incendie

PST / PSI Programme Social Thématique / Prospection Socio Immobilière

PTI Pacte Territorial pour l'Insertion

R

RAA Recueil des Actes Administratifs

RA Rapport d'Activité

RAM Relais Assistantes Maternelles

RD Routes Départementales

RDAS Règlement Départemental d'Aide Sociale

RDBA Routes, Déplacements, Bâtiments, Assurances

REAAP Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents

RESO 66 Plateforme réunissant plusieurs modes de transport,

RH Ressources Humaines

RMH Règlement Magnétique HOPAYRA
RSA Revenu de Solidarité Active

S

SAAD Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile

SAD Service d'Accueil à Domicile

SAFI Service Administration et Finances

SAS Service d'Action Sociale

SIAE Structures d'Insertion par l'Activité Économique

SIAO Service Intégré d'Accueil et d'Orientation

SIG Système d'Information Géographique

00 00 00 0 0 00 00 00



SIRH Système d'Information de Gestion des Ressources Humaines

SLE Service Logistique et Entretien

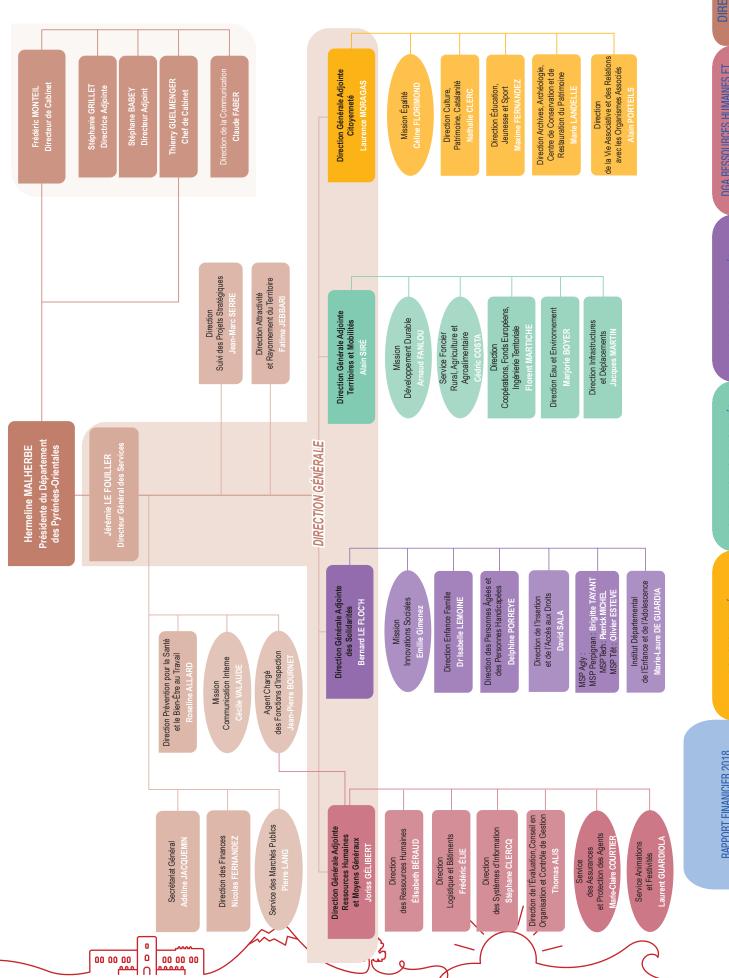
SPASAD Services Polyvalents d'Aide et de Soins à Domicile

TMS Troubles musculo-squelettique

UNA Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles

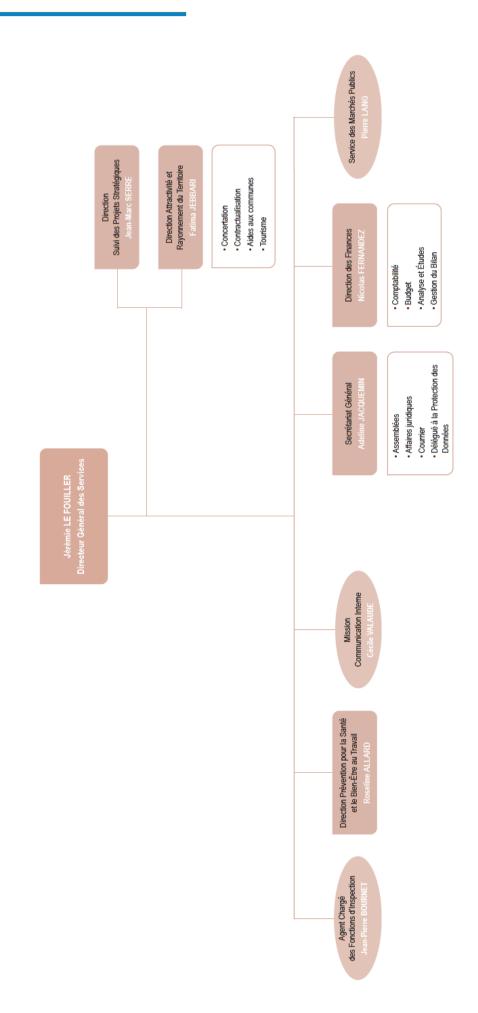
L'organigramme des services

au 14 décembre 2019



Organigramme Direction Générale des Services

Au 14 décembre 2019



Organigramme DGA Ressources Humaines et Moyens Généraux

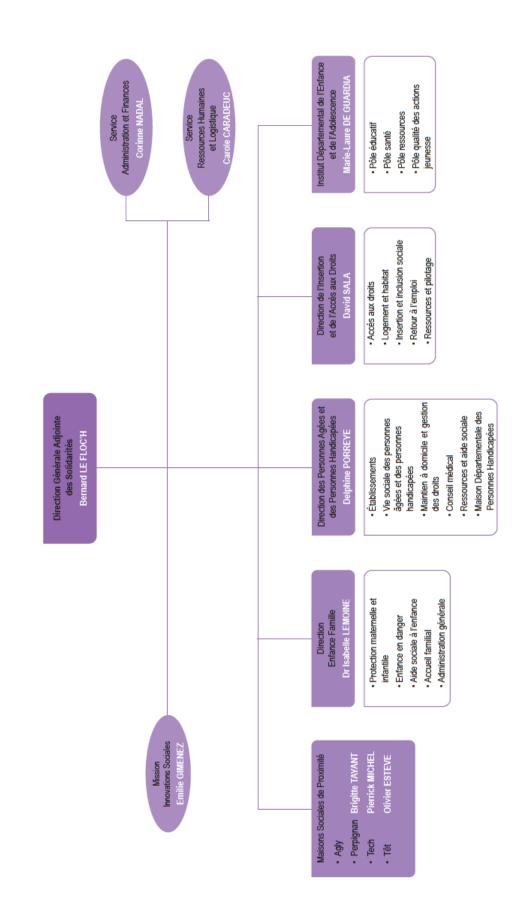
Au 14 décembre 2019 Agent Chargé des Fonctions d'Inspection Service Animations et Festivités des Assurances et Protection des Agents Direction de l'Évaluation, Conseil en Organisation et Contrôle de Gestion Évaluation des politiques Conseil en organisation Contrôle de gestion Direction Générale Adjointe Ressources Humaines et Moyens Généraux publiques Développements intégration exploitation et maintenance · Conception et reprographie des Systèmes d'Information Infrastructure, support, Applications métiers Direction Pilotage THD Administration et finances Sûreté et sécurité incendie Logistique et Bâtiments Logistique et entretien Gestion patrimoniale Commande publique Direction Bureau d'études Investissement Assurances Comptabilité Technique : Gestion du temps de travail et protection sociale stagiaires écoles et apprentis Gestion des carrières et de Gestion administrative des des Ressources Humaines Recrutements et Mobilités Gestion des Instances de Ressources et relations Formation et Accueil des Maintien dans l'Emploi Direction Rémunérations · Support RH concertation Carrières internes humaines : 0 0

00 00 00

ممم 00 00

Organigramme DGA des Solidarités

Au 14 décembre 2019

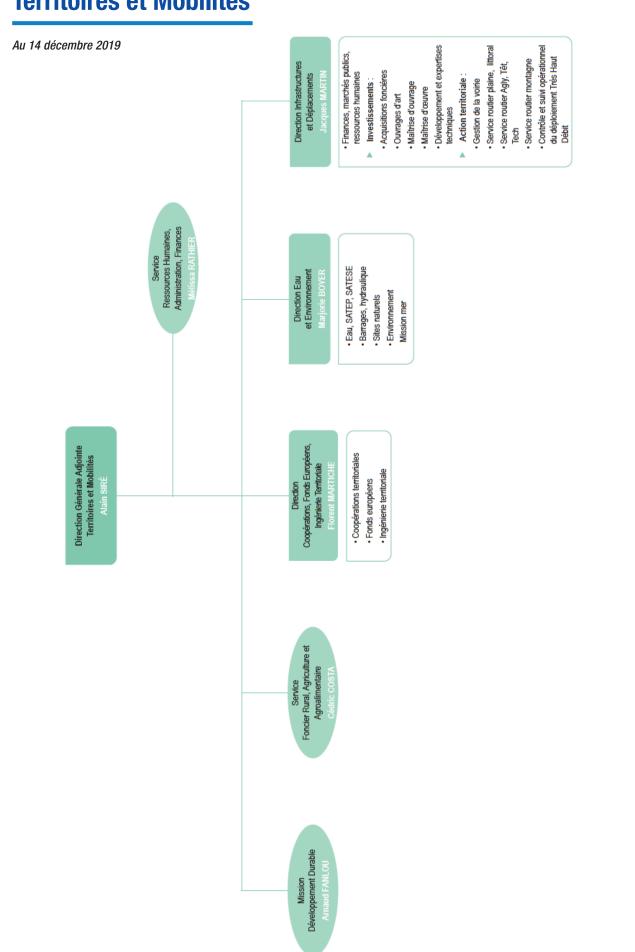


Organigramme DGA Territoires et Mobilités

0 0

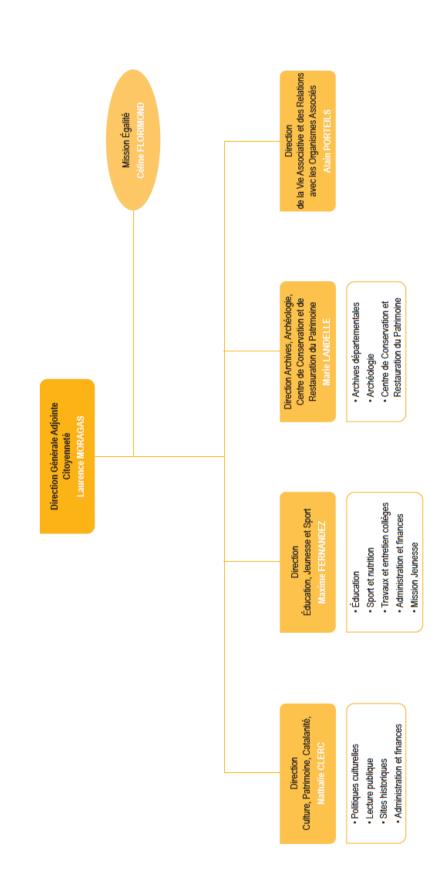
00 00 00

00 00 00



Organigramme DGA Citoyenneté

Au 14 décembre 2019



Contact:

Département des Pyrénées-Orientales Hôtel du Département 24 quai Sadi Carnot 66906 PERPIGNAN Cedex Tél. 04 68 85 85 85